

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

EXAMEN

DE QUELQUES

Immunités accordées au Coupable

Réformes possibles

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le Samedi 4 Juillet 1903, à 4 heures

PAR

ERNEST RIGOT

« Ce qu'il faut organiser, c'est la protection
« de la Société par l'État, dans la lutte contre
« la criminalité, de manière à obtenir le *maximum*
« *d'effet* avec le *minimum d'effort*. »

GARRAUD.

(Discours prononcé à la séance d'ouverture
du IX^e Congrès de l'Union internationale
de Droit pénal, à Saint-Petersbourg, le
4-17 septembre 1902).

LYON

IMPRIMERIE WALTENER & C^{ie}, SUCCESSEURS DE MOUGIN-RUSAND

3, Rue Stella, 3

1903

EXAMEN

DE QUELQUES

IMMUNITÉS ACCORDÉES AU COUPABLE

RÉFORMES POSSIBLES

EXAMEN

DE QUELQUES

Immunités accordées au Coupable

Réformes possibles

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le Samedi 4 Juillet 1903, à 4 heures

PAR

ERNEST RIGOT

« Ce qu'il faut organiser, c'est la protection
« de la Société par l'État, dans la lutte contre
« la criminalité, de manière à obtenir le *maxi-*
« *mum d'effet* avec le *minimum d'effort*. »

GARRAUD.

(Discours prononcé à la séance d'ouverture
du IX^e Congrès de l'Union internationale
de Droit pénal, à Saint-Petersbourg, le
4-17 septembre 1902).

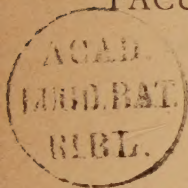


LYON

IMPRIMERIE WALTENER & C^e, SUCCESSIONS DE MOUGIN-RUSAND

3, Rue Stella, 3

1903



FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER (E.), O. , I. , doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, , I. , professeur honoraire.

GARRAUD, I. , professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. , professeur de Droit romain.

FLURER, I. , professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

THALLER, I. , professeur honoraire.

AUDIBERT, I. , professeur honoraire.

COHENDY, , I. , professeur de Droit commercial.

PIC, I. , professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. , professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. , profes^r d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, A. , professeur de Science financière et de
Législation française des finances.

LAMEIRE, A. , professeur d'Histoire de Droit public.

JOSSERAND, A. , professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. , agrégé (Sciences économiques).

HUVELIN, agrégé (Histoire du Droit).

LÉVY, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

GONNARD, agrégé (Sciences économiques).

CAILLEMER (Robert), chargé de cours (Histoire du Droit).

BECQ, I. , secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. GARRAUD, professeur, *Président*.

JOSSERAND, professeur,	} <i>Assesseurs.</i>
GONNARD, agrégé,	

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

INTRODUCTION

Dans une législation pénale rationnelle, il importe de maintenir l'équilibre entre les garanties accordées d'un côté au prévenu et au condamné, de l'autre à la société et à la personne lésée.

Les deux intérêts en présence ont une importance égale. L'inculpé doit être protégé de telle façon qu'il puisse toujours démontrer son innocence, qu'il ne soit puni qu'après avoir été déclaré coupable « *innocentem non condemnari* ».

La société et la personne lésée, c'est-à-dire les deux victimes, indirecte et directe, de l'infraction, ont droit à ce qu'aucun coupable ne puisse échapper à la répression « *impunitum non relinqui facinus* ».

La conciliation de ces deux intérêts doit être la préoccupation constante du législateur en matière répressive. « Le pouvoir doit aux honnêtes gens deux « sortes de sécurité : celle qui les met à l'abri des « entreprises des malfaiteurs, et celle qui les met à « l'abri des excès de zèle ou des maladresses capables

« de les confondre eux-mêmes avec les malfaiteurs
« recherchés. Quand l'autorité avait plus de force et
« qu'elle était tentée d'en abuser, cette seconde espèce
« de sécurité pouvait être souvent compromise. Quand
« c'est la liberté individuelle qui prend ses aises et
« passe de la résistance à la menace, alors la diffi-
« culté change, et ce sont les vrais coupables qui trou-
« vent mille moyens de se dérober (1) ».

Or, il faut reconnaître que cette conciliation n'a jamais été réalisée, que l'équilibre entre les garanties dues à la défense et les garanties dues à l'accusation a été successivement détruit au détriment de l'une ou de l'autre.

Dans toutes les civilisations le criminel a été l'objet d'un mouvement de répulsion suivi d'un mouvement d'attraction. D'abord la partie lésée et même la société tout entière, soit pour se défendre, soit pour se venger, ont été enclines à agir envers lui avec la dernière rigueur. Nous rencontrons ces tendances chez tous les peuples primitifs. On n'a de la pitié que pour la victime. Plus tard, lorsqu'on s'est aperçu qu'on avait dépassé la mesure, qu'on avait excédé les droits de la légitime défense et de la vengeance, l'attraction a succédé à la répulsion. On a laissé de côté la victime pour ne plus s'occuper que du criminel et compatir à son malheureux sort.

Ce mouvement d'attraction, succédant au mouvement de répulsion, appartient aux civilisations avan-

(1) H. JOLY. *Le combat contre le crime*, p. 41.

cées; il se développe tous les jours davantage, et il s'avive par cette pensée que le coupable pourrait se confondre avec l'innocent. Sans doute, il est plus nécessaire d'acquitter l'innocent que de condamner le coupable, et le prévenu doit toujours bénéficier du doute, mais le législateur doit viser à atteindre les deux résultats. Or, nous verrons que s'il a atteint le premier, si, dans l'état actuel de notre législation pénale, le prévenu est suffisamment armé contre la société qui l'accuse, celle-ci ne l'est pas suffisamment contre le coupable.

Tous les moyens sont actuellement fournis à l'inculpé pour établir son innocence, et la loi du 8 décembre 1897, en rendant contradictoire l'instruction préparatoire qui se déroule devant le juge d'instruction, a complété la série des garanties organisées en sa faveur (1).

Si, malgré la protection dont la loi le couvre, il est victime d'une erreur judiciaire, la loi du 8 juin 1895 lui permettra de faire proclamer son innocence, et d'obtenir des dommages-intérêts.

Bien plus, lorsque la preuve de sa culpabilité est

(1) Un projet de loi sur l'instruction préparatoire modifiant certains articles du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 décembre 1897 a été déposé à la Chambre des Députés par M. le Garde des Sceaux, le 16 janvier 1902, et renvoyé à la Commission de réforme judiciaire.

Ce projet ajoute aux garanties accordées au prévenu. D'une part, il porte que le juge d'instruction n'est plus qu'une juridiction de premier degré dont la Chambre du Conseil (qui revivrait) est le tribunal d'appel. D'autre part, il réduit en principe à vingt jours la durée de la détention préventive.

faite, les théories subjectivistes, qui ont révolutionné le domaine pénal en doublant l'appréciation objective de l'appréciation subjective, tiennent compte pour l'application de la peine de facteurs susceptibles soit de la diminuer, soit de la rendre profitable au condamné.

De là les lois sur les circonstances atténuantes et celles qui ont pour but l'amendement du coupable. Les premières (1) tiennent compte à l'inculpé de ses antécédents, de son éducation, du milieu où il a vécu, des circonstances du délit, etc., et donnent au juge la faculté de descendre très bas sur l'échelle des peines. Les secondes fournissent au coupable le moyen de s'amender, soit en suspendant l'exécution de la peine, s'il s'agit d'un condamné primaire (2) soit en en réduisant la durée si le condamné se conduit bien durant la détention (3), soit en lui permettant, une fois libéré, d'obtenir sa réhabilitation (4).

Ainsi, à l'heure actuelle, le prévenu et le condamné sont entourés de garanties suffisantes. Peut-on en dire autant de la société et de la personne lésée ? Non certainement. Quelques exemples prouveront l'exactitude de ce que nous avançons.

Un accusé est acquitté par le jury et mis en liberté. Le jour même, il peut avouer impunément son crime.

(1) Lois du 24 juin 1824, du 28 avril 1832, du 13 mai 1863, du 27 novembre 1870.

(2) Loi du 26 mars 1891, dite loi de sursis ou loi Béranger.

(3) Loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

(4) Lois des 6 juillet 1852, 14 août 1885, 10 mars 1898, 5 août 1899 et 11 juillet 1900.

Son aveu est corroboré par des témoignages qui viennent à surgir. Sa culpabilité n'est plus douteuse. La société est cependant impuissante contre lui. Son cynisme triomphe. L'hypothèse n'est pas rare. Bien des verdicts d'acquittement ont été ainsi réformés par le coupable lui-même.

Un gendre commet des détournements au préjudice de son beau-père. Malgré les plaintes réitérées de celui-ci transmises au Procureur de la République, le Parquet ne poursuit pas. L'article 380 du Code pénal le lui défend.

Un assassin n'a pu être découvert et l'affaire est classée. Dix ans plus tard, cet homme peut sortir de sa retraite, révéler son nom et avouer cyniquement son crime. La société ne peut rien contre lui. Nous en avons eu un exemple frappant il y a quelques années, dans une affaire où un inspecteur de police accusé d'un crime a pu en avouer impunément un autre commis douze ans auparavant et couvert par la prescription (1).

Un condamné a réussi à s'échapper. Il prescrit sa peine après un délai variant suivant la gravité de l'infraction. Le jugement de condamnation ne peut plus être exécuté. Mais il y a mieux, après un nouveau délai, ce jugement est lui-même anéanti automatiquement, sans que le condamné ait à justifier de l'emploi de son temps ni de sa bonne conduite : ainsi l'a décidé la loi du 11 juillet 1900. Et ce ne sont pas les seuls cas

(1) Affaire Rodot.

où l'immunité accordée par la loi se retourne contre la société et ne profite qu'au coupable.

Cet état de choses est d'autant plus regrettable que derrière le pouvoir social se trouve la partie lésée, victime directe de l'infraction. On oublie trop facilement qu'il y a en présence non seulement un inculpé, coupable ou non, et la société, mais aussi la victime. Or, celle-ci a droit à deux sortes de dédommagements, à la réparation du préjudice qui lui a été causé, et à l'obtention d'une peine. Elle a d'abord droit à des dommages-intérêts ; elle peut porter son action civile, fondée sur l'article 1382 du Code civil, soit devant les tribunaux civils, soit devant les tribunaux de répression, et cette action lui assure une indemnité suffisante du préjudice souffert. Mais elle a droit aussi à l'obtention d'une peine, à la punition du délinquant. C'est à cette condition seulement qu'elle a fait insensiblement l'abandon de sa vengeance privée. La personne lésée, il ne faut pas l'oublier, forme un des éléments de l'infraction et de l'obligation pénale qui en découle.

Si, d'ailleurs, on néglige trop les droits de la victime, il arrive que, par un retour aux âges primitifs, la victime met le lynchage et la vendetta au service de ses rancunes que la loi a été impuissante à assouvir. La Corse nous fournit quelquefois encore de ces exemples.

Il est du devoir du législateur de prévenir ces mouvements de réaction instinctive en protégeant plus efficacement les honnêtes gens contre les malfaiteurs, en rétablissant l'équilibre entre les intérêts privés et les intérêts sociaux.

A l'école « positiviste » italienne, ou « nouvelle école » revient l'honneur d'avoir mis en relief l'insuffisance des garanties de la société à l'encontre des criminels et d'avoir proposé quelques moyens propres à fortifier la répression ; mais elle est arrivée à ce résultat par une voie où il nous est impossible de la suivre. En dépit de nuances nombreuses dans leurs systèmes, les fondateurs de cette doctrine posent au frontispice de leur œuvre la négation du libre arbitre et partant, de la responsabilité morale. Celle-ci est pour l'un d'eux « un débris d'époques antérieures (1) ». Or, poursuivent-ils, de même qu'on se débarrasse d'un animal dangereux, ainsi l'on doit éliminer le criminel de la société.

Sans prétendre réfuter la théorie du déterminisme, ce qui a été fait souvent et éloquemment (2), il est permis de penser que la seconde proposition ne découle pas de la première ; et l'on constate avec surprise « que tous ces systèmes niant la liberté, qui paraissent au premier abord destinés à provoquer l'indulgence pour le crime, sont les plus durs de tous les systèmes, puisqu'ils livrent sans scrupule humain, sans pitié, le criminel, comme une bête malfaisante, aux rigueurs implacables de la défense sociale (3) ».

(1) FERRI. *Diritto di punire*, p. 11, note 2.

(2) Voir notamment LACOINTA. Introduction à l'ouvrage de Lucchini : *Le droit pénal et Les nouvelles théories*, p. XXXVIII.

(3) PROAL. *Le Crime et la Peine* p. XII. Rapport de M. Martha dans le concours pour le prix du budget de 1888.

« Chose étrange, dit M. Lacointa (1), les positivistes
« si disposés à affirmer l'irresponsabilité et qui de-
« vraient dès lors se sentir au point de vue judiciaire
« comme impuissants à atteindre les auteurs de tant
« de méfaits, se distinguent par une extrême rigueur :
« un criminaliste imbu de principes absolument oppo-
« sés, ne peut qu'adhérer, non certes à toutes les
« critiques, à toutes les doléances de ces écrivains,
« mais à un grand nombre d'observations qui ne se
« rattachent pas du reste d'une manière absolue aux
« thèses fondamentales de la nouvelle école (2) ».

Aussi bien, est-ce à ces observations et non aux thèses fondamentales de l'école positiviste que nous nous attachons. L'idée d'une répression plus énergique au moyen de garanties plus efficaces accordées à la société nous est venue au seul spectacle de l'adoucissement et même de l'amollissement toujours croissant de la répression, en face de la « marée montante » de la criminalité. Les statistiques sont éloquentes à cet égard, la recrudescence du crime ne fait de doute pour personne. « La criminalité monte, elle ronge
« peu à peu la digue impuissante qu'on lui oppose, et
« la « grande tribu rebelle » se concentre et s'organise,

(1) LACOINTA, op. cit. p. XXVI.

(2) « Les propositions modérées et honnêtes en ce qui
« concerne le droit pénal... sont à proprement parler, étran-
« gères aux théories de la « nouvelle école ». Elles ne sau-
« raient en représenter une véritable expérimentation, et
« elles pourraient en outre être considérées comme des pro-
« positions honnêtes que le premier venu serait en état de
« faire sans appartenir à « l'école positiviste ». — LUCCHINI.
Le droit pénal et les nouvelles théories, p. 383.

« en face d'une société régulière, impuissante et
« désarmée.

« Aux yeux du peuple, avec ses Codes, sa procé-
« dure, son organisme, l'appareil formidable de la
« justice semble uniquement fonctionner pour proté-
« ger les criminels contre la société. Il est temps d'in-
« tervertir les rôles et de substituer à un droit pénal
« sentimental et stérile, l'organisation légale, vigou-
« reuse, de la défense des honnêtes gens contre les
« criminels (1). »

Pour rétablir l'équilibre rompu au détriment de la société et de la partie lésée, nous proposons la suppression ou la restriction de certains privilèges ou immunités qui semblent se dégager de l'examen de quelques-unes de nos institutions pénales. Notre intention n'est pas d'étudier ces institutions dans toutes leurs particularités, mais de nous attacher plus spécialement aux points qui nous paraissent susceptibles d'être réformés dans le sens de garanties plus efficaces à donner à la société et à la partie lésée, et partant d'une répression plus énergique.

Les institutions que nous nous proposons d'examiner à ce point de vue sont les suivantes :

- 1^o La prescription de l'action publique et de la peine;
- 2^o L'amnistie, la grâce, la réhabilitation;
- 3^o La libération conditionnelle et le sursis;
- 4^o Le vol entre parents;

(1) GARRAUD. *Le problème moderne de la pénalité*, p. 4.

5° L'appel extraordinaire de l'article 352 du C. Instr. crim.;

6° Le pourvoi en cassation;

7° Le pourvoi en révision.

De ces institutions on pourrait faire deux parts : celles que nous acceptons telles qu'elles existent dans nos codes, mais que nous voudrions voir fonctionner au profit de la société comme elles fonctionnent au profit du coupable (voies de recours et loi de sursis); et celles (toutes les autres) que nous voudrions voir réviser en elles-mêmes dans le sens que nous avons indiqué. Mais le rapprochement du sursis conditionnel avec les voies de recours résiste au groupement naturel des institutions énoncées.

On pourrait, logiquement aussi, les répartir en deux catégories comprenant d'un côté les immunités qui arrêtent l'action publique et empêchent les poursuites, de l'autre celles dont profitent les condamnés qui ont été reconnus coupables. Dans le premier groupe figureraient l'amnistie, la prescription de l'action, le vol entre parents. Le second groupe comprendrait les voies de recours ouvertes au condamné (l'appel, le pourvoi en cassation, le pourvoi en révision) puis les institutions qui atténuent ou suppriment la condamnation (sursis et libération conditionnelle, grâce, prescription de la peine, réhabilitation, amnistie).

Cette classification offrirait l'avantage de suivre l'ordre des idées qui se déroulent dans un procès pénal. Ainsi les voies de recours interviennent aussitôt après le jugement; viennent ensuite les mesures qui suspendent l'exécution de la peine et celles qui en réduisent

la durée; enfin celles qui effacent le jugement et jusqu'à l'infraction.

Mais, pour rester fidèle à cette répartition, il faudrait étudier deux fois la prescription, qui s'applique tantôt à l'action publique et tantôt à la peine, et l'amnistie qui, elle aussi, agit avant et après la poursuite.

Pour éviter ce double emploi, et nous conformer en même temps au groupement le plus naturel, nous examinerons successivement :

- 1° Les prescriptions;
- 2° Le vol entre parents;
- 3° Les voies de recours (appel extraordinaire de l'article 352, pourvois en cassation et en révision).
- 4° L'amnistie;
- 5° La grâce;
- 6° La libération conditionnelle et le sursis;
- 7° la réhabilitation.

Une classification rigoureusement exacte ne saurait d'ailleurs s'imposer. Il suffit que nous dégagions les points favorables à notre thèse et que nous les ramenions à l'idée directrice de notre sujet, savoir une répression plus énergique au moyen de la suppression ou de la restriction des immunités accordées au coupable.

Un chapitre préliminaire sera consacré au *droit d'asile*. L'examen de cette institution, qui appartient à l'histoire, nous apprendra que si, à certaines époques où les moyens d'instruction et de jugement sont peu perfectionnés, des immunités sont nécessaires comme correctifs à des procédures défectueuses ou à des peines exagérées, elles sont appelées à disparaître, le

jour où les progrès de la civilisation ont doté la législation pénale d'un pays de rouages judiciaires garantissant suffisamment les intérêts du prévenu et ceux du condamné. Le droit d'asile avait sa raison d'être lorsque la justice était mal ou insuffisamment administrée. Il ne l'a plus aujourd'hui; aussi a-t-il depuis longtemps disparu. Quelques vestiges de cette immunité subsistent cependant encore en droit public; nous y arrêterons quelques instants.

Enfin, dans un appendice, nous passerons rapidement en revue divers projets qui sont actuellement déposés sur les bureaux du Parlement, projets qui tendent tous à favoriser l'affaiblissement déjà si grand de la répression.

TITRE PRÉLIMINAIRE

DE L'ASILE

Une immunité, aussi ancienne que le monde, qui ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif bien qu'elle ait donné naissance à l'extradition, à l'exterritorialité et à l'immunité parlementaire, c'est le droit d'asile. Il a tenu une trop grande place dans l'histoire pour que nous puissions nous dispenser d'en parler.

CHAPITRE PREMIER

Le Droit d'asile proprement dit.

Dès l'origine des sociétés, les idées religieuses se formulèrent en culte public et on éleva des temples à la divinité. Les lieux où elle était censée habiter furent sacrés et réputés inviolables. Il était donc naturel que

tout individu poursuivi par la réprobation ou la haine publique y cherchât un refuge : de là les asiles. Dans l'origine, cet usage n'avait rien que de louable, puisqu'il n'était toléré qu'en faveur de gens moins coupables que malheureux, tels les meurtriers involontaires; mais il dégénéra en abus lorsque des assassins, des traîtres ou autres criminels vinrent aussi embrasser les autels.

§ I. — *Temps anciens.*

Le législateur des Hébreux sut éviter cette incohérence. Moïse, en ordonnant que, sur les quarante-huit villes habitées par les Lérites, six seraient des lieux d'asile, restreignit le droit de s'y réfugier en faveur de ceux-là seuls qui auraient répandu involontairement le sang de leurs semblables; encore devaient-ils y rester jusqu'à la mort du grand-prêtre, comme s'ils eussent dû fuir ses regards qu'aurait blessés leur importunité.

On ne retrouve pas cette restriction chez les peuples païens. Loïn de là, les fondateurs d'Etats ne craignirent pas d'étendre quelquefois sans mesure le droit d'asile dans des vues purement politiques. C'est ainsi que Romulus, lorsqu'il voulut construire la ville qui retint son nom, appela à lui tous les bannis, tous les gens sans aveu, et fit de son camp un lieu d'asile. Cadmus à Thèbes, Thésée à Athènes avaient agi de même. Ces fâcheux exemples devaient autoriser la multiplicité des asiles; aussi n'y avait-il, dans la Grèce, presque pas de contrée ou de ville qui n'eût ou son

autel, ou son temple, ou son bois sacré, servant d'abri assuré aux malfaiteurs.

Lè respect pour les lieux d'asile tenait chez les païens à cette opinion vulgaire que les dieux se chargeaient eux-mêmes de punir le criminel qui, se réfugiant dans leurs temples, venait se mettre ainsi sous leur dépendance immédiate, de sorte qu'on devait regarder comme une impiété de vouloir leur ôter ce soin en paraissant douter de leur justice.

Il est vrai que l'indignation publique, excitée par un grand crime, était quelquefois plus forte que le respect pour les lieux saints, témoin la fin misérable de Pausanias, général lacédémonien, qui, justement accusé du crime de haute trahison, se réfugia dans le sanctuaire de Minerve; l'asile étant inviolable, nul n'essaya de l'en arracher, mais on en mura les portes; sa mère elle-même apporta la première pierre, et il mourut consumé par la faim. La haine d'un ennemi puissant pouvait aussi produire le même effet: Démosthènes, poursuivi par les satellites d'Antipater jusque dans le temple de Neptune, et menacé d'en être arraché, fut réduit à s'empoisonner. Toutefois, ces violations, réputées sacrilèges, étaient rares, parce que la superstition populaire y voyait la cause de grandes calamités. Sous la domination Romaine, la plupart des asiles furent supprimés dans la Grèce.

Après l'établissement du christianisme, les églises jouirent du même privilège, et il y en eut bientôt un si grand nombre que les successeurs de Constantin voulurent, mais vainement, le réduire. Charlemagne échoua dans la même tentative. Au moyen âge, ce

n'étaient plus seulement les églises, mais les cimetières, les maisons des Évêques, les couvents et même l'enceinte, souvent très vaste, du domaine de ces communautés, qui présentaient aux criminels des lieux d'asile.

§ II. — *Temps modernes.*

Louis XII fut le premier qui porta une grave atteinte aux asiles, par ses ordonnances de suppression de ceux qui existaient en beaucoup de lieux, et notamment dans plusieurs églises de Paris. François I^{er}, en 1539, compléta cette mesure, en ordonnant qu'il n'y aurait plus d'asile nulle part pour les individus décrétés de prise de corps. Cependant les maisons Royales, les hôtels des Ambassadeurs et le palais du Temple, à Paris, appartenant à l'Ordre de Malte, continuèrent à être considérés comme lieux de refuge. Il faut remarquer seulement, quant aux palais du Roi et à celui du Temple, que les prévenus qui s'y retiraient n'y trouvaient pas une impunité absolue, mais qu'on devait recourir à certaines formalités pour les y arrêter.

Malgré les Ordonnances royales, les Cordeliers de l'Observance, à Lyon, persistèrent à maintenir leur droit de protection et d'asile en faveur des faillis, et à offrir à ceux que des revers de fortune avaient atteints dans leur commerce, une retraite contre les poursuites empreintes d'indignation et de colère de leurs créanciers. Cette prétention, inspirée par un sentiment très chrétien de charité, souleva d'unanimes

réclamations, et le Parlement y fit droit, dans des circonstances qu'il est peut être intéressant de rappeler.

« Un nommé Gaudin, dit l'auteur des Cordeliers de
« l'Observance à Lyon (1), sous le poids d'un mandat
« d'arrêt décerné contre lui par le juge conservateur
« des privilèges des foires de Lyon, se réfugia à
« l'Observance. Au 16 août 1678; ordre de l'en extraire
« par la force. Le P. de la Vigne et ses Religieux
« allèguent leurs privilèges (leur titre de fondation
« Royale). Procès-verbal de l'huissier Bertrand;
« arrêt de la Cour en date du 30 août; le 16 septembre
« décision du Prévôt des marchands autorisant les
« poursuites; le 22 information en conséquence de
« l'arrêt. Le 8 novembre, nouvel arrêt de la Cour qui
« ajourne les Observantins à comparaître devant le
« Parlement. Là, le 26 janvier 1679, ils sont admo-
« nestés : « *Défense leur est faite et à tous Religieux*
« *de quelques ordres qu'ils soient de donner asile*
« *dans leurs couvents à aucunes personnes préve-*
« *nues de crimes ou contre lesquelles il y eût des con-*
« *damnations par corps, à peine de saisie du temporel*
« *et de défense de quêter à ceux qui vivent d'au-*
« *mônes.* » L'arrêt est du 1^{er} février 1679.

Cette sentence, arrêta pour un temps, les préten-

(1) *Les Cordeliers de l'Observance, à Lyon, ou l'église et le couvent de ce nom depuis leur fondation jusqu'à nos jours*, par l'abbé L. A. PAVY. Lyon. Librairie ecclésiastique de Sauvignet et C^{ie}, grande rue Mercière, 55 (1836), pag. 34 et suiv.

tions des Cordeliers, et, s'il faut en juger par ce qui nous reste de leurs archives, un siècle entier se serait passé sans qu'on les vît se renouveler, mais en 1780, nouvelle tentative et nouvelle condamnation.

« Au mois de février, un sieur Vedel, poursuivi par
« ses créanciers, vint chercher à l'Observance un
« refuge contre leurs justes réclamations. M. Chol,
« échevin, envoie le sergent du guet, accompagné de
« dix-huit hommes d'armes, pour prêter main forte à
« l'huissier, en cas de résistance de la part des Reli-
« gieux. Ceux-ci résistèrent en effet, alléguant d'an-
« ciens privilèges. Le consulat en informe M. de Ver-
« genne, ministre secrétaire d'Etat. Ordre de continuer
« les poursuites nonobstant les prétendus privilèges
« des observantins. Ces privilèges, écrivait M. de
« Vergenne le 5 août 1780, ne paraissent mettre
« l'Observance que de la classe ordinaire des commu-
« nautés Religieuses qui sont de fondation Royale.
« S'ils étaient de nature à pouvoir attribuer aux
« Religieux Cordeliers le droit de favoriser la fraude
« et le crime, ils seraient dans le cas d'être réformés
« comme contraire à nos maximes et à la véritable
« intention des souverains. »

Malgré ces arrêts, l'usage prévalut jusqu'à la dispersion des Religieux, et on montrait encore, en 1836, « l'emplacement où les reclus venaient dans le
« jour prendre l'air et *narguer le passant*; un treillis
« en fer, de trois pieds, élevé sur le mur de la
« terrasse, les mettait à l'abri des coups de main des
« recors. On cite néanmoins plusieurs enlèvements
« opérés par le zèle de l'huissier Dupuy, que son

« ardeur et sa vivacité avaient fait surnommer par le « peuple : *Dupuy tout en feu* » (1).

Après la Révolution et sous la domination Française, l'Italie avait vu disparaître ce qui restait encore du droit d'asile dans plusieurs de ses Etats successivement réunis à la France. Mais, lors du rétablissement de la Papauté, ce privilège fut de nouveau concédé d'abord aux Eglises, et plus tard, en 1827, à deux bourgs des Etats Romains qui en avaient précédemment joui. Les malfaiteurs y trouvaient un séjour indéfini pendant lequel ils pouvaient subsister de leur revenu ou du travail auquel il leur était permis de se livrer.

En Angleterre on connaissait aussi jadis le droit d'asile sous le nom de *privilège du sanctuaire*. Un homme accusé de crime, pourvu que ce ne fut ni de trahison, ni de sacrilège, pouvait se réfugier dans une église ou dans un cimetière. Là, après s'être reconnu coupable devant le coroner, il prêtait serment de sortir du Royaume dans les quarante jours, et obtenait la permission de gagner, une croix à la main, le

(1) On trouvera d'autres anecdotes intéressantes sur le droit d'asile dans les deux ouvrages suivants :

MARION (Jules). Procès criminel intenté à Jean de Beaufremont par la commune de Dijon pour violation du droit d'asile dans la personne d'un alchimiste (1455-1472), p. 254, tiré de la bibliothèque de l'Ecole des Chartres... t. II, 2^e série (Paris, 1846, in-8°, 608 p.).

— FLOQUET (A.), Histoire du privilège de saint Romain en vertu duquel le Chapitre de la Cathédrale de Rouen, délivrait anciennement un meutrier tous les ans, le jour de l'ascension : Rouen, 1833, 2 vol. in-8 br.

port le plus prochain. Nul n'avait le droit de l'arrêter tant qu'il se trouvait dans le délai de sauvegarde; mais il encourait toujours la confiscation de tous ses biens et perdait sa nationalité. La réforme religieuse détruisit cette coutume.

D'autres privilèges du même genre, étaient attribués à certains quartiers de Londres, tels que *White-friars*, le palais de Savoie et le *Mint*, dans *Southwark*, sous prétexte que c'étaient d'anciens palais de la couronne. Les débiteurs insolvables, et même les criminels s'y rassemblaient pour échapper à leurs créanciers ou à la vengeance des lois. Ces retraits d'iniquité dont on retrouve dans l'un des romans de Walter Scott (1) une description pittoresque, furent abolies sous les règnes de Guillaume III et de Georges 1^{er}.

Fondé sur cet esprit de charité et de douceur que recommande l'Évangile, le droit d'asile n'avait été établi chez les chrétiens que comme un moyen d'adoucir, à l'égard des criminels, les rigueurs atroces d'une pénalité souvent barbare, et de fournir un refuge aux accusés innocents que ne protégeaient pas toujours les formes arbitraires de la justice. Il n'eut donc pas pour but d'offrir l'impunité aux coupables, mais de les protéger contre la vengeance et les voies de fait qui précédaient souvent les informations ; de laisser aux passions le temps de se calmer, aux juges le moyen de

(1) *Les aventures de Nigel*. — WALTER-SCOTT, œuvres complètes. P. M. Pourrat et C^{ie}, éditeurs. Paris 1841. Tome 8, 1^{re} partie, pages 7, 8, 228 et suiv.

s'éclairer et aux Evêques celui d'invoquer la clémence des empereurs ou des magistrats quand la faute pouvait être excusable, ou que la peine excédait le crime ; de concilier enfin les droits de la justice et ceux de l'humanité. Le droit d'asile, qui participait du caractère religieux de l'hospitalité antique, conférait aux réfugiés une sorte d'inviolabilité. Il en a été longtemps ainsi dans les sociétés modernes, en France particulièrement où il était comme sacré ; *fit liber quisquis solum Galliae cum asyli vice contigerit* : telle était la maxime qui avait force de loi.

Ce droit, comme tant d'autres, a pu donner lieu à des abus, mais si plusieurs coupables lui ont dû peut-être d'échapper à des châtimens mérités, il a sauvé la vie à un bien plus grand nombre d'innocens poursuivis par des ennemis, contre lesquels leur unique ressource était dans l'inviolabilité des lieux d'asile. Pendant les siècles d'anarchie féodale, où l'on ne connaissait que la loi du plus fort, quand les seigneurs, toujours armés, étaient sans cesse en guerre les uns contre les autres, alors que les vengeances particulières semblaient un mal incurable, et que les vassaux opprimés n'avaient d'autre défense que la protection du clergé, l'utilité des lieux d'asile se fit plus que jamais sentir, et c'est alors aussi qu'ils se multiplièrent prodigieusement. Cette triste ressource ne cessa d'être nécessaire que lorsque les lois eurent repris leur vigueur, et que la Police des villes, l'autorité Royale et l'établissement des Tribunaux réguliers offrirent enfin à la société comme aux particuliers des garanties sérieuses d'ordre, de protection et de justice.

Aujourd'hui, la justice criminelle en France a le droit de saisir ceux qu'elle poursuit partout où ils se trouvent, et les traces de l'ancien droit d'asile ne se retrouvent, ni dans la maxime du droit public anglais qui veut que la maison de tout citoyen soit sa forteresse, ni dans l'article 76 de la constitution de l'an VIII portant que « la maison de toute personne habitant le « territoire français est un asile inviolable ». Ces déclarations, plus pompeuses que sincères, n'empêchent pas, dans les deux pays, que tout domicile ne puisse s'ouvrir à la voix des agents de la justice; seulement ils doivent observer certaines précautions pour y pénétrer. En France particulièrement, il leur est défendu de s'y introduire pendant la nuit, excepté dans les cas d'incendie, d'inondation ou de réclamation venant de l'intérieur de la maison.

CHAPITRE II

Les survivances du droit d'asile.

§ I. — *Immunité dont jouissent à l'étranger les condamnés politiques et de droit commun : extradition.*

Il est toutefois un aspect sous lequel le droit d'asile doit être envisagé comme subsistant toujours chez toutes les nations civilisées; c'est celui qui est accordé en tout pays à l'accusé ou au condamné politique. Il est impossible d'obtenir son extradition de la nation

sur le territoire de laquelle il s'est réfugié ; d'autre part, cette nation ne le poursuit pas pour l'infraction commise. Il jouit donc d'une complète immunité, et c'est le pays étranger qui lui sert d'asile. Ce pays peut, il est vrai, l'expulser comme tout étranger, mais ne doit pas le conduire aux frontières de celui où le délit a été commis. Les crimes politiques s'accomplissent dans des circonstances si difficiles à apprécier, ils naissent de passions si ardentes qui souvent sont leur excuse, que la France a toujours maintenu le principe que l'extradition ne doit pas avoir lieu pour fait politique. C'est une règle qu'elle met son honneur à soutenir.

Mais il arrive que des criminels de droit commun cherchent une retraite dans un pays étranger. Les gouvernements de ces pays ont toujours été considérés comme libres de les y recevoir ; autrement il n'y aurait plus d'indépendance d'une souveraineté à l'égard d'une autre. Si des traités ont apporté des modifications à ce principe, ces traités mêmes, presque toujours basés sur la réciprocité, sont un hommage rendu au droit d'asile. Ordinairement le gouvernement de la nation sur le territoire de laquelle s'est réfugié le condamné ou l'accusé le livre, moyennant l'accomplissement de certaines formalités, et cette remise a reçu le nom d'*extradition*.

La mesure de l'extradition est aujourd'hui un fait régulier, qui a pris sa place dans le droit international, et se trouve régi par des dispositions conventionnelles, ou du moins par des principes généralement reconnus. Il n'en était pas ainsi autrefois. Dans l'anti-

quité grecque et romaine, l'extradition ne se montre que de loin en loin, et encore comme un fait accidentel presque toujours amené par la force ou la menace, et l'œuvre de la vengeance plutôt que de la justice. Les crimes qui n'étaient commis que contre de simples particuliers et qui n'attaquaient pas aux intérêts généraux d'un pays, ou n'étaient pas dirigés contre les chefs d'un Etat, n'excitaient pas la vindicte publique jusqu'à provoquer la poursuite du criminel en pays étranger. Par sa fuite, loin de sa famille et de sa patrie, le criminel s'infligeait à lui-même une peine considérée comme une des plus cruelles dans ces temps anciens, celle de l'exil, et la société tenait pour suffisamment puni celui dont elle se trouvait ainsi débarrassée.

Mais par le progrès naturel du temps, les relations de peuple à peuple se multipliant, une sorte de solidarité morale s'est établie entre les nations. On a senti qu'il y a des crimes dont la répression importe à la civilisation générale, et peu à peu on s'est concerté pour que les coupables cessent d'obtenir l'impunité de crimes qui offensent la morale universelle. De là, les traités d'extradition. Ces traités offrent un ensemble de principes qui constituent en cette matière, un véritable droit international, et le jour n'est peut-être pas éloigné où un système d'action commune et de garantie réciproque contre les malfaiteurs sera adopté par toutes les puissances du globe. On verra sans doute se réaliser alors cette pensée de Beccaria : « La « persuasion de ne trouver aucun lieu sur la terre où « le crime puisse rester impuni, serait le moyen le « plus efficace de le prévenir. »

Toutefois il faut remarquer que le droit d'extradition ne suppose pas toujours une convention écrite ; il est arrivé fréquemment, suivant que les circonstances l'exigeaient, que des extraditions ont été demandées et accordées, en l'absence de convention, sur la simple promesse de réciprocité pour les cas analogues de la part du gouvernement qui les obtenait.

§ II. — *Exterritorialité.*

Une autre espèce de droit d'asile est celui dont jouissent les ambassadeurs ou envoyés des puissances étrangères, et qu'ils peuvent exercer dans les hôtels qu'ils occupent. Les ambassadeurs représentent leur souverain et, comme tels, leur personne est inviolable et sacrée : *Sancti habentur legati* (1). La nécessité d'assurer à ces agents une entière sécurité pour l'exécution des ordres dont ils sont chargés a introduit, depuis un temps immémorial, l'usage de les faire jouir de l'immunité personnelle et de certains privilèges qui s'étendent même aux gens de leur suite, et notamment aux secrétaires de la mission. Tant que dure leur mandat, ils sont placés sous le *Droit des gens* qui règle les rapports de justice et de réciprocité que les nations ont entre elles, soit en temps de paix, soit en temps de guerre. Ainsi le territoire, les droits et les coutumes d'une nation étant des choses sacrées et inviolables, celui qui la représente en pays étranger

(1) POMPONIUS. Digeste. Livre 50, titre 7, de *legationibus*, loi 47.

jouit du même respect et de la même inviolabilité : il est dans sa maison comme une nation sur son territoire, et sa demeure est considérée comme faisant en quelque sorte partie du territoire de son propre pays. Elle est inviolable, nul ne peut y pénétrer, même dans le cas où l'on force d'ordinaire le domicile d'un citoyen : c'est un véritable asile. Il en est de même du palais occupé par le chef d'un Etat pendant son séjour à l'étranger.

« Je crois pleinement, dit Grotius (1) qu'il a plu aux
« nations, que la commune coutume qui soumet à la
« loi du lieu quiconque se trouve sur le territoire
« d'autrui, souffrit exception pour les ambassadeurs,
« et que, de même que, par une sorte de fiction, ils sont
« pris pour les personnes de ceux qui les envoient.....
« de même, par une fiction semblable, ils fussent
« réputés aussi comme étant hors du territoire ».

Cette fiction admise par le droit des gens est appelée *exterritorialité*, parce qu'elle place, pour ainsi dire, la demeure occupée par l'agent en dehors du territoire de la nation chez laquelle il se trouve accrédité. On ne saurait en effet la soumettre aux visites des magistrats ou des agents de la force publique sans exposer l'ambassadeur à être troublé sous mille prétextes, et à voir sa personne exposée à des avanies. Mais cette immunité suppose qu'il n'en abusera pas et qu'il respectera, au contraire, les lois de la nation près du gouvernement de laquelle il est accrédité. Ainsi, le

1) *Le droit de la Guerre et de la Paix*, de GROTIUS, livre II, chapitre XVIII, n° IV, ff. 5, traduction Française de M. Pradier-Fodéré, titre II, page 336.

privilege de l'ambassadeur n'ira jamais jusqu'à l'autoriser à ouvrir chez lui un asile à des scélérats; aucun souverain ne voudrait, sans doute; avouer une telle conduite de la part de son envoyé si elle était préméditée. Quand aux actes d'asile purement accidentels, la prudence suggérera presque toujours à l'ambassadeur les moyens de concilier le droit des gens avec les lois de police et de sûreté du lieu où il réside. Au surplus, si un agent diplomatique donnait lieu à une réclamation quelconque, cette réclamation serait adressée au ministère des affaires étrangères qui, à son tour, la ferait valoir auprès du gouvernement auquel l'agent appartient.

En résumé, si l'exercice du droit qu'a tout État de commander souverainement dans toute l'étendue de son territoire, est limité à l'égard des ministres publics étrangers cette « exception, quelque large
« qu'on veuille l'établir, ne doit pas être mise à la
« hauteur du principe lui-même et se mettre en opposition avec ce principe : une exception doit-être
« plutôt restreinte dans les limites qui lui sont tracées
« par la raison qui lui a servi de fondement. D'où il
« est évident que l'exception à l'exercice de la souveraineté territoriale, étant fondée sur la nécessité où
« se trouvent les Etats d'accorder à ces agents cette
« sécurité et cette liberté qui rendent efficace le caractère dont ils sont revêtus, cette exception ne doit
« pas pouvoir s'étendre au-delà des limites du pur
« besoin (1). »

(1) Cours de droit diplomatique par M. Pradier-Fodéré, tome II, p. 44.

§ III. — *Immunité parlementaire.*

Bien que l'immunité parlementaire soit moins une garantie *personnelle* qu'une garantie *constitutionnelle* ayant pour objet d'assurer la liberté des sénateurs et des députés dans l'accomplissement de leur mandat, on peut néanmoins la considérer comme une survivance du droit d'asile. Le député ou le sénateur ne peut, pendant la session, être poursuivi ou arrêté qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit; il ne peut être arrêté, même en dehors du palais législatif où il est censé toujours séjourner (1). Cette garantie ne s'applique qu'en matière criminelle et correctionnelle et ne s'étend pas aux contraventions, mais elle s'applique à tous les crimes ou délits imputés à un député ou à un sénateur, et relatifs ou étrangers à ses fonctions; elle les protège pendant la durée de la session seulement, mais la Chambre dont ils font partie peut, aussitôt la session commencée, exiger leur élargissement et la suspension des poursuites. Enfin la garantie politique n'empêche pas tout exercice de l'action publique, mais uniquement les actes d'instruction et de poursuite, interrogatoire, visite domiciliaire, mandats, qui exigent la présence de l'inculpé; on peut donc entendre des témoins, procéder à des expertises, à des perquisitions en dehors de son domicile et dresser des procès-verbaux de constat.

(1) Loi du 16 juillet 1875, art. 14.

CONCLUSION

Basée sur un intérêt supérieur, l'immunité parlementaire se justifie par elle-même ; elle ne paraît donc susceptible d'aucune réforme.

Nous avons dit que l'extradition devait être refusée pour les faits politiques ; elle devrait au contraire être toujours appliquée en matière de délits de droit commun, et nous faisons des vœux pour qu'elle soit admise par tous les gouvernements sans exception.

Quant à l'exterritorialité, il nous suffit de rappeler que l'immunité dont elle couvre nos agents à l'étranger, n'est justifiée qu'autant qu'elle ne donne lieu à aucun abus.

TITRE I

DES PRESCRIPTIONS PÉNALES

CHAPITRE PREMIER

Définition et historique.

La prescription en matière pénale, est un moyen de se libérer des conséquences d'une *infraction* ou d'une *condamnation*, par l'effet du temps, et sous les conditions déterminées par la loi.

Ainsi, après un certain laps de temps, l'infraction ne peut plus être poursuivie, la condamnation même ne peut plus recevoir d'exécution. La prescription pénale est donc de deux sortes : l'une est extinctive de l'action née de l'infraction ; l'autre est extinctive de l'exécution de la peine. D'où la prescription de l'action ou de la poursuite, et la prescription de la peine.

La prescription en matière pénale produit ainsi, suivant les cas, les effets de l'amnistie ou ceux de la grâce. Elle produit les effets de l'amnistie, quand elle

est extinctive de l'action, puisqu'elle efface le fait au cas où une condamnation définitive n'est pas intervenue pendant le temps fixé pour sa poursuite. Elle produit au contraire les effets de la grâce, en mettant obstacle à l'exécution de la condamnation, et en libérant le condamné de la peine, si le délai dans lequel l'exécution devait avoir lieu est écoulé.

La première loi romaine qui admit la prescription est la « *lex Julia de adulteriis* » ; le délai de la prescription de l'action était de cinq ans. Dans la suite, la durée de la prescription fut de vingt ans pour la plupart des crimes « *crimina publica* ». Le délai de cinq ans fut conservé pour les « *delicta carnalia* », comprenant le « *stuprum* », « l'*adulterium* », le « *lenocinium* » ; le péculat se prescrivait également par cinq ans. Quelques crimes étaient imprescriptibles, notamment le parricide, la substitution de part, l'hérésie. Le droit romain ignorait la prescription de la peine.

A l'égard des délits privés, il fallait distinguer ceux qui résultaient d'une loi et ceux d'origine prétorienne. Pour les premiers, le demandeur pouvait exercer son action d'après le droit commun, c'est-à-dire pendant trente ans ; pour les seconds, un délai d'un an lui était seulement accordé.

L'ancien droit français n'apporta pas beaucoup de modifications à cet état de choses. La plus importante consiste en ce que, dans plusieurs pays de coutume, l'action relative aux intérêts pécuniaires était subordonnée à l'action publique au point de vue du délai de la prescription ; ce fut l'origine de la prescription simultanée des deux actions publique et privée, l'une

ayant pour objet la punition du coupable, l'autre la réparation du préjudice causé à la victime.

Sous le droit intermédiaire, la prescription est plus courte, et, dans la pensée du législateur, il ne doit pas y avoir d'infraction imprescriptible. Le délai est en principe de trois ans.

CHAPITRE II

Légitimité et fondement des prescriptions pénales.

On ne peut nier le bien fondé de l'existence des prescriptions pénales. Bien qu'elles ne soient trop souvent qu'une porte ouverte au crime pour se soustraire à une poursuite ou à un châtiment, elles sont approuvées par la presque unanimité des législateurs, des publicistes, des criminalistes. L'école positiviste italienne elle-même en accepte le principe, elle ne l'admet cependant pas dans tous les cas, et veut que « chaque cas soit décidé selon que la défense sociale » l'exige (1) ».

Mais si l'on accepte la légitimité de la prescription pénale, on est loin de s'accorder sur le fondement qu'il convient de lui donner. Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de passer en revue les différents systèmes proposés à ce sujet. Contentons-nous de rappeler le

(1) GAROFALO. *La criminologie*, page 399.

motif le plus généralement admis, le seul qui, selon nous, suffit à justifier les deux prescriptions, de la poursuite et de la peine. On ne conteste pas que la circonstance que le fait punissable est oublié après un certain laps de temps ne donne aux prescriptions pénales leur véritable fondement. Le seul motif qui les justifie d'une façon sérieuse tient en effet aux bases mêmes du droit de punir. Or la base fondamentale, la source principale de ce droit est l'utilité sociale qui commande d'oublier une faute qui n'a pas été dévoilée, de ne pas réveiller des haines que le temps a assoupies et dont la résurrection serait contraire au bon ordre et à la paix des familles. S'il est nécessaire, au point de vue social, que la répression suive de près la faute, afin que l'exemple produise des effets salutaires, le châtiment trop éloigné du délit devient inutile et inefficace, puisque le souvenir de l'infraction a dans ce cas disparu, et avec lui par conséquent le besoin de l'exemple.

CHAPITRE III

Modifications dont les prescriptions pénales sont susceptibles.

Le principe de la prescription pénale posé et justifié, il faut voir dans quelles limites elle se meut, comment elle satisfait aux exigences de la répression et de la réparation due à la partie lésée. Si la nécessité de la prescription est indiscutable, il ne faut point oublier qu'elle est une exception à un principe supérieur, exception qui porte atteinte, en en restreignant l'exer-

cice, à des droits respectables, qu'elle doit en conséquence être réglementée de manière à porter le moins de préjudice possible à ces droits.

Or, nous devons reconnaître que sur ce point notre système pénal français ne concilie pas dans une mesure équitable les intérêts du coupable et ceux non moins respectables de la société et de la victime.

Nous le démontrons en étudiant, dans deux sections consacrées l'une à la prescription de l'action, l'autre à la prescription de la peine, les dispositions de nos lois qui ont trait : 1^o aux délais de la prescription ; 2^o à l'assimilation des actions publique et privée, et en recherchant les modifications dont ces dispositions peuvent paraître susceptibles dans le sens de la répression.

PREMIÈRE SECTION

Prescription de l'Action

Le délai de la prescription de l'action est de dix ans en matière criminelle (art. 637. C. Instr. crim.), de trois ans en matière correctionnelle (art. 638) et d'un an en matière de simple police (art. 640). Il est donc étroitement lié à la gravité des faits punissables.

Un même fait peut donner lieu à deux actions distinctes, l'action pénale et l'action civile, poursuivies la première par les seuls fonctionnaires auxquels la loi en a confié l'exercice, la seconde par tous ceux qui ont souffert du dommage (art. 1. C. Instr. crim.). Lorsque l'action pénale se complique ainsi d'une action civile, les deux actions se trouvent solidarisées au

point de vue de la prescription, qu'elles soient intentées simultanément devant la juridiction répressive, ou séparément devant les juridictions répressive et civile (art. 2. C. Instr. crim.).

Ces deux questions des délais et de la solidarisation des actions publique et civile sont les seules que nous étudierons comme n'offrant pas à l'ordre social et à la partie lésée une garantie suffisante. Nous nous aiderons pour cela de la raison pratique et de l'exemple des législations étrangères (1).

§ I. — *Modifications relatives aux délais
de la prescription.*

Les modifications que nous nous proposons d'apporter aux délais de la prescription de l'action publique se réfèrent, la première à l'identité des divers délais de la prescription invariablement fixés à 10 ans, 3 ans, et 1 an, la seconde à la durée de ces délais. Toutes les

(1) La matière de la prescription publique présente d'autres points susceptibles d'être réformés dans un sens restrictif du bénéfice de la prescription. Ainsi pourrait-on proposer :

1^o De rendre imprescriptibles les crimes les plus graves, à l'exemple du droit romain, de la législation autrichienne, etc...

2^o De refuser le bénéfice de la prescription soit à celui qui n'a pas réparé le préjudice causé, soit à celui qui a commis un nouveau délit pendant les délais de la prescription. Voyez dans ce sens la législation autrichienne.

Mais le fondement que nous avons assigné à la prescription pénale répugne à ces restrictions. D'une part, en effet, il n'y a pas de crime si grave dont le temps n'efface le souvenir ; d'autre part l'oubli poursuit son œuvre, que le délinquant ait réparé ou non le préjudice, qu'il ait commis ou non un nouveau délit.

deux ont pour objectif d'allonger ces délais, mais, tandis que la première, plus scientifique que l'autre, vise la gradation des délais en proportion de la gravité des faits, la seconde, qu'on pourrait appliquer subsidiairement, consiste à donner aux délais tels qu'ils sont établis par le Code d'Inst. crim. une durée plus longue. La plupart des législations étrangères ont réalisé cette double réforme.

a) *Identité des divers délais.*

En ce qui concerne les contraventions, la durée uniforme d'un an peut être maintenue; ces infractions ne supposent en effet qu'un préjudice nul ou très léger. Il n'en est pas de même des délits et des crimes. En ce qui concerne les délits, il semble qu'il y ait à faire une distinction entre les délits graves et les délits moins graves, ces derniers seulement devant être couverts par la durée de trois ans qu'assigne à tous les délits notre Code pénal, les autres étant assimilés aux crimes quant à la durée, et devant par conséquent être couverts par la durée de dix ans.

De même pour les crimes dont les uns resteraient soumis à la prescription de dix ans, et les autres se prescriraient par un délai plus long. En l'absence de distinction et de proportionnalité entre l'infraction et le temps de sa prescription, on arrive à des résultats étranges; c'est ainsi que le crime le moins reprehensible au point de vue moral se trouve, quant à la prescription, sur la même ligne que le plus préjudiciable et le plus odieux. Le bon sens se refuse à

admettre que les crimes punis de mort ou de peines perpétuelles se prescrivent par le même laps de temps que ceux passibles de la réclusion ou d'un simple emprisonnement d'un an au cas d'application du § 7 de l'article 463 du Code pénal. Comment voir sans surprise, l'assassin, l'incendiaire, l'anarchiste dont la propagande par le fait aura coûté la vie à des centaines de personnes, l'auteur d'un complot contre la sûreté de l'Etat, ou le coupable de haute trahison, bénéficiant de la faveur de la loi au même titre et dans les mêmes conditions que le malheureux qui, cédant aux tourments de la faim, aura, pour s'emparer d'un morceau de pain, brisé la vitre d'un boulanger ?

Or, dix ans sans poursuites mettront également les uns et les autres à l'abri de toutes recherches. Ils pourront marcher la tête haute, et les plus criminels ne seront pas les moins audacieux. Assurés de l'impunité, s'en glorifiant peut-être, ils pourront jouir paisiblement de la faveur de la loi, en face de la société qu'ils auront outragée, en face de leurs victimes désormais impuissantes.

Il y aurait donc lieu de distinguer au moins entre les crimes punis de mort ou de peines perpétuelles et les autres. Une législation souple devrait établir entre les différents délais une gradation en rapport avec les différentes peines. Cette échelle des délais semble commandée par le fondement sur lequel nous avons fait reposer la prescription, c'est-à-dire l'oubli présumé de l'infraction après un certain laps de temps. Cet oubli est en raison inverse de la gravité du crime. Tout au moins faudrait-il rendre plus vraisemblable cette pré-

somption d'oubli en séparant les crimes en deux catégories : ceux dont la société aura sans doute perdu le souvenir après dix ans, et ceux qui, comme l'attentat anarchiste, laisseront des traces plus profondes ; pour ces derniers, le délai pourrait être porté à quinze ans.

De même pour les délits. Nous avons dit que le délai de trois ans suffit à faire oublier les petits délits, à raison du préjudice moindre qu'ils causent à la société. Ce délai est insuffisant et devrait être porté à dix ans pour les délits plus graves, tels que l'excitation à la débauche, le chantage, l'escroquerie, l'abus de blanc-seing, l'abus de confiance, l'usure, les extorsions qui s'obtiennent à l'aide de manœuvres frauduleuses, et que les circonstances mêmes qui les préparent et les accompagnent font considérer comme beaucoup plus dangereux que le vol simple et la filouterie.

Est-il besoin de rappeler ici les ruines amoncelées de nos jours par les spéculations odieuses qui exploitent la crédulité publique, et dont les désastreuses conséquences, non seulement entraînent pour les particuliers qui en sont dupes des pertes irréparables, mais risquent de jeter, au grand détriment de la richesse et de l'industrie nationale, le discrédit sur les entreprises les plus honnêtes et les plus utiles ?

Si l'indulgence est permise à l'égard de ceux qui se rendent coupables d'un acte qu'expliquent l'irréflexion, l'ardeur du tempérament, ou les mauvais conseils de la misère, elle ne se comprend pas au profit de celui qui, cédant délibérément à un instinct pervers ou cupide, dans le seul but de satisfaire sa vanité ou ses mauvaises passions, s'approprie le bien dont il a

la garde ou qu'il s'est fait remettre à l'aide des manœuvres les plus frauduleuses.

b) *Durée des délais.*

La seconde modification que nous nous proposons d'appliquer subsidiairement consisterait, tout en maintenant l'identité entre les différents délits et les différents crimes, à allonger la durée de leur prescription. Ce procédé plus simple et moins en harmonie avec la base sur laquelle nous avons édifié la prescription, aurait également pour effet d'en rendre le bénéfice moins accessible à des criminels qui en sont indignes. Dans l'état actuel de notre législation pénale, un habile escroc change de nom et porte ses exploits dans divers lieux. Découvert enfin, si trois ans se sont écoulés depuis le premier délit, il ne pourra être poursuivi que pour les autres, et, si pour ces derniers il y a absence de preuve, il sera simplement rendu à sa coupable industrie. La société n'a cependant pas complètement oublié ses méfaits ; dans tous les cas, ne les ont pas oubliés ceux qui lui ont confié le placement de leurs capitaux ou le produit de leur épargne.

c) *Législation étrangère.*

Il est généralement admis que nos délais de prescription sont trop peu élevés. Sauf en Belgique, aux Etats-Unis et en Suède, où leur durée est plus courte, ces délais sont, dans toutes les législations étrangères, bien supérieurs aux nôtres, et la plupart ont adopté

le système de graduation que nous proposons nous-même.

En *Belgique*, les délais sont les mêmes qu'en France, sauf pour les contraventions où la durée de la prescription ne dépasse pas six mois (art. 23 de la loi du 17 avril 1878).

Les *Etats-Unis* admettent une simple prescription de trois ans pour tous les crimes qui n'emportent pas la peine capitale.

En *Suède*, la poursuite se prescrit par deux ans, lorsque le délit n'entraîne pas une peine supérieure à l'emprisonnement et par cinq ans, lorsque la durée régulière de la peine est de deux ans de travaux forcés ; les délits ne donnant lieu qu'à des amendes se prescrivent par deux ans, ceux dus à une faute par cinq ans. Nous trouvons là le caractère gradué dont nous avons parlé plus haut.

En dehors de ces trois législations, les délais sont partout plus élevés qu'en France.

Le *Code pénal allemand* établit les prescriptions suivantes : 20 ans pour les crimes punis de mort ou des travaux forcés perpétuels ; 15 ans en cas de peine privative de liberté de plus de dix ans ; 10 ans pour les autres crimes ; 5 ou 3 ans pour les délits, suivant que la peine est supérieure ou inférieure à trois mois d'emprisonnement. Les contraventions se prescrivent par 3 mois.

Le *Code pénal italien* (article 91) fixe la prescription à 20 ans pour les crimes entraînant la peine de l'*ergastolo*, peine perpétuelle cellulaire qui a remplacé la peine de mort ; à 15 ans pour les crimes punis du maxi-

mum de vingt ans de réclusion ; à 10 ans pour les crimes punis de cinq à vingt ans de réclusion ; à 5 ans en cas de délit comportant, soit la peine de la réclusion ou de la détention pour un temps n'excédant pas cinq ans, soit la peine du *confino* ou de l'interdiction temporaire des fonctions publiques, soit celle de la haute amende ; à 2 ans, si le délit comporte la peine des arrêts, pendant une durée supérieure à un mois ou de l'amende pour une somme supérieure à trois cents francs ; à 6 mois s'il n'est passible que de la peine des arrêts ou de l'amende dans des proportions inférieures, ou de la suspension de l'exercice d'une profession ou d'un art.

En *Autriche*, les crimes punis de mort sont imprescriptibles ; cependant, après un délai de 20 ans, on ne peut plus infliger au coupable qu'une peine cellulaire variant entre 10 et 20 ans. Le délai est de 20 ans pour les crimes punis de peines perpétuelles.

En *Portugal*, le délai de la prescription pour les crimes est de 15 ans.

Les dispositions du *Code pénal mexicain* méritent d'être signalées. L'infraction se prescrit par 12 ans s'il s'agit d'un délit entraînant la peine capitale. Quant aux autres délits, le laps de temps est égal à celui du maximum de la peine, avec un minimum de 3 ans. L'infraction se prescrit par 1 an, s'il s'agit d'amende ou d'arrêts.

A *Costa-Rica*, les crimes se prescrivent par 10 ans, les délits par 7 ans et les contraventions par 4 ans.

Le *Code fédéral suisse*, promulgué le 6 avril 1853, n'a établi la prescription que pour les délits contre la

Fédération. L'action pénale se prescrit par 15 ans pour les crimes entraînant la réclusion à perpétuité, par 10 ans pour ceux punis de réclusion, par 3 ans pour les autres.

Parmi les cantons suisses, celui du Valais fixe les délais de la prescription à 20, 15, 10, 5 et 3 ans, suivant la qualité et le nombre des peines encourues. En matière de contravention, la prescription pénale est de 2 mois.

Dans le projet de Code pénal rédigé pour toute la Suisse, l'action publique se prescrit par : 25 ans, lorsque le délit est passible de la réclusion à vie ; 20 ans, lorsqu'il l'est de la réclusion pour dix ans au moins ; 15 ans, lorsqu'il est puni de cinq ans au moins de la même peine ; 12 ans, lorsqu'il est passible de la réclusion ; 8 ans, lorsqu'il est puni soit de la réclusion ou de l'emprisonnement au choix du juge, soit de l'emprisonnement pour un mois au moins ; 4 ans, lorsqu'il est passible d'une autre peine. Les délais sont plus gradués qu'en France, ils sont aussi beaucoup plus longs.

En *Norwège*, la poursuite des délits qui ne sont punis que la prison ou de peine moindre se prescrit par 2 ans, et par 5 ans si l'on a le choix entre les travaux forcés jusqu'à trois ans et la prison. Dans les autres cas, la poursuite est imprescriptible.

Un projet de *Code pénal norvégien* a été déposé en 1896. Suivant ce projet (art. 67), la prescription s'accomplit pour les délits passibles d'emprisonnement perpétuel, par 25 ans ; pour la prison supérieure à dix ans, par 20 ans ; pour celle de cinq à dix ans, par

15 ans ; pour celle de deux à cinq ans, par 10 ans ; pour la prison de six mois à deux ans, par 5 ans ; pour celle inférieure à six mois, par 2 ans ; pour les délits passibles d'arrêts par la moitié du temps de la peine ; pour les autres délits, par 1 an.

Enfin le projet de *Code pénal russe* porte les délais de prescription à 15 ans pour les crimes punis de la peine de mort ; à 10 ans pour les autres crimes ; à 6 ans pour les délits passibles de prison correctionnelle de plus de trois ans ; à 3 ans pour les autres délits : à 1 an pour les contraventions.

CONCLUSION

De cette revue un peu aride du droit étranger, il résulte que, dans aucune législation, à trois exceptions près, le laps de temps requis pour prescrire n'est nulle part aussi peu gradué ni aussi court qu'en France. Le système de la graduation des délais est incontestablement plus logique que celui de notre code qui établit une prescription uniforme pour tous les délits et pour tous les crimes, quelle qu'en soit la gravité ; nous voudrions le voir inscrit dans nos lois. Dans tous les cas, l'élévation à 5 et 15 ans des délais uniformes de 3 et 10 ans donnerait à la société et à la partie lésée, dont les droits sont quelquefois sacrifiés aujourd'hui, une garantie plus efficace.

§ II. — *Modifications relatives à la solidarisation de l'action publique et de l'action civile.*

Nous avons dit que lorsqu'un même fait donne lieu à deux actions, action publique tendant à punir le délinquant, action civile tendant à dédommager la victime, ces deux actions sont assimilées au point de vue de la prescription, de telle sorte que le délai de la prescription civile, au lieu d'être de trente ans, conformément au droit commun en matière civile, est de dix ans, de trois ans ou d'un an, selon que le fait constitue un crime, un délit ou une contravention.

Cette solidarisation est depuis longtemps l'objet de sévères critiques. Elle nuit en effet à la partie lésée et donne au délinquant une immunité injustifiée. Ne tenant compte que de l'intérêt de la société, à laquelle sont ouvertes, pour se sauvegarder, toutes les ressources qu'assurent à ses défenseurs officiels leurs attributions et leur pouvoir, le législateur semble avoir laissé dédaigneusement de côté, sans s'en préoccuper aucunement, celui des particuliers dont les moyens d'obtenir justice et satisfaction sont au contraire limités et restreints.

A la différence des autres questions qui font l'objet de notre étude, et où nous défendons les droits confondus de la société et de la victime, nous nous attachons spécialement ici à l'intérêt de la personne lésée, victime directe de l'infraction.

a) *Critique du système de la solidarisation.*

Partisans et adversaires de l'assimilation des deux actions reconnaissent qu'elle est difficile à justifier.

I. — L'action publique et l'action civile reposent en effet sur un fondement bien différent. Nous connaissons la raison d'être de la prescription pénale. La prescription de l'action civile repose sur l'inaction prolongée du créancier ou du propriétaire, sur leur négligence à faire valoir leurs droits. De ces bases différentes découlent des règles différentes. Prenons un exemple : la loi civile présume que le mineur est incapable d'exercer ses droits à l'égard de ses créanciers ; tant que cet état de minorité durera, la prescription ne courra pas contre lui : *contrà non valentem agere non currit præscriptio*. Il en est autrement en matière pénale où le temps accomplit son œuvre en dépit des obstacles qui peuvent empêcher le ministère public d'agir contre les délinquants (1). Ne serait-il pas naturel et logique d'appliquer à ces deux prescriptions si différentes l'une de l'autre les règles particulières qui régissent chacune d'elles ?

II. — Cette anomalie, résultant de la solidarisation des deux actions publique et privée, au point de vue de

(1) La question est controversée pour les obstacles *de droit*, comme l'autorisation des poursuites, la solution d'une question préjudicielle, etc... Le fondement que nous avons assigné à la prescription pénale ne nous permet pas d'hésiter. Nous devons assimiler les obstacles de droit aux obstacles de fait, et décider qu'ils ne sauraient arrêter l'œuvre du temps.

la prescription, est d'autant plus critiquable que l'assimilation conduit à des résultats choquants. L'article 1382 du Code civil porte que « tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer », et cette réparation peut être poursuivie pendant trente ans (art. 2262 m. Cod.). En proclamant ce principe, le législateur n'a fait que rappeler une obligation de droit naturel de la plus vulgaire honnêteté. Si, au lieu d'être le résultat d'une simple faute, le dommage est causé par un crime, un délit ou une contravention, toutes infractions qui, à ses yeux, entraînent, outre la responsabilité matérielle, la responsabilité morale, l'action civile qui en naîtra se prescrira par dix, cinq ou trois ans. L'auteur d'un crime sera donc, au point de vue des intérêts civils, moins rigoureusement traité que celui qui, par une simple négligence et par maladresse, aura causé un préjudice à autrui.

« La législation actuelle produit ce singulier résultat
« qu'un homme poursuivi en dommages-intérêts pour
« un délit purement civil ou quasi civil, c'est-à-dire
« pour faute, négligence ou imprudence, peut avoir
« intérêt à plaider que le fait qu'il a commis est un
« véritable délit et puni par le Code pénal, afin de
« bénéficier d'une prescription plus courte. Cela se
« voit souvent devant les Tribunaux et un résultat
« aussi choquant ne saurait être approuvé » (1).

Ce résultat est d'autant plus regrettable que « le fait

(1) M. DARESTE, conseiller à la Cour de cassation. Mémoire lu en 1894 à l'Académie des sciences morales.

« dommageable qui constitue un crime ou un délit est
« plus difficile à découvrir, la recherche de ses auteurs
« est plus laborieuse, le silence de la victime devrait
« peut-être moins facilement être considéré comme
« une renonciation que lorsqu'il s'agit de la simple
« inexécution d'une convention ou d'un quasi délit » (1).

Aussi bien les partisans de la solidarisation avouent-ils eux-mêmes l'incohérence d'un pareil système, où
« la durée de la prescription est souvent en raison
« inverse de la gravité du fait dommageable » (2).
Brun de Villeret déclare que la solution contraire, le système de l'indépendance des deux actions « aurait
« l'avantage de trancher, en théorie du moins, la plus
« part des difficultés que soulève la prescription de l'action civile » (3).

III. — Le système de la solidarisation a pour partisans la majorité des auteurs. Les principaux sont Trébutien, Faustin Hélie, Sourdat, Cousturier, Brun de Villeret, Garraud (4). Parmi ses adversaires se trouvent Bourguignon, Berthauld, Paul Collet, Dunod, Grellet-Dumazeau, Muteau (5).

(1) Albéric ROLIN. *Rev. de droit intern.*, t. X, p. 162.

(2) GARRAUD. *Précis de droit criminel*, p. 552.

(3) BRUN DE VILLERET. *Traité théorique et pratique de la prescription en matière criminelle*, p. 288.

(4) TRÉBUTIEN. *Cours de droit criminel*, t. II, p. 157 et s. — FAUSTIN HÉLIE. *Traité de l'Instruction criminelle*, t. III, p. 792 et s. — SOURDAT. *Responsabilité*, nos 375 et s. — COUSTURIER. *Prescription criminelle*, n° 75. — BRUN DE VILLERET, op. cit., p. 286 et s. — GARRAUD. *Précis*, p. 552 et 553.

(5) BOURGUIGNON. *Jurisp. des C. crim.*, t. II, p. 539. — BERTHAULD. *Cours de Code pénal*, p. 536. — PAUL COLLET.

IV. — La jurisprudence admet aussi l'assimilation des deux prescriptions (1). Elle n'est cependant pas unanime à fixer le même délai de prescription pour l'action civile et pour l'action publique, lors du moins que l'action civile est exercée séparément. Ainsi l'a décidé la Cour de cassation par un arrêt du 26 mars 1829 (S. 29. 1. 161), et après elle la Cour de Nîmes, le 23 mars 1833 (S. 33. 2. 243), le Tribunal de Gien, le 2 janvier 1838 (S. 40. 1. 454), la Cour de Riom, le 28 juin 1841 (S. 41. 2. 587). Nous lisons en tête de ce dernier arrêt que la prescription de l'article 637 « n'est
« applicable à l'égard de l'action civile que dans le cas
« où cette action est portée simultanément avec l'ac-
« tion publique devant les Tribunaux répressifs et
« non lorsqu'elle est intentée séparément devant les
« Tribunaux civils ». Cette opinion ne l'a pas emporté, mais la dissidence même qui s'est produite permet de croire qu'elle est très soutenable.

V. — Il est d'ailleurs un cas où la jurisprudence marque une tendance à rendre les deux prescriptions indépendantes ; c'est celui où le juge supplée d'office le moyen tiré de la prescription. Si la solidarisation était complète, la prescription de l'action civile devrait être prononcée d'office comme la prescription de

Revue critique, 1868, t. XXXIII, p. 1. — DUNOD. *Traité des prescriptions*, p. 191. — GRELLET-DUMAZEAU. *De la Diffamation*, nos 298 et s. — MUTEAU. *De la prescription de l'action publique et civile en matière pénale*, p. 386 et s.

(1) Voyez notamment 29 avril 1846, aff. Sauvageot (D. 46. 1. 143. — 14 mars 1853, aff. Cathélinos (D. 53. 1. 83). — 6 mars 1855, aff. de Beuvry (D. 55. 1. 84).

l'action publique. C'est ce que décident de nombreux auteurs, notamment Haus, Cousturier, C. Villey, Brun de Villeret, A. Laborde, Garraud (1). Un arrêt de la Cour de Paris du 24 février 1855 (D. 56. 2. 71) juge aussi que la prescription de l'action civile résultant d'un délit constitue une exception d'ordre public, à laquelle dès lors le prévenu ne peut renoncer ni directement ni indirectement, et qui, s'il ne l'invoque pas, doit être suppléée d'office par le juge. La même Cour a décidé le 2 janvier 1892 (D. 92. 2. 199) que l'exception de prescription est d'ordre public, qu'il s'agisse de celle de l'action civile ou de celle de l'action publique.

Mais une seconde opinion qui rallie quelques auteurs, notamment, Le Graverend (2), et plusieurs arrêts, refuse aux juges le droit de statuer d'office sur la prescription de l'action civile, que celle-ci soit portée devant le Tribunal répressif ou devant le Tribunal civil. La Cour de cassation, par un arrêt du 28 février 1860 (S. 60. 1. 206), a jugé que la prescription de l'action civile résultant d'un crime ou d'un délit n'est pas d'ordre public et qu'elle ne peut être suppléée d'office, ni proposée pour la première fois devant elle. En voici les termes : « Attendu, en droit, « que tout ce qui tient à la répression des crimes et « des délits est d'ordre public ; que par suite la prescription tendant à repousser l'application d'une peine

(1) HAUS. *Principes généraux du droit pénal belge*. Paris, 1874. — C. VILLEY. *De l'interruption et de la suppression de la prescription en matière civile*. Caen, 1876. — A. LABORDE. *Cours élémentaire de droit criminel*. Paris 1891.

(2) LE GRAVEREND. *Traité de la législation criminelle en France*. Paris, 1830.

« est d'ordre public ; mais qu'il n'en est pas de même
« de la prescription de l'action civile pour réparation
« de crimes et délits ; que le moyen tiré de cette pres-
« cription tend uniquement à repousser des condam-
« nations pécuniaires, à sauvegarder des intérêts
« purement privés et constitue l'exercice d'un droit
« auquel le défendeur est libre de renoncer et renonce
« en ne le proposant pas devant les deux degrés de
« juridiction ; que les dispositions de l'art. 2223 du
« Code civil interdisaient au juge de le suppléer
« d'office ; qu'ainsi, il ne peut être présenté pour la
« première fois devant la Cour de cassation ». Cet
arrêt détermine nettement le but de l'action civile
« qui ne tend qu'à des condamnations pécuniaires, à
« la sauvegarde d'intérêts privés » et est ainsi abso-
lument distinct de celui de l'action publique. Un second
arrêt de la même Cour rendu le 5 janvier 1892
(D. 92. 1. 45) en matière de délit de presse a déclaré
que la loi du 29 juillet 1881, en fixant un délai spécial
pour prescrire l'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits et contraventions prévus par cette loi, n'a pas dérogé à la règle de l'art. 2223.

Ainsi, d'après cette seconde opinion, les deux actions sont indépendantes, au point de vue de la prescription, que l'action civile soit intentée accessoirement à l'action publique devant la juridiction répressive, ou qu'elle le soit principalement devant la juridiction civile. Le système de la solidarisation se trouve donc en défaut sur ce point. Celui qui lui est opposé et qui consacre l'indépendance des deux actions même devant le tribunal répressif ne nous satisfait pas davantage.

Nous lui préférons un troisième système qui est une sorte de transaction entre les deux premiers. Le Sellyer, Sourdat, Curasson, Bertauld et Muteau (1) distinguent le cas où l'action civile a été introduite accessoirement à l'action publique de celui où elle a été intentée séparément devant la juridiction civile : « Dans ce dernier cas, dit Curasson, l'affaire devrait être régie par les principes suivis en matière civile, puisque la partie lésée peut transiger sur les dommages-intérêts, et que, dans ce cas, l'action civile éteinte, l'action publique lui survit, elle peut également renoncer à la prescription expressément ou tacitement; si elle ne propose pas le moyen, le juge ne peut donc y suppléer d'office. » Le Sellyer, de son côté, s'exprime ainsi : « Si l'action civile résultant d'une contravention, d'un délit ou d'un crime, était portée principalement devant les Tribunaux civils, nous croyons que ce serait alors le cas d'appliquer l'art. 2223 du Code civil, et qu'il n'y aurait pas lieu de suppléer d'office le moyen de prescription. »

En jurisprudence, ce système est consacré par un arrêt du 4 février 1876 (S. 77. 1. 233) aux termes duquel la Cour de cassation a déclaré que la renonciation des prévenus à se prévaloir de la prescription de l'action civile est sans effet devant la juridiction répressive : « Attendu, dit cet arrêt, qu'en autorisant les parties lésées par une infraction pénale à porter leur action

(1) LE SELLYER. *Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publique et privée*. 1870. — CURASSON. *Traité de la compétence des juges de paix*. Paris, 1877.

« devant les mêmes juges que ceux qui sont appelés à
« statuer sur l'action publique, la loi a formellement
« assimilé ces deux actions en ce qui concerne le cours
« et le délai de la prescription. » *A contrario* l'assimilation n'existe pas si l'action civile n'a pas été portée devant les mêmes juges que l'action publique. Un arrêt de la Cour de Lyon du 30 juin 1887 (S. 1889, 2. 65) donne la même solution. Cet arrêt décide que « si, en
« matière pénale, la prescription est un moyen d'ordre
« public qui peut être opposé d'office par le juge il
« en est autrement lorsqu'il s'agit uniquement de la
« prescription de l'action civile intentée séparément
« de l'action publique devant la juridiction civile ; en
« ce cas, le défendeur peut valablement renoncer à
« opposer la prescription. »

Ce troisième système qui, ainsi que le second, s'oppose à la solidarisation des deux actions publique et civile au point de vue de la prescription, nous semble préférable. Si nous combattons la solidarisation au cas où l'action civile est intentée principalement devant les Tribunaux civils, nous l'admettons volontiers, lorsque cette action est introduite accessoirement à l'action publique. Quoiqu'il en soit, la jurisprudence paraît avoir abandonné l'ancien système de la solidarisation sur ce point spécial de la prescription. Cette évolution nous a paru intéressante à relever.

b) *Objections et réfutation.*

Il nous reste maintenant à faire connaître et à réfuter les objections des partisans de l'assimilation de l'action

civile à l'action publique. Ces objections sont pour la plupart formulées dans l'ouvrage de Brun de Villeret sur les prescriptions pénales.

I. — Dans notre ancien droit, les Parlements étaient divisés sur la question qui nous occupe. Mais, dit cet auteur, dans l'ancienne jurisprudence « jamais on « n'avait soutenu que l'action civile criminelle ne « reposait pas sur les mêmes bases que l'action civile « ordinaire, et avait un objet plus étendu. Il serait « impossible de retrouver, soit dans la doctrine, soit « dans la jurisprudence, trace d'une pareille distinction (1). »

Cette objection est facile à réfuter. Nous reconnaissons sans peine que les deux actions ont pour base le même fait, que l'action criminelle n'a pas un objet plus étendu que l'action civile. Aussi bien ne fixons-nous pas la séparation des deux actions sur une différence de base ou d'étendue d'objet. C'est la différence du but, de l'objet des deux actions qu'il faut envisager, parce que c'est elle seule qui doit régler, en en justifiant la distinction, les délais de prescription de chacune d'elles. L'action publique tend uniquement à la répression. L'action civile ou privée tend uniquement à l'indemnité ou à la restitution que l'infraction commise donne à la partie lésée le droit de réclamer. Le but de l'action publique est donc tout autre que celui de l'action civile. Il faut, pour prétendre le contraire, se laisser dominer par cette pensée que l'action civile

(1) BRUN DE VILLERET, op. cit. page 290.

doit se prescrire comme l'action publique parce qu'elle se propose un double but : la réparation pécuniaire par l'attribution de dommages-intérêts, la réparation morale par la punition, par le châtement infligé au coupable. Or c'est vainement qu'on attribue à l'action civile ce double but qui ne demeure vraisemblable qu'autant que l'action civile s'exerce devant la juridiction répressive. Nous admettons précisément une durée égale des deux prescriptions dans ce dernier cas.

II. — Brun de Villeret fait au système de l'indépendance des deux actions une seconde objection. Si l'on rendait indépendantes les deux actions « l'action civile « serait, dit-il, soumise à deux prescriptions différentes, suivant la juridiction devant laquelle elle serait « portée », ce que le législateur n'a pu vouloir (1).

Nous répondons à cela que le mal n'en serait pas bien grand, que le législateur est précisément entré dans cette voie en établissant la prescription exceptionnelle de l'action civile au cas où celle-ci se trouve greffée sur un crime ou sur un délit. Qui d'ailleurs pourrait se plaindre de la coexistence de ces deux prescriptions ? Le malfaiteur ? mais avons-nous besoin de le consulter ? en quoi est-il digne de notre intérêt ? La victime ? c'est elle qui, pour obtenir réparation de son préjudice, aura opté entre les deux juridictions répressive ou civile ; elle serait donc mal fondée à se plaindre d'une situation qu'elle s'est elle-même créée.

III. — « Mais, ajoute Brun de Villeret, quelle sera

(1) BRUN DE VILLERET, op. cit. page 294.

« la ligne de démarcation entre la réparation dérivant
« de l'offense faite par le délit et celle dérivant du pré-
« judice matériel ou moral? Le préjudice moral ne se
« confondra-t-il pas le plus souvent avec la réparation
« provenant directement de l'offense? » (1).

On répond que l'action civile tend à une même réparation, qu'il s'agisse du préjudice moral et matériel réunis, ou de l'un des deux seulement. Il n'y a donc pas intérêt à en distinguer les causes diverses; et cela avec d'autant plus de raison que la partie lésée a la faculté pour donner un caractère plus accentué de réparation morale à la satisfaction qu'elle sollicite, de la demander à la juridiction répressive.

Et qu'on n'objecte pas, sur ce dernier point, qu'il ne saurait dépendre du caprice de la partie lésée de déterminer la durée de son action en réparation. L'interdiction de revenir sur la décision qu'elle aura prise et la règle *electâ unâ viâ non datur recursus ad alteram*, sont une première garantie contre ce caprice. En outre, en s'assignant à elle-même par ce choix la durée de son action, la victime n'agit pas autrement que le ministère public, correctionnalisant tous les jours des infractions criminelles dont le jury seul devrait connaître, elle n'agit pas autrement que les Tribunaux eux-mêmes qui se créent par ce moyen une compétence tout arbitraire. En procédant ainsi le ministère public et les Tribunaux réduisent au détriment de la partie lésée et pour le seul profit des coupables la durée de l'action civile.

(1) BRUN DE VILLERET, op. cit., page 294.

IV. — On dit encore que le législateur a voulu faire de la victime un auxiliaire zélé de la partie publique; qu'étant la première informée de l'infraction, elle est plus que qui que ce soit à même de dénoncer son auteur et de le faire arrêter.

A cela il faut répondre que la victime n'a pas intérêt à ce qu'une peine frappe le coupable. Si elle le désire c'est qu'elle obéit à un sentiment de vengeance qu'il est mauvais d'entretenir ou d'encourager. Mettre la victime au service du Parquet, ce serait vouloir reculer au temps où la vengeance privée jouait le premier rôle, ou tout au moins un rôle accessoire dans l'exercice de l'action publique. Dans nos législations modernes, la partie lésée abdique ses droits au profit du ministère public; lui seul a mandat de poursuivre la punition des coupables.

V. — On représente enfin la solidarisation des deux actions publique et privée, comme une nécessité d'ordre public. Donner à la prescription de l'action civile un délai plus long qu'à la prescription de l'action publique, c'est, dit-on, fournir à la victime la possibilité de faire déclarer le défendeur coupable d'une infraction que le ministère public est impuissant à poursuivre. Or « on ne peut obtenir la punition de l'accusé, dit Muyart de Vouglans, sans le contraindre à vaincre de son crime; on ne peut le convaincre sans se mettre dans la nécessité de le punir (1). » Solida-

(1) MUYART DE VOUGLANS. *Institutes au droit criminel*, p. 66.

riser ces deux actions, écrit Haus (1), « c'est le seul
« moyen d'éviter le spectacle affligeant de l'impuis-
« sance de la justice pénale, en présence d'un juge-
« ment qui déclare le défendeur coupable d'un fait
« qualifié crime ou délit par la loi, et le condamne de
« ce chef à des dommages-intérêts. »

Nous répondons que l'impuissance du ministère public n'est pas chose nouvelle en matière de prescription pénale. En renonçant, par son organe, au droit de poursuite, la société a agi dans un intérêt supérieur que nous reconnaissons, puisque nous approuvons sans réserve le principe de cette prescription; elle a pensé que le souvenir de l'infraction s'est affaibli, que le trouble causé à l'ordre social s'est graduellement effacé. Si donc l'action civile, qui aboutit à la preuve de la culpabilité du défendeur désormais soustrait aux poursuites, réveille ce souvenir, ce sera assurément un souvenir bien faible et n'appelant plus le besoin d'une répression. Pourquoi d'ailleurs ajouter à l'impuissance de la justice pénale l'impuissance de la justice civile, et ne pas exiger du délinquant, à défaut d'une peine, la réparation du dommage qu'il a causé?

Mais, dit-on, en déclarant prescrite l'action civile, l'infraction ne sera pas constatée; il restera tout au moins un doute sur la culpabilité du défendeur qui opposera la prescription. — Comment admettre ce doute, répondons-nous, si le défendeur avoue cyniquement son crime? Même en dehors de cet aveu, com-

(1) HAUS, op. cit., t. II, n° 4336.

ment pourra-t-on voir un innocent dans celui qui répond à une action civile par l'exception de prescription pénale? Aux yeux du public ne sera-t-il pas coupable, et quelle force ajouterait à cette conviction la constatation d'un acte que la justice pénale est impuissante à réprimer? Aussi a-t-on pu dire qu'admettre la déchéance de l'action civile en même temps que celle de l'action publique, « c'est une « véritable confiscation, sans indemnité aucune, des « intérêts et des droits privés, pour cause d'utilité « publique (1) ».

L'utilité sociale ne peut donc pas être alléguée à l'appui de cette confiscation sans indemnité de droits civils évidents; elle ne la justifierait pas; les conséquences en seraient immorales.

Nous avons essayé de réfuter les objections élevées à l'appui de la solidarisation des deux actions publique et civile. Aucune d'elles, pensons-nous, ne peut résister à la distinction fondamentale qui les sépare.

c) *Législation étrangère.*

La législation étrangère nous donne le spectacle de la controverse qui a toujours divisé la doctrine et la jurisprudence. La majorité des législations consacre le principe de l'assimilation. Celle-ci toutefois n'existe ni dans la loi pénale *allemande*, ni dans la loi pénale *russe*.

(1) Albéric ROLIN. Le nouveau projet du Code pénal italien. *Revue de droit international*, année 1878, vol. X, p. 163.

D'après *le projet du Code pénal italien* de 1878, l'action civile ne se prescrirait pas en même temps que l'action publique, mais, d'après les règles du droit civil.

L'assimilation a été, malgré l'opposition la plus vive, maintenue dans la loi *belge* du 17 avril 1878. Le Sénat rejeta notamment un amendement de sa commission qui, tout en admettant pour les crimes et les délits l'assimilation en ce qui concerne les délais de prescription, faisait rentrer dans le droit commun la prescription de l'action civile résultant d'une contravention.

Telles sont les considérations qui militent en faveur de l'indépendance des deux actions publique et civile, lorsque celle-ci n'est pas intentée accessoirement à celle-là. Au surplus, si la divergence de la doctrine, de la jurisprudence et des législations étrangères, pouvait faire naître quelque doute, on ne devrait pas hésiter à sacrifier au légitime intérêt de la partie lésée celui du coupable dont elle a été la victime et la dupe.

CONCLUSION

Il faut donc renoncer à l'identité illogique que le Code d'instruction criminelle a établie pour l'exercice de ces deux actions au point de vue de la prescription, et ne la conserver que pour le cas où la partie lésée se joindrait au ministère public, dont elle aurait mis l'action en mouvement, soit par une plainte, soit en se constituant partie civile, soit, lorsque la loi le lui permet, par une citation directe devant la juridiction

répressive. Dans ce cas en effet, elle se serait volontairement soumise aux conséquences de son option, mais ce choix lui procurerait l'avantage d'avoir comme auxiliaire le ministère public et le juge d'instruction, mieux placés qu'elle pour arriver, grâce aux moyens dont ils disposent, à découvrir et à faire triompher la vérité. Il y aurait enfin dans l'obligation d'agir imposée au parquet, une garantie de plus pour le pouvoir social dont les droits seraient ainsi mieux sauvegardés.

L'identité subsisterait dans ce cas, et le délai de la prescription serait celui que nous avons proposé précédemment, c'est-à-dire un délai gradué ou tout au moins plus élevé que celui de notre Code d'instruction criminelle. Elle serait rompue au contraire, si l'action civile était intentée séparément. Le délai, qui pourrait être fixé à vingt ans, serait alors uniforme pour toutes les infractions, sans se préoccuper ni de leur qualification, ni de leur gravité, le préjudice dont elles sont la source ne variant pas avec cette qualification ni avec cette gravité. On permettrait ainsi à la partie lésée d'atteindre quelquefois, lorsqu'il revient à une meilleure fortune ou que ses ressources dissimulées viennent à être découvertes, celui que son insolvabilité réelle ou apparente aurait d'abord préservé d'une action judiciaire, et on effacerait de nos lois la faveur imméritée d'une courte prescription accordée au coupable au détriment de sa victime.

DEUXIÈME SECTION

Prescription de la Peine.

Le prescription de la peine, avons-nous dit au début de cette étude, est un moyen de se libérer des conséquences non plus d'une *infraction*, mais d'une *condamnation* par l'effet du temps et sous les conditions déterminées par la loi.

La durée du temps requis pour prescrire varie suivant qu'il s'agit d'un crime, d'un délit ou d'une contravention. Cette durée est de vingt ans en matière criminelle (art. 635 C. Inst. Crim.), de cinq ans en matière correctionnelle (art. 636), et de deux ans en matière de simple police (art. 639).

Plusieurs législations étrangères qui admettent la prescription de la poursuite rejettent la prescription de la peine. Ce sont notamment les lois anglaises, le Code de Malte, art. 588 ; le Code de Neuchâtel, art. 11 ; le Code prussien de 1851, et les Codes du Tessin, de la Suède et de la Norvège. Le Code pénal toscan, dans son art. 95, dit que « la prescription ne se donne pas » contre les condamnations. » Le droit romain et le droit germanique ne l'admettaient également pas (1).

Dans ces diverses législations, le pouvoir social réserve indéfiniment ses droits, et aucun coupable ne peut espérer de voir le temps couvrir sa faute. Les tendances de notre thèse devraient peut-être nous

(1) Elle est admise par les Codes portugais art. 88 ; hongrois, § 117 à 120 ; hollandais, § 76 ; belge, art. 91, et par le Code allemand de 1870.

faire proposer une solution analogue. Mais ce serait oublier le fondement sur lequel nous faisons reposer la prescription pénale. Nous avons admis le principe que le droit de punir puise sa source dans l'utilité sociale, et que la société n'a pas intérêt à réveiller des haines que le temps a assoupies, à punir le coupable dont le châtiment aurait perdu son caractère d'exemplarité. Nous reconnaissons donc la nécessité de la prescription de la peine, et nous proposons comme précédemment, soit la substitution d'un délai gradué au délai uniforme de notre Code d'Instruction Criminelle, soit l'élévation de la durée des délais qu'il a fixés. Un temps plus long que celui exigé pour des faits dont les poursuites n'ont pu aboutir sera nécessaire pour faire oublier les infractions dont l'auteur a été reconnu coupable et à raison desquelles il a été condamné. C'est le principe qui a guidé le législateur français lorsqu'il a élevé, en matière de prescription de la peine, à vingt, cinq et deux ans les délais qui sont de dix, trois et un an, en matière de prescription de la poursuite.

En ce qui concerne le délai gradué, quelques législations font varier le délai suivant la durée des peines, et dressent une échelle des délais de prescription symétrique à l'échelle des peines. Ce sont particulièrement : l'avant-projet suisse de la Commission d'experts (art. 49) ; le Code pénal italien (art. 95). Le projet de Code pénal norvégien (art 72) ; le Code pénal allemand.

D'autres présentent un délai plus long que le nôtre. Ainsi le Code pénal italien fixe les délais de la prescrip-

tion de la peine à 30 ans pour les travaux forcés à perpétuité ; à 20 ans pour les peines criminelles temporaires : à 10 ans pour les peines correctionnelles et à 2 ans pour les peines de simple police. La prescription de 30 ans pour les travaux forcés à perpétuité (*ergastolo*) s'explique par le fait que cette peine est destinée à remplacer la peine de mort.

Le Code pénal allemand et le Code fédéral suisse (avant-projet du Code pénal suisse modifié d'après la Commission d'experts (art. 49) reproduisent à peu près les mêmes délais.

La prescription de la peine ne donne lieu à aucune autre disposition intéressante au point de vue des garanties plus efficaces à donner à la société et à la victime.

Nous avons proposé pour la prescription de l'action soit un système gradué de 15, 10, 3 et 1 an, soit l'application de nos délais relevés à 15 ans pour les crimes, à 5 ans pour les délits et à 1 an pour les contraventions. Par une conséquence naturelle nous demandons pour la prescription de la peine, soit les délais plus gradués de 30 ans, 20 ans, 5 ans et 2 ans, soit l'application de nos délais relevés à 25 ans pour les crimes, à 10 ans pour les délits et à 2 ans pour les contraventions.

CONCLUSION

Ces modifications apportées aux prescriptions pénales serviraient les intérêts de la société et ceux de la victime, en même temps qu'elles rendraient moins

fréquente l'impunité. Elles auraient en outre l'avantage de hâter la solution du problème de l'égalité de condition, au point de vue de la répression, entre les privilégiés et les deshérités de la fortune. Quels sont en effet ceux qui échappent le plus souvent à la justice ? Ce sont certainement les premiers. La fuite rendue presque impossible au malheureux leur est d'autant plus facile qu'il n'y a plus aujourd'hui de distances, la frontière est à deux pas. Bien plus, l'or qu'ils ont eu soin de placer en lieu sûr, les complices qu'ils se sont associés, leur assurent le moyen de jouir à l'étranger, à l'abri d'une courte prescription, du fruit de leurs opérations criminelles. Ne serait-ce pas satisfaire aux exigences bien légitimes de l'opinion et de la conscience publique que de mettre le plus d'entraves possibles à la faculté qu'ont ces malfaiteurs d'attendre, avec la sécurité de l'honnête homme, le jour où ils reprendront dans la société la place d'où ils devraient être à jamais exclus ? La prescription pénale « ne
« profite qu'au méfait et à la mauvaise foi qu'elle
« abrite. C'est la force brutale qui, suivant l'expression
« de Mangin, « légitime le fruit du crime entre les mains
« du coupable ». N'est-il donc pas indispensable de la
« réglementer de telle façon que, puisqu'il est sociale-
« ment et humainement nécessaire de la conserver, ses
« fâcheuses conséquences soient réduites au minimum
« de l'injustice (1) ».

(1) MUTEAU. op. cit., page 386.

TITRE II

DU VOL ENTRE PARENTS

Immunité de l'article 380 du Code pénal.

Ne peut-on pas aussi critiquer à bon droit l'immunité édictée par l'article 380 du Code pénal au profit du parent qui commet un vol ou un autre acte d'improbité au préjudice d'un de ses proches parents ? Cet article est ainsi conçu : « Les soustractions commises par des
« maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes
« au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une
« veuve quant aux choses qui avaient appartenu à
« l'époux décédé, par des enfants ou autres descen-
« dants, au préjudice de leurs pères ou mères ou autres
« ascendants, par les pères et mères ou autres ascen-
« dants au préjudice de leurs enfants ou autres
« descendants, ou par des alliés aux mêmes degrés,
« ne pourront donner lieu qu'à des réparations
« civiles.

« A l'égard des autres individus qui auraient recelé
« ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets
« volés, ils seront punis comme coupables de vol. »

CHAPITRE PREMIER

Sa source.

§ I. — *Sous la loi romaine.*

La même immunité se trouve dans la loi romaine. Les Institutes la consacraient formellement : « *qui in*
« *parentum vel dominorum potestate sunt, si rem eis*
« *subripiunt, furtum quidem illis faciunt, et res in*
« *furtivam causam cadit.... sed furti actio non nas-*
« *citur, quia nec ex alia causa potest inter eos*
« *actio nasci* » (1). Le Digeste l'appliquait, soit aux enfants (2), soit aux époux (3), et le Code portait que dans aucun cas le mari ne pouvait exercer contre sa femme l'action pour vol : « *maritus, propter matri-*
« *monii pudorem, non furti sed rerum amotarum*
« *actionem habet* ». (4)

Le principe de l'unité de la famille absorbée dans son chef expliquait ces dispositions ; à l'origine, le

(1) *Institutes* de Justinien. Livre IV, Titre I, *de oblig. quæ e.r. del. nasc.* § 12.

(2) *ULPIEN. Digeste.* Livre 47, titre 2 de *furtis*, loi 17.

(3) *PAUL. Digeste.* Livre 25, titre 2 *rerum amotarum*, loi 1.

(4) *Code*, livre 6, titre 2 *de furtis et serco corrupto* loi 22, § 4.

patrimoine n'appartenait pas au père seul, même de son vivant, mais à la famille ; il ne pouvait donc y avoir de la part de ses membres qu'un vol de copropriété tout au plus ; ce n'était pas le vol proprement dit ; on ne peut se voler soi-même. Plusieurs auteurs ont professé la même doctrine, notamment Muyart de Vouglans qui explique le silence de l'action publique en le fondant « sur l'espèce « de droit que ces sortes de qualités (de femme, de « fils) donnent sur la chose même que l'on sous-
« trait » (1).

L'immunité de l'article 380 a donc sa source dans le droit romain. Toutefois il faut reconnaître que si quelques jurisconsultes ont enseigné que la femme mariée ne peut commettre un *furtum* au préjudice de son mari, parce que la vie commune la rend en quelque sorte propriétaire de ce qui appartient à celui-ci, d'autres en plus grand nombre ont vu dans le même fait un *furtum*, mais un *furtum* qui ne donnait pas lieu aux actions ordinaires (2).

Il n'en saurait être de même aujourd'hui ; l'institution de la famille telle qu'elle existait à Rome, s'est en effet transformée en traversant les siècles ; le fondement de la copropriété antique a disparu, l'individualité de la personne et de la propriété a passé dans nos mœurs, l'immunité qui nous occupe ne peut donc subsister qu'en se rattachant à une pensée plus moderne et plus exacte.

(1) MUYART DE VOUGLANS, *lois criminelles*, p. 283.

(2) PAUL. *Digeste*, Liv. 25, tit. 2 *rerum amotarum*, loi 1. .

§ II. — *Sous la loi Française.*

Quelle est cette pensée ? Nous la trouvons formulée dans l'exposé des motifs de l'article 380 : « Les rapports
« entre ces personnes, y est-il dit, sont trop intimes
« pour qu'il convienne, à l'occasion d'intérêts pécuniaux,
« de charger le ministère public de scruter les
« secrets de famille, qui peut-être ne devraient jamais
« être dévoilés ; pour qu'il ne soit pas extrêmement
« dangereux qu'une accusation puisse être poursuivie
« dans des affaires où la ligne qui sépare le manque de
« délicatesse du véritable délit est souvent très difficile
« à saisir ; enfin pour que le ministère public puisse
« provoquer des peines dont l'effet ne se bornerait pas
« à répandre la consternation parmi tous les membres
« de la famille, mais qui pourrait encore être une
« source éternelle de division et de haine » (1).

Sur le même article, M. Louvet, membre de la commission de législation, s'exprimait ainsi : « Ici, les liens
« de la nature, ceux du sang, la qualité, en un mot,
« des individus, les rapprochent et semblent même les
« identifier à un tel point que la morale, je dirai plus,
« la pudeur publique auraient trop à souffrir si une
« soustraction domestique pouvait devenir l'objet
« d'une procédure criminelle, et montrer à un auditoire
« étonné l'époux accusateur de son épouse, le père
« poursuivant son fils, ou même le ministère public

(1) Exposé des motifs de M. le conseiller d'Etat Faure
(Séance du 9 avril 1810).

« exerçant cette poursuite en leur nom. Tout ce que
« la loi peut faire, en ce cas, c'est de réserver à la par-
« tie lésée des réparations civiles » (1).

CHAPITRE II

Son caractère et ses effets.

§ 1. — *Elle constitue une exception péremptoire.*

Ce qui semble avoir préoccupé surtout le législateur, c'est la raison de convenance, et nous nous trouvons en présence d'un véritable délit pour lequel il a supprimé la peine et établi une sorte de fin de non recevoir de l'action publique d'un caractère tout personnel. C'est en somme une exception péremptoire plutôt qu'une excuse absolutoire ; en effet l'excuse absolutoire, qui ne soustrait le prévenu à la peine que lorsqu'elle a été admise par les juridictions de jugement, n'empêcherait pas l'exercice de l'action publique ; or la raison qui a donné naissance à cette immunité s'oppose absolument à la poursuite devant les tribunaux de répression, car le fait seul de cette poursuite amènerait dans la famille ces discussions et ces troubles que le législateur a voulu éviter.

(1) Rapport fait au Corps législatif, par M. Louvet, membre de la commission de législation (Séance du 19 février 1810).

§ II. — *Elle rend possible l'application des règles ordinaires de la complicité.*

S'il en est ainsi, il faut, par voie de conséquence, admettre que le recel prévu par le § 2 de l'art. 380 n'est pas un délit spécial, mais un acte ordinaire de complicité, qu'il encourt les peines criminelles dont les circonstances aggravantes de la soustraction commise par le parent ou l'allié pourraient entraîner l'application, que les autres complices seront punissables, et qu'enfin le délit, bien que n'étant réprimé par aucune peine, pourra cependant être retenu comme circonstance aggravante d'un crime, comme d'un meurtre commis par un gendre sur son beau-père, et entraîner par suite l'application de la peine capitale.

Si l'on décidait au contraire que, la soustraction de l'art. 380 ne réunit aucun des éléments délictueux, on aboutirait aux conséquences opposées : les complices autres que ceux qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés ne seraient pas punissables et on arriverait, à ce seul point de vue, aux contradictions les plus étranges. Exemple : le recéleur est un complice, l'art 62 du Code pénal le dit formellement, mais, aux yeux de la loi comme de la raison, c'est un complice moins coupable que le complice par aide et assistance dont parle l'art. 60. En effet, tandis que le complice par assistance d'un crime puni de mort est puni de la même peine, le complice du même crime, par recel, n'est puni que des travaux forcés à perpétuité et même, dans certains cas, des

travaux forcés à temps (art. 63). Or avec le système de l'existence du délit, on verrait le complice plus coupable, celui que la loi punit de mort, exempt, aux termes du § 2, de l'art. 380, de toute poursuite et de toute peine, tandis que le recéleur, c'est-à-dire le complice moins coupable, y trouverait sa condamnation.

CHAPITRE III

L'immunité de l'article 380 du Code pénal doit-elle être maintenue ?

Quoiqu'il en soit, ce n'est pas le caractère juridique de l'immunité pénale que nous avons à rechercher. Ce qui nous importe, c'est de savoir si cette immunité est juste, si elle ne doit pas plutôt être supprimée ou tout au moins modifiée. Lorsqu'un acte délictueux est commis par un parent au préjudice d'un autre parent, en est-il moins coupable ? Doit-il être exempt de peine, ou moins sévèrement puni ? Doit-on laisser à la partie lésée seule le droit de poursuivre, à l'exclusion des étrangers, même du ministère public ?

Telles sont les questions que la plupart des législations étrangères se sont posées ; elles les ont différemment résolues, mais, toutes ont fait des crimes et des délits entre parents une catégorie particulière, tantôt pour aggraver la peine, tantôt pour la diminuer ou l'abolir, tantôt pour la soumettre à une plainte préalable. (Voir le code hongrois, le code pénal italien, le

code pénal *allemand*, art. 24, et le code *hollandais*, art. 316.)

Pourquoi ces dispositions diverses? C'est que, entre parents, l'intérêt familial égale et quelquefois dépasse l'intérêt social; c'est aussi que le pardon peut plus facilement intervenir. Un fils commet un vol au préjudice de son père; il restitue et le père lui pardonne. La société viendra-t-elle abroger le pardon et ouvrir pour ainsi dire de force le domicile familial pour punir le fils pardonné? voilà certes des motifs sérieux. Il y en a d'autres : il s'agit d'un vol entre époux, est-ce que la copropriété entre époux est toujours bien délimitée? S'il s'agit d'un bien de communauté, la femme n'a pas le droit d'y toucher; cependant si elle y touche, commet-elle un vol? Il est difficile d'admettre cette idée; et si son conjoint lui pardonne, s'il reconnaît qu'elle n'a fait qu'user de son droit, qui oséra réformer sa décision? On comprend donc très bien que lorsqu'une soustraction ou autre acte d'improbité est commis entre époux, entre ascendant et descendant, la poursuite soit subordonnée à une plainte de la partie lésée.

Mais faut-il aller plus loin et décider que le coupable jouira d'une immunité complète, même au cas où la victime viendrait à se plaindre? Oui, dit l'article 380, et l'on peut voir un gendre soustraire à son beau-père une somme importante sans risquer d'être poursuivi, même si la partie lésée le demande; il ne devra que la restitution au civil, il ne sera même pas contraignable par corps. La femme fuira avec son complice, coupable à la fois d'adultère et de vol; elle ne

pourra pas être punie pour cette soustraction. Enfin le père peut se voir enlever par son fils une grande partie de sa fortune; celui-ci ne sera pas puni. Aucun motif plausible ne peut être donné d'une pareille disposition; il est inadmissible qu'un enfant puisse commettre un vol au préjudice de son père, sans que ni celui-ci, ni le ministère public n'aient le droit de le poursuivre; il semble, au contraire, que ce vol devrait être considéré comme plus odieux que tout autre.

CONCLUSION

La doctrine de l'article 380, à peine soutenable en théorie, est en outre condamnée par la pratique à cause des dangers qu'elle entraîne. Les descendants, sachant qu'ils ne peuvent être poursuivis, s'enhardiront s'ils sont criminels, et, puisque la victime est réputée avoir pardonné, même lorsqu'elle déclare expressément le contraire, il sera permis de se voler en famille; il y a là évidemment une profonde erreur et une erreur funeste. On ne peut s'expliquer une pareille règle qu'historiquement, en raison de l'antique principe de la copropriété familiale, mais cette copropriété a disparu, le fondement logique de cette disposition fait donc défaut.

Ce qui est juste, c'est de décider que le parent ne pourra être poursuivi que sur la plainte de son parent; l'intérêt de la paix familiale sera ainsi sauvegardé, l'immunité complète qui ne favorise que le coupable aura pris fin, et nous ne verrons plus des faits quelquefois scandaleux échapper à toute répression.

TITRE III

DES VOIES DE RECOURS OUVERTES AU CONDAMNÉ

Dans ce titre consacré aux voies de recours, l'immunité ne se dégage pas des dispositions que nous allons étudier; elle résulte de ce que ces dispositions, profitables au condamné, ne le sont pas à la société et à la partie lésée.

C'est l'appel extraordinaire de l'art. 352 du Code d'Instruction Criminelle, le pourvoi en cassation de l'art. 409 du même Code, et le pourvoi en révision organisé par la loi du 8 juin 1895.

PREMIÈRE PARTIE

DE L'APPEL

CHAPITRE PREMIER

Matières correctionnelles.

Lorsqu'un prévenu a été condamné par un Tribunal correctionnel, quelle que soit la peine, même s'il s'agit d'une simple amende, il peut exercer le droit d'appel,

soit sur la question de culpabilité, soit sur celle d'application de la peine; d'un autre côté, le ministère public et la partie civile peuvent appeler aussi de cette décision; c'est un droit réciproque. Il en résulte que le prévenu condamné peut être acquitté et que le prévenu acquitté peut être condamné; et ce recours n'a pas lieu seulement pour faire déclarer la culpabilité ou l'innocence, mais aussi pour obtenir l'augmentation ou la diminution de la peine.

Il y a cependant une distinction à faire, au point de vue de leurs effets, entre les recours du ministère public et celui du condamné. Si, comme le dit Enrico Ferri (1), l'appel.... « contre une condamnation « n'est présenté que par le seul accusé, la peine ne peut « pas être augmentée..... or, si l'appel est admis dans « le but de corriger les erreurs possibles des premiers « juges, pourquoi devra-t-on admettre cette correction « de l'atténuation et non pas de l'augmentation de la « peine? » Cette observation est rigoureusement exacte, mais elle trouve son correctif dans le droit d'appel dont le ministère public et la partie civile peuvent également user.

CHAPITRE II

Matières criminelles.

En matière criminelle, l'appel est interdit aussi bien au condamné qu'au ministère public et à la partie lésée.

(1) Enrico FERRI. *La Sociologie criminelle*, p. 436.

§ I. — *Utilité de l'appel.*

Quelle est donc la raison de l'appel? C'est le proverbe vulgaire que deux témoignages valent mieux qu'un. La bonne femme Macédonienne en appelait de Philippe ivre à Philippe à jeun; le plaideur évincé en appelle du juge mal informé au juge mieux informé. Aussi n'est-ce pas sans quelque surprise que nous voyons quelques juriscultes se prononcer contre cette voie de recours, sous le prétexte que la réformation des jugements rend sans consistance la vérité légale, et diminue l'autorité du juge devant l'opinion. Croit-on, par hasard, que le Tribunal, devenant souverain dans ses décisions, paraîtra du même coup infaillible? Le magistrat le plus convaincu ne répond pas de la justice de ses décisions, il ne répond que de l'équité de sa conscience, et l'institution de l'appel se trouve être tout à la fois un grand aveu de l'infirmité des jugements humains, et un grand effort pour laisser le moins de chance possible à cette infirmité.

§ II. — *Pourquoi soustraire à l'appel les verdicts du Jury?*

L'utilité d'un double degré de juridiction reconnue, pourquoi, lorsqu'on donne le droit d'appel à l'individu condamné à une simple amende, le refuser à celui dont l'honneur et la liberté, peut-être même la vie, sont en jeu? Et cependant le premier a été jugé par des professionnels, tandis que le second a eu pour juges des hommes bien intentionnés sans aucun doute, mais

ignorants souvent, et toujours inexpérimentés. Cu l'appel est une institution mauvaise, ou c'est quand il s'agit des biens les plus précieux, la vie, l'honneur, qu'il faut s'en servir.

Quoiqu'il en soit, le principe que les jurys doivent statuer sans appel paraît inattaquable, et nous n'avons pas à le discuter ici puisque ce recours est également refusé au ministère public, à la partie civile et au condamné, que la position est égale de part et d'autre, qu'il ne s'agit par conséquent pas de combattre une immunité établie en faveur d'un coupable.

§ III. — *Appel extraordinaire de l'art. 352 du Code d'inst. crim.*

Mais notre Code d'instruction criminelle a organisé une voie de recours qui, pour ne pas porter le nom d'appel, n'en est pas moins un, et qui ne milite qu'au profit de l'accusé et non contre lui. Le Jury, en le déclarant coupable, a commis une erreur évidente, grossière : « Si la Cour est convaincue que les jurés, « tout en observant les formes, se sont trompés au « fond, elle déclare qu'il est sursis au jugement et ren- « voie l'affaire à la session suivante, pour y être sou- « mise à un nouveau jury... Nul n'a le droit de pro- « voquer cette mesure. La Cour ne peut l'ordonner « que d'office, immédiatement après que la déclara- « tion du jury a été prononcée publiquement » ; ainsi s'exprime l'article 352. Ce recours suprême, ouvert aux méprises dont l'accusé peut être victime, est un véritable appel de jury à jury, et il a sa raison

d'être. Le jury est une juridiction de bonne foi, mais ignorante, sujette à erreur, et cette situation justifie ce recours insolite. On ne peut laisser exécuter un innocent, et l'injustice, lorsqu'elle est évidente, doit être à tout prix réparée (1).

Mais, s'il en est ainsi, pourquoi exiger que cet appel *extraordinaire* soit immédiat et prononcé d'office? Il fallait même, avant la loi du 9 juin 1853, que l'arrêt de renvoi fût rendu à l'unanimité. Pourquoi, dis-je, ces restrictions et ces conditions imposées à la Cour? Celui qui a été condamné par un Tribunal correctionnel composé de magistrats de profession peut toujours interjeter appel, même quand la réussite en est invraisemblable, et celui qui l'est par une juridiction composée d'hommes inexpérimentés ne le peut pas; seuls,

(1) Cette disposition est d'application assez rare. La Cour d'assises des Deux-Sèvres, siégeant à Niort, vient de l'appliquer, au mois de décembre dernier, dans les circonstances suivantes. La Cour venait de juger, pour vols qualifiés et complicité, six inculpés. Le jury avait répondu affirmativement à toutes les questions pour tous les accusés, lorsque l'avocat de l'un deux se lève. « Messieurs, dit-il en s'adressant à la Cour, mon client « Bienvenu, qui a été le seul pilier de l'accusation en ce qui « concerne Hutteau et Boulaire, de Tours, vient de me faire « une révélation effroyable. Vous venez de reconnaître coupables deux innocents! Bienvenu dit les avoir dénoncés par « vengeance, et votre décision va ajouter deux victimes de « plus au martyrologe des erreurs judiciaires! » Le président questionne Bienvenu: — « Je maintiens ce que je viens de dire « à mon avocat, répond-il, Hutteau et Boulaire n'ont rien « fait. » L'audience est suspendue et la Cour se retire pour délibérer. Un moment après, l'audience est reprise. Les quatre premiers accusés sont seuls condamnés; Hutteau et Boulaire sont remis immédiatement en liberté, et la Cour renvoie, en ce qui les concerne, l'affaire à la prochaine session.

mais dans des circonstances spéciales, anormales, les magistrats ont le droit de le faire à sa place. Pourquoi cette inégalité de traitement ?

Néanmoins la ressource de cet appel particulier au criminel se comprend à défaut de l'appel entier que nous préférerions ; ses garanties sont réelles ; la Cour ne peut subir aucune influence externe, grâce à la condition de statuer immédiatement et sans réquisition spéciale ; il est restreint, mais à la rigueur il peut suffire et empêcher le scandale d'une condamnation évidemment injuste ; il vaut mieux que l'exercice du droit de grâce, d'abord parce qu'il est plus certain, ensuite parce que justice vaut mieux que grâce.

Mais pourquoi n'existe-t-elle qu'au profit de l'accusé et non contre lui ? Le verdict qui l'acquitte peut évidemment être injuste, scandaleux, et ce vice éclater aux yeux de tous ; voici, par exemple, un coupable qui avoue son crime, des preuves certaines ont été apportées, elles ne laissent pas le moindre doute, et les jurés acquittent ! N'ont-ils pas, en rendant un pareil verdict, fait œuvre mauvaise, malfaisante, et ne doit-on pas, même si l'appel ordinaire est refusé, autoriser un recours contre leur décision ? Les verdicts injustifiables sont d'un effet funeste. Les criminels futurs se promettent l'impunité, ils comptent sur l'habileté d'un avocat ou sur la faiblesse du jury. Dès le lendemain le coupable se promène la tête haute, près de sa victime, et, ce qui est plus grave, toute exemplarité disparaît, la crainte de la justice s'efface et la répression est fortement ébranlée ; ces oscillations persistent longtemps dans la conscience publique.

Quelquefois même il arrive que l'accusé acquitté reconnaît, au sortir de l'audience, qu'il est coupable, et son cynisme met le comble au scandale du verdict. Ce verdict est cependant inattaquable, et la victime, craintive en face de son agresseur, cherchera peut-être à suppléer par la vengeance individuelle aux lacunes de la justice sociale.

Pourquoi ne pas traiter également l'accusation et la défense ? La défense est-elle tellement sacrée qu'elle mérite des faveurs ? Mais ces miots de faveur et de justice ne sont-ils pas contradictoires ? En quoi l'accusé, si on l'estime coupable, est-il plus intéressant que la victime ? Lorsque l'erreur est appréciable à tous, lorsque, pour ainsi dire, la clameur publique la proclame, lorsqu'elle apparaît évidente aux yeux des magistrats qui composent la Cour d'assises, pourquoi ne pas leur donner le droit de renvoyer l'affaire devant un autre jury ? Nulle part le droit d'appel n'est accordé à l'une des parties et refusé à l'autre. Ici c'est un tiers qui en est investi, mais il doit l'être dans les deux sens.

§ IV. — *Législation étrangère.*

Cette faculté de renvoi à un deuxième jury que nous réclamons pour la Cour d'assises, au cas d'acquittement évidemment injuste, la législation espagnole l'a proclamée dans les articles 112, 113 et 115 de la loi du 20 avril 1888 (1). Les magistrats doivent ordonner

(1) Loi du 20 avril 1888, exécutoire le 1^{er} janvier 1889. — *Annuaire de législation étrangère*, 48^e année, pag. 526 et suiv.

soit d'office, soit à la demande des parties, que l'affaire soit soumise à un nouveau jury, quand ils déclarent à l'unanimité que le jury est tombé dans une erreur grave et manifeste en prononçant le verdict. Cette déclaration ne peut être faite que dans les cas suivants: 1° quand le jury a déclaré l'accusé coupable, alors que son innocence ressort des débats, sans qu'un doute raisonnable puisse s'élever à ce sujet; 2° quand le jury a déclaré l'accusé non coupable, alors que sa culpabilité ressort des débats avec la même évidence. La Cour d'assises peut donc ordonner le renvoi devant un second jury, non seulement en cas de condamnation, mais même en cas d'acquittement, si elle est unanime à penser qu'il y a erreur. A part l'Espagne, les législations étrangères ne contiennent pas de disposition semblable.

§ V. — *Objection*

Une objection peut être faite, c'est la contradiction entre les deux verdicts: comment saura-t-on si le second verdict est plus juste que le premier? Mais, dans la situation inverse, l'objection est absolument la même; elle serait d'ailleurs la critique de l'appel en toute matière.

Si un deuxième acquittement est prononcé, l'affaire sera jugée finalement. Si au contraire le second jury déclare la culpabilité, nous ne verrions pas d'inconvénient à laisser au condamné la faculté de demander la convocation d'un troisième jury qui, s'il condamnait aussi, ferait définitivement pencher la balance dans ce

sens. Et qu'on ne se récrie pas contre cette superfétation de procédure ; si la culpabilité est certaine, il n'est pas probable que le condamné demande un troisième jury, et, s'il le fait, l'involution ne sera pas plus grande que dans les nombreux renvois après cassation qui se produisent chaque jour.

Mais du moins on aura obtenu un double résultat : d'abord de faire, en le rendant réciproque, cesser le privilège injuste actuellement accordé au condamné, et, en second lieu, de voir les verdicts scandaleux disparaître. L'autorité du jury y gagnera, et la Cour d'assises, par cela seul qu'elle n'usera pas de son droit, confirmera son verdict. Il n'y aura plus alors deux justices rivales, celle de la magistrature et celle du jury, mais une justice unique, concordante, dont l'autorité s'imposera avec d'autant plus de force que l'on emploiera plus rarement cette voie de recours. Enfin on ne verra plus cette anomalie de l'appel admis pour un intérêt pécuniaire peu élevé et refusé pour la peine capitale.

DEUXIÈME PARTIE

DU POURVOI EN CASSATION

CHAPITRE PREMIER

Matières correctionnelles.

Ce que nous avons dit de l'appel en matière correctionnelle s'applique au pourvoi en cassation. Si la loi ou les formes ont été violées, le condamné, le ministère

public et la partie civile auront le droit de se pourvoir en cassation, mais avec cette même différence sous le rapport de leurs effets, que les demandes en cassation présentées par le condamné seul ne donneront jamais lieu à une augmentation de la peine. « A cette sûreté
« pratique, pour les condamnés de n'avoir rien à
« perdre dans un deuxième jugement, qui paraît leur
« avoir été donnée justement pour les exciter à cet
« abus des demandes en cassation qui ne sont trop
« souvent qu'un prétexte dilatoire, fait pendant la
« faculté platonique laissée au ministère public de se
« pourvoir en cassation, mais seulement dans l'intérêt
« de la loi et sans préjudice pour l'individu acquitté ?
Est-ce juste ?

CHAPITRE II

Matières criminelles (Art. 409 c. d'inst. crim.).

En matière criminelle, l'accusé a aussi le droit de se pourvoir contre l'arrêt qui le condamne, pour violation de la loi, inobservation des formes, excès de pouvoir, incompetence et violation implicite du droit de défense; si le recours est admis, on le renvoie devant d'autres jurés, il a ainsi l'avantage d'être jugé une deuxième fois et de pouvoir être acquitté. Et cependant le bénéfice du recours est refusé au ministère public et à la partie civile en cas d'acquiescement par le jury, même lorsque les formes ont été violées dans la formation de ce verdict et lors de la procédure antérieure. C'est ce que décide formellement l'article

409 du Code d'Instruction criminelle : « Dans le cas
« d'acquiescement de l'accusé, l'annulation de l'ordon-
« nance qui l'aura prononcé et de ce qui l'aura pré-
« cédé, ne pourra être poursuivie par le ministère
« public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier
« à la partie acquittée. »

Ainsi le verdict favorable est définitivement acquis à l'accusé ; il en résulte une inégalité flagrante entre les parties en cause ; la loi, les formes auront pu être impunément violées au détriment de la société et de la partie lésée.

On répond à cela que le droit de la défense est plus sacré que le droit de l'accusation. Et pourquoi ? L'accusation, lorsqu'elle est en présence de la défense individuelle, ne représente-t-elle pas de son côté la défense sociale ? Défense contre défense, voilà la vraie formule.

Il est vrai que le Procureur général pourra exercer un recours en cassation, mais seulement dans l'intérêt de la loi, sans que ce recours puisse nuire ou profiter à personne, et on obtiendra ce résultat bien singulier de faire déclarer la fausseté d'une décision tout en continuant de lui faire produire tous ses effets.

Reconnaissons donc que nos lois, en refusant au ministère public et à la partie lésée le droit qu'elles accordent au condamné, établissent en faveur de celui-ci un privilège contre lequel protestent la justice et le simple bon sens. « Si l'individu a le droit de n'être
« pas condamné par l'erreur ou l'ignorance des juges,

(1) Enrico FERRI, op. cit. p. 436.

« la société a aussi le droit que ne soient pas acquittés
« ceux dont la déclaration d'innocence est de même
« le seul effet de l'ignorance ou de l'erreur (1). »
Ainsi que l'a dit Majno (2) « la justice des jugements
« résulte aussi bien des condamnations que des
« acquittements justes. »

TROISIÈME PARTIE

DU POURVOI EN REVISION

CHAPITRE PREMIER

Définition et parallèle entre la revision, l'appel, la cassation et la grâce.

La révision, dans l'acception générale du mot, est une voie extraordinaire de recours contre des décisions judiciaires dans lesquelles on prétend que le juge s'est trompé ; elle implique une condamnation irrévocable prononcée contre un individu qui n'était pas l'auteur du fait incriminé ; elle suppose donc que la condamnation que l'on croit mal fondée n'est plus susceptible d'aucune voie de recours ordinaire.

(1) Enrico FERRI, op. cit. p. 436.

(2) MAJNO. *Rettifica dei verdeti in monitore dei Tribunali*. 1891, p. 190 : voyez aussi GLASER, *sulla correzione dei verdeti in Revista penale*, juin 1885.

La révision ne peut être demandée que si l'on invoque à l'appui de sa demande un fait ou un document qui ne l'a pas été déjà au cours du procès. C'est par là que la révision diffère de l'appel. L'appelant peut en effet, invoquer devant le juge d'appel les mêmes moyens de défense que ceux déjà invoqués par lui devant le juge de première instance, tandis que le condamné, qui demande la revision de son procès, doit nécessairement invoquer à l'appui de sa demande des motifs nouveaux; la revision n'a donc rien de commun avec l'appel.

Elle ne doit pas non plus être confondue avec le recours en cassation. Le recours en cassation n'a lieu que pour erreur de droit ou violation de la loi, la demande en revision suppose une erreur de fait. La cassation s'applique à tous les arrêts qui contiennent une contravention expresse à la loi, c'est une voie ouverte à tous les condamnés qui prétendent que la loi a été violée envers eux; la revision n'a lieu que dans quelques cas déterminés, elle n'est ouverte qu'aux condamnés qui se trouvent dans l'un de ces cas. La cassation ne s'applique qu'aux seules infractions à la loi; la revision s'applique aux méprises du juge, à l'injustice du jugement, à l'appréciation même des faits; elle a pour objet non de faire casser la sentence, mais de la faire rétracter, non de provoquer une autre interprétation de la loi, mais de proclamer et de réparer une erreur. « La cassation sera prononcée, disait M. Chollet au Corps législatif, si les formalités pour l'instruction et le jugement n'ont pas été observées. La révision est admise malgré

« la régularité de l'instruction, lorsque, dans les cas
« déterminés par la loi, il est évidemment prouvé qu'il
« y a eu erreur dans les jugements (1). »

Il faut se garder aussi de confondre la revision avec la grâce. Ce sont deux institutions essentiellement différentes par leur but et par leurs effets. Le droit de faire grâce s'applique à des coupables, la revision est demandée par des innocents (2). La grâce, en remettant toutes les peines corporelles, maintient toutes les incapacités, toutes les condamnations civiles, et est la conséquence de la condamnation. La revision au contraire anéantit la sentence et relève le condamné de toutes ses conséquences, même des condamnations civiles, elle lui restitue l'innocence complète. Voilà pourquoi, tandis que la grâce dérive de la prérogative du souverain, la revision ne peut être que l'œuvre du pouvoir judiciaire.

CHAPITRE II

Légitimité de la revision.

En droit philosophique, il est facile de justifier la légitimité de l'admission des demandes en revision, et la nécessité de cette voie de recours extraordinaire.

La revision n'est pas une atteinte à l'autorité de la chose jugée, quand elle est réduite dans de justes limites.

(1) LOCRÉ, tom. XXVII, pag. 88.

(2) LOCRÉ, tom. XXIV, p. 346.

La régularité des formes d'un jugement n'est pas une garantie absolue de sa vérité; aussi le législateur s'est-il bien gardé d'accorder l'autorité de chose jugée irrévocable à tout jugement rendu sur une procédure régulière. Avant de reconnaître à une décision l'autorité de chose jugée, la loi la soumet ordinairement à plusieurs examens. Ainsi le droit d'appel existe en matière de police et de police correctionnelle; en matière criminelle, si la Cour est convaincue que les jurés tout en observant les formes, se sont trompés au fond, l'article 352, modifié par la loi du 9 juin 1853, lui donne le droit de déclarer qu'il est sursis au jugement et de renvoyer à la session suivante. La loi permet donc de « réformer les jugements imparfaits
« et qui ne doivent pas conserver leurs formes en
« définitive. C'est la justice elle-même qui se réforme,
« qui revoit ses œuvres, qui cherche à les perfectionner, et qui rétracte enfin, sans crainte de se
« déconsidérer, ce qui lui paraît erroné dans ses propres
« décisions. La justice ne perd pas alors son autorité
« aux yeux des peuples, car c'est toujours elle qui,
« sous diverses formes, par divers agents, et suivant
« un mécanisme soigneusement élaboré, reconnaît
« et déclare qu'elle est la véritable chose jugée (1). »

Mais vient un moment où les voies ordinaires de recours sont épuisées, et où le jugement, par sa régularité extérieure, est à l'abri de la voie extraordinaire

(1) Discours de M. VALETTE, Assemblée législative, séance du 11 juillet 1851, discussion sur les principes généraux en matière de revision. *Moniteur* du 12 juillet p. 1979.

de la cassation. L'autorité de la chose jugée est alors acquise à la décision ; la loi la couvre d'une présomption absolue de vérité, qui ne souffre, d'après l'article 1350 du Code civil, aucune contradiction. Ce n'est pas, assurément, que le législateur puisse ériger en dogme l'infailibilité judiciaire ; mais c'est qu'il ne peut, sans un grand péril pour la société, se dispenser d'agir comme si cette infailibilité avait quelque chose de réel, et qu'il y aurait un désordre social évident si le problème résolu pouvait, à chaque instant, être remis en question.

Toutefois il faut bien reconnaître que l'autorité de la chose jugée ne repose en définitive que sur une présomption légale, et, si forte que soit cette présomption, elle ne peut, surtout en matière criminelle, dominer la vérité qui vient à se faire jour d'une manière éclatante. Il y aurait imprudence à heurter d'une manière trop flagrante l'opinion publique qui proteste contre une condamnation dont l'iniquité vient à être péremptoirement démontrée ; il vaut bien mieux, dans ce cas, faire tout ce qui est possible pour réparer des scandales et des erreurs qui choquent la raison et l'équité, que de se retrancher inexorablement derrière la présomption, érigée à l'état d'axiome, de la chose jugée. Si l'on veut en effet conserver au principe toute sa force morale, lui assurer tout le respect dont il doit être entouré, il faut que le public soit bien convaincu que le législateur n'a reculé devant aucun moyen, même d'un emploi difficile, pour arriver à la constatation de la vérité, et que nul ne peut être victime d'une erreur constatée d'une manière

patente et irréfutable. Aussi, en matière criminelle comme en matière civile, toutes les fois que des faits nouveaux, inconnus aux juges, se produisent et doivent avoir pour résultat d'altérer profondément la confiance dans la vérité de la décision rendue, toutes les fois, en un mot, qu'on peut avoir la conviction qu'une erreur s'est glissée dans une décision judiciaire, la loi n'hésite pas à ouvrir, en matière civile, la voie de la requête civile, et, en matière criminelle, la voie de la révision, qui présente avec la requête civile une analogie frappante. En autorisant cette voie extraordinaire de recours, la loi ne porte pas plus atteinte au principe de l'autorité de la chose jugée que quand elle autorise le pourvoi en cassation, ou, en matière civile, la tierce-opposition, et c'est avec beaucoup de raison que M. Paillet a dit (1) : « La justice ne nous apparaît « jamais plus grande, plus noble, plus respectée que, « lorsqu'après avoir tout fait pour éviter l'erreur, elle « fait tout aussi pour la réparer. »

CHAPITRE III

Historique de la revision.

§ I. — *En droit Romain.*

La revision a été admise dans la plupart des législations. Les lois romaines attribuaient aux condamnés

(1) Discours de M. Paillet. *Monit.* du 12 juillet 1851, p. 1981-2

la faculté de supplier l'empereur, *supplicandi licentiam*, afin d'obtenir la rescision de leur condamnation, quand elle était entachée d'erreur (1). Sur des lettres accordées par le prince, les juges étaient autorisés, s'il y avait lieu, à prononcer la rétractation de leurs jugements. D'un autre côté, les lois 1, C. *de sententiis præfectorum prætorio* ; 5 C, *de precibus imperatori offerendis*, et la novelle 119, ch. 5, ouvraient aux parties qui prétendaient avoir été illégitimement condamnées par les préfets du prætoire une voie qu'elles nommaient supplication, par laquelle les affaires jugées en dernier ressort étaient soumises à un nouvel examen.

§ II. — *En droit Français.*

Nos anciennes ordonnances avaient autorisé d'abord les propositions d'erreur (2), ensuite les lettres de revision (3) ; les demandes étaient formées par voie de requête et portées au conseil du roi (4) ; elles avaient pour objet l'erreur de fait, en d'autres termes, l'injustice de la condamnation (5) ; elles n'étaient circonscrites par aucune condition de délai, par aucune limitation de causes qui pouvaient donner lieu à la revision (6).

(1) Callistratus. Digeste, livre 42, titre 1 *de re judica*, loi 33 — Hermogenianus. Digeste, livre 4, titre 4, loi 17.

(2) Ordonn. 1539, art. 127 ; ordonn. 1667, titre 35, art. 32.

(3) Ordonn. 1670, titre 16, article 8.

(4) Régl. du 28 juin 1738, titre 7.

(5) JOUSSE, T. 2, p. 779.

(6) JOUSSE *op. cit.* — Muyard du Vouglans et Serpillon, sur l'article 86 du titre XVI de l'ord. de 1670.

La jurisprudence admit facilement ces demandes ; on s'accorde même à reconnaître qu'il y avait abus sous ce rapport. Cette facilité d'admission s'explique d'ailleurs par deux circonstances : d'abord la procédure était écrite et constatée par des procès-verbaux, on jugeait sur pièces ; si donc des doutes s'élevaient sur la justice de la condamnation, la procédure écrite qui avait précédé le jugement servait, au besoin, de base à une épreuve nouvelle, et la cause pouvait toujours être retirée en quelque sorte vivante du greffe, où les dossiers de l'instruction étaient conservés. En second lieu, on comprend qu'on dût se montrer très disposé à réparer les erreurs manifestes que devait souvent entraîner l'application exacte et rigoureuse de la théorie des preuves légales.

Ces deux motifs cessèrent d'exister quand la procédure écrite de l'ancien droit fit place à la procédure orale du nouveau, et quand le jury n'eut à consulter que sa conscience pour prendre sa décision. Aussi l'Assemblée constituante négligea-t-elle absolument d'organiser une procédure en revision. Dans son enthousiasme pour la nouvelle institution du jury, l'Assemblée ne voulait plus croire à la possibilité de condamnations injustes. D'ailleurs, si la justice criminelle reposait désormais sur des éléments plus naturels, plus animés, plus féconds que par le passé, d'un autre côté, elle se résumait en une scène passagère, dont il devenait impossible de fixer les éléments de manière à pouvoir les retrouver à son gré à une époque postérieure. La suppression de la faculté de revision parut donc une des conséquences logiques de la réforme

introduite dans la législation ; c'est ce que l'Assemblée législative déclara dans le décret du 19 août 1792.

Mais les faits, plus forts que la théorie, vinrent bientôt la convaincre d'imprévoyance. La condamnation d'un innocent, démontrée dans un procès, émut la conscience publique et motiva le décret du 15 mai 1793, qui ouvrit de nouveau la voie de la revision. Le Code d'Instruction criminelle en a reproduit, en les développant, les principes, et ses dispositions, successivement modifiées par les lois du 29 juin 1867 et du 8 juin 1895, autorisent (art. 443) les demandes en revision « en matière criminelle ou correctionnelle, « quelles que soient la juridiction qui ait statué et la « peine qui ait été prononcée », dans les quatre cas suivants :

« 1^o Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire « naître des suffisants indices sur l'existence de la pré-
« tendue victime de l'homicide ;

« 2^o Lorsque, après une condamnation pour crime « ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura con-
« damné pour le même fait un autre accusé ou prévenu
« et que, les deux condamnations ne pouvant se con-
« cilier, leur contradiction sera la preuve de l'inno-
« cence de l'un ou l'autre condamné ;

« 3^o Lorsqu'un des témoins entendus aura été, pos-
« térieurement à la condamnation, poursuivi et
« condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou
« le prévenu... ;

« 4^o Lorsque, après une condamnation, un fait
« viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque

« des pièces inconnues lors des débats seront représentées de nature à établir l'innocence du condamné. »

La revision n'a donc lieu, dans notre législation, qu'en faveur du condamné; elle suppose nécessairement une condamnation injuste. Mais si c'est là un des caractères de la revision, telle qu'elle existe dans nos lois, ce n'est pas un caractère essentiel de la revision considérée en elle-même. Ce qui le prouve, c'est que certaines législations étrangères admettent fort bien que la revision puisse être invoquée par la société contre un individu renvoyé des poursuites qui avaient été dirigées contre lui, lorsqu'il apparaît que c'est à tort qu'il n'a pas été condamné.

CHAPITRE IV

Législation étrangère.

C'est ainsi que le Code pénal du *canton de Berne*, qui remonte à l'année 1854, donne au ministère public le droit d'user de cette voie de recours contre l'accusé acquitté qui, postérieurement à son acquittement, a fait un aveu judiciaire ou extrajudiciaire de sa culpabilité.

En *Allemagne*, comme en *Autriche*, la revision des procès est connue sous le nom de « Reprise de la procédure ».

Le Code d'instruction criminelle *autrichien*, entré en vigueur en 1874, « autorise la reprise d'une procédure terminée » par un jugement passé en force de

chose jugée » lorsqu'on découvre l'existence d'une erreur judiciaire, et cette reprise peut être demandée non seulement lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit, mais même lorsqu'il s'agit d'une simple contravention. Il suffit que le jugement attaqué ait acquis l'autorité de la chose jugée, et, par conséquent, ne soit plus susceptible d'aucune voie de recours. La reprise de la procédure peut avoir lieu en faveur du condamné et aussi au préjudice de l'accusé, soit pour le faire condamner lorsqu'il avait été précédemment acquitté par une décision passée en force de chose jugée, soit pour faire prononcer contre lui une peine plus sévère que celle qu'il avait précédemment encourue. Dans le premier cas, la reprise de la procédure peut être demandée par le ministère public et par l'accusateur privé ou la partie civile ; elle ne peut l'être, dans le second cas, que par le ministère public.

Le demande en reprise de procédure au préjudice de l'accusé fait l'objet des articles 355 et 356 du Code d'instruction criminelle, qui sont ainsi conçus :

Art. 355. « Le ministère public ou l'accusateur privé
« ne pourra demander la reprise de la procédure à
« raison d'un fait pour lequel l'accusé a été acquitté
« par une décision passée en force de chose jugée, que
« si le droit de poursuite contre l'infraction n'est pas
« éteint par la prescription, et si :

« 1° La décision a été déterminée par une falsifica-
« tion d'un acte ou par un faux témoignage, par la
« corruption ou tout autre acte punissable de l'accusé
« ou d'un tiers, ou que :

« 2° L'accusé a, plus tard, fait un aveu judiciaire ou

« extra-judiciaire du fait qui lui est reproché, ou qu'il
« se manifeste de nouveaux faits ou moyens de preuve
« qui, seuls ou joints aux preuves antérieurement pro-
« duites, sont de nature à amener la conviction de la
« culpabilité de l'accusé. »

Cet article consacre la possibilité de la revision au profit de la société contre l'accusé acquitté. L'article 356 fait un pas de plus :

Art. 356. « Le ministère public ne pourra demander
« la reprise de la procédure pour qu'une loi pénale
« plus sévère soit appliquée à l'accusé, à raison du fait
« pour lequel il a été condamné, qu'autant qu'on se
« trouvera dans un des cas prévus par l'article 355 et
« que :

« 1^o Le crime réellement commis est puni de la
« mort ou de la réclusion perpétuelle, alors que,
« d'après la loi pénale appliquée, l'accusé ne pouvait
« être condamné qu'à une réclusion temporaire, ou
« que :

« 2^o Il y avait lieu de prononcer la peine de la réclu-
« sion pour dix ans au moins, alors que la peine a été
« appliquée d'après une disposition pénale prononçant
« la réclusion pour cinq au plus, ou que :

« 3^o Le fait constitue un crime, tandis que l'accusé
« a été condamné seulement pour un délit ou une
« contravention de la compétence des tribunaux de
« district. »

Le Code de procédure *allemand*, qui date de 1877, autorise aussi la reprise de la procédure au préjudice de l'accusé dans les quatre cas suivants :

« 1° Lorsqu'une pièce produite aux débats en sa
« faveur sera reconnue fausse ou falsifiée ;

« 2° Lorsqu'un témoin ou un expert entendu sous
« serment se sera rendu coupable, sciemment ou par
« négligence, d'un manquement aux devoirs imposés
« par le serment, en faisant une déposition, ou en
« donnant un avis en sa faveur ;

« 3° Lorsqu'un des juges, jurés ou échevins, qui
« auront concouru au jugement, aura commis, à l'occa-
« sion de l'affaire, un manquement aux devoirs de sa
« charge, de nature à entraîner des poursuites crimi-
« nelles et une condamnation à une peine publique ;

« 4° Lorsque l'accusé, après son acquittement, aura
« fait en justice, ou extra-judiciairement, un aveu
« digne de foi relativement au fait punissable. »

Ce dernier cas de reprise de la procédure au préju-
dice de l'accusé n'a lieu qu'autant que l'accusé a été
acquitté. L'aveu de l'accusé condamné, recueilli posté-
rieurement à sa condamnation, portant sur l'existence
de circonstances aggravantes écartées par le tribunal
faute de preuves, ne saurait motiver la reprise de la
procédure.

Il en est autrement dans les trois premiers cas. La
reprise de la procédure peut alors avoir lieu au préju-
dice d'un condamné, dans le but de le frapper d'une
peine plus forte que celle précédemment prononcée
contre lui, soit par suite d'une loi pénale plus sévère,
soit par suite de la découverte de circonstances aggra-
vantes.

Ainsi, dans les législations *suisse, autrichienne et
allemande*, les intérêts de l'accusé et ceux de la société

sont également sauvegardés, et c'est justice. Et cependant, la plupart des auteurs ne supposent même pas la possibilité d'une revision, dans le cas d'acquittement de l'accusé. « Même s'il a profité d'un faux témoignage, de documents falsifiés, de l'intimidation ou de la corruption d'un juge, ou bien d'un autre crime, l'acquitté jouit tranquillement des effets de cette forfanterie; il peut même avouer impunément sa propre culpabilité, sans crainte d'être soumis à un nouveau jugement (1) ».

CHAPITRE V

N'y a-t-il pas lieu d'admettre la revision en cas d'acquittement aussi bien qu'en cas de condamnation injuste ?

Les choses ne se passent pas autrement en France; notre législation ne permet de nouvelles poursuites, sur charges nouvelles, qu'après une ordonnance de non-lieu, jamais après un acquittement; et pourtant, on pourra voir, quelques jours après un verdict d'acquittement rendu faute de preuves, un fait nouveau surgir, ignoré au moment des débats, établissant d'une façon certaine, irrécusable, la culpabilité de l'acquitté. La conscience publique sera révoltée, elle réclamera une nouvelle mise en accusation; mais c'est impossible.

(1) MAJNO. *Revisione dei processi penali*, in *Arch. di psich.*, 1884, p. 261.

le temple de la justice a refermé ses portes d'airain, et le coupable circule librement, sans rien craindre, protégé par son verdict. Il ne sera pas récidiviste, s'il commet un autre crime, et s'il est alors condamné à l'emprisonnement, le bénéfice de la loi de sursis pourra lui être appliqué.

Mais ce ne sont pas seulement des preuves nouvelles qui surgissent, c'est l'acquitté lui-même qui proclame bien haut sa culpabilité et qui, sûr désormais de l'impunité, sort de l'audience dans l'attitude la plus cynique et se fait gloire du crime qu'il a commis. Sans doute, son aveu seul ne suffirait pas pour le faire condamner, mais si des preuves matérielles en établissent la sincérité, si sa culpabilité devient évidente aux yeux de tous, il échappera encore à la répression, il pourra coudoyer chaque jour sa victime et vivre dans la quiétude la plus parfaite.

OBJECTION : *Irrévocabilité de la chose jugée.*

C'est très regrettable, nous dit-on, mais il en est ainsi dans tous les procès civils et criminels; quand tous les moyens de réformation ont été épuisés, il faut bien que l'autorité de la chose jugée devienne irrévocable, c'est une condition de la paix publique.

Cela est vrai, si de nouvelles preuves ne sont pas produites; on ne peut, dans ce cas, recommencer éternellement le litige, sans cela les procès n'auraient pas de fin. Mais il en est autrement lorsque surgit une preuve qu'on ne pouvait connaître; voyez ce qui se passe en matière civile et en matière de revision au criminel.

RÉPONSE : *La chose jugée ne fait obstacle :*

a) *Ni à la requête civile (art. 480 Code proc. civ.).*

La requête civile est un recours extraordinaire au moyen duquel on peut attaquer un jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée, lorsqu'il survient des faits nouveaux ou des documents inconnus lors de la première sentence. Au civil, ce recours est ouvert à toutes les parties, au demandeur et au défendeur, dans le cas où on aurait statué sur des pièces reconnues ou déclarées fausses depuis le jugement, dans le cas où, depuis le jugement, on aurait recouvré des pièces décisives retenues par le fait de l'adversaire, dans celui où deux jugements sont inconciliables, dans le cas où il y a eu dol personnel et dans plusieurs autres encore (1). Le premier jugement est anéanti, et on statue de nouveau avec les nouvelles preuves. L'autorité de la chose jugée n'est pas atteinte; les premiers juges ne pouvaient statuer que d'après ce qu'on leur avait soumis, et le devoir des parties était de tout produire; celle qui a été négligente ne peut s'en prendre qu'à elle-même.

b) *Ni à la revision des jugements de condamnation
(Loi du 8 juin 1895).*

Il en est de même au criminel, d'après la loi française du 8 juin 1895 sur la revision. Il faut et il suffit,

(1) Article 480 Code de procédure civile.

pour admettre le recours, qu'on découvre des preuves d'innocence inconnues auparavant ; refuser la revision dans ce cas, ce serait vouloir l'oppression de l'innocent. Mais pourquoi lorsque, après un acquittement, il survient des preuves évidentes de culpabilité qui n'étaient pas connues et ne pouvaient l'être lors du verdict, ne pas admettre la revision contre le coupable ? Pourquoi ce privilège créé au profit du criminel ? Ne doit-il pas y avoir égalité entre l'accusation et la défense ? L'immunité est imméritée, et, comme nous l'avons dit, elle est souvent révoltante. On invoque la faveur due à la défense, il s'agit bien plutôt de la faveur accordée au crime : c'est le droit d'asile de la procédure.

L'intérêt de la société veut, en effet, que toute infraction à la loi pénale soit réprimée, et, dès lors, il importe peu que le coupable ait été acquitté faute de preuves si, postérieurement à l'acquittement, il survient des preuves nouvelles de sa culpabilité.

Il est vrai qu'il est très utile que la chose jugée devienne irrévocable, mais il est non moins utile à la société qu'un crime ne reste pas impuni. L'acquittement définitif et irrévocable d'un criminel est susceptible de produire des conséquences désastreuses. Une pareille impunité énerve l'action de la justice et encourage le coupable à continuer le cours de ses méfaits ; elle est en outre de nature à causer un véritable scandale et à jeter le trouble dans la société. Sans doute, il importe que tout jugement qui n'est plus susceptible d'appel ou de pourvoi en cassation puisse être exécuté et, en conséquence, celui qui est acquitté doit être mis

en liberté, de même que celui qui est condamné doit subir sa peine, mais cela n'implique nullement que l'inculpé remis en liberté à la suite d'un jugement d'acquiescement ne puisse être l'objet de nouvelles poursuites, s'il apparaît d'une manière évidente qu'il s'est réellement rendu coupable d'un crime ou d'un délit.

Les législations étrangères que nous avons citées ont organisé avec un profond sentiment des intérêts de la justice la revision contre le coupable acquitté. Il y aurait lieu de l'introduire en France « et la règle « positive à ce propos devrait être que le jugement, « devenu définitif, doit être soumis à revision lorsque « la sentence de condamnation ou d'acquiescement est « *évidemment* erronée (1). »

CONCLUSION

La justice et l'équité s'accordent donc à demander l'extension au profit du pouvoir social du bénéfice : 1° de l'appel extraordinaire de l'art. 352, du C. d'Instr. crim.; 2° du pourvoi en cassation de l'art. 409 du même code, et 3° du pourvoi en revision de la loi du 8 juin 1895. La balance sera alors égale entre la défense et l'accusation.

(1) Enrico FERRI. *La sociologie criminelle*, p. 437.

TITRE IV

DE L'AMNISTIE

De toutes les immunités qui font l'objet de cette étude, il n'en est certainement pas de plus large, de plus étendue que l'amnistie. Nous la retrouvons chez tous les peuples confondue avec la grâce et la réhabilitation, dont on ne la distingue guère que vers la fin du xvii^e siècle, encore la réhabilitation a-t-elle seule trouvé place dans nos Codes ; quant à l'amnistie et à la grâce, on en chercherait vainement la réglementation dans nos lois, et si la question de savoir quel est le pouvoir qui les accorde est maintenant résolue par un texte, il n'en a pas toujours été ainsi. Lorsque les Constitutions (sénatus-consulte du 16 thermidor an X ; chartes de 1814 et de 1830 ; Constitution du 14 janvier 1852) restaient muettes sur ce point, les droits d'amnistie et de grâce étaient bien attribués, en fait, au chef du pouvoir exécutif, mais le silence de la loi avait fait naître en doctrine, des discussions qui, pour avoir

perdu de leur utilité pratique, n'en sont pas moins intéressantes à connaître, pour apprécier la valeur du système actuel, et juger de sa suppression ou de son maintien, et dans quelle mesure.

Nous avons retrouvé dans la plupart des législations étrangères cette confusion entre les divers actes de clémence exercés en faveur des coupables et, malgré notre désir d'être précis, il ne nous a pas toujours été possible de distinguer nettement la grâce de l'amnistie ou de toute autre mesure gracieuse. Peut-être le législateur a-t-il eu raison de ne pas enfermer dans des règles uniformes et inflexibles des institutions qu'il appartient à un pouvoir honnête, en même temps qu'habile, d'adapter à des circonstances aussi variées qu'imprévues. Nous les étudierons cependant dans le passé et chez les diverses nations de l'Europe afin de mieux éclairer notre travail et de justifier, s'il est possible, les modifications dont ces immunités diverses nous paraissent susceptibles.

CHAPITRE PREMIER

Définition et historique de l'amnistie.

Le Graverend a défini l'amnistie « un acte qui couvre
« du voile éternel de l'oubli certains délits, certains
« attentats spécialement désignés, et qui ne permet
« plus aux Tribunaux d'exercer aucune poursuite con-

« tre ceux qui s'en sont rendus coupables (1). » Cette définition est incomplète en ce sens que l'amnistie abolit non seulement les poursuites faites ou à faire, mais encore les condamnations prononcées à raison de ces infractions (2). Nous préférons la définition donnée par M. Dupin aîné dans l'encyclopédie du Droit (3); elle présente les caractères certains de l'amnistie sans préjuger aucune des questions dont la solution ne saurait être invariable : « l'amnistie, dit-il, « est un acte du pouvoir souverain, dont l'objet est « d'effacer et de faire oublier un crime ou un délit ».

Son origine est très ancienne. A la chute des trente tyrans d'Athènes (401 avant Jésus-Christ) Thrasybule, signalant sa victoire par la modération, fit décréter par le peuple une amnistie qui empêcha les représailles et rétablit la paix. « *Plebiscitum interposuit, ne quæ « præteritarum rerum mentio fieret. Hoc oblitio, « quam Athenienses ἀμνηστειν (a privatif : μνασμαι « se souvenir, oublier, amnistie) vocant, concussum et « labentem civitatis statum, in pristinum habitum « revocavit* (4). » Suivant M. Caillemet, Thrasybule et ses compagnons n'auraient fait qu'échanger avec les Oligarques, des serments solennels d'oubli du passé. Pour en garantir l'exécution, les sénateurs et les

(1) LE GRAVEREND, *Traité de la législation criminelle en France*. Paris, 1823, tome II, chap. XIX, page 758.

(2) GARRAUD, *Traité théorique et pratique du Code pénal Français*, tome II, page 142.

(3) Encyclopédie du Droit, *Verbo* amnistie.

(4) Valère Maxime, lib. IV, cap. I, n° 4. — Cornelius Nepos, chap. 3.

heliastes juraient chaque année de les maintenir (1).

Après la mort de César, un sénatus-consulte rendu sur la proposition de Cicéron, amnistia tous les meurtriers et leur décerna des éloges. « *Verum postridie*
« *senatu, in æde Telluris habito, quam Antonius,*
« *Plancus et Cicero de obruendis oblivione injuriis*
« *et concordia redintegranda sententias, tulissent,*
« *decretum est, non modo impunitatem conspirato-*
« *ribus istis dandam, sed et consules de honoribus*
« *eis habendis debere referre.* » En se félicitant de ce succès, Cicéron, dans sa première philippique, le compare à l'acte par lequel Thrasybule, vainqueur des trente tyrans, avait, trois siècles auparavant, arrêté la vengeance du peuple et sauvé la République (2).
« *In quo templo quantum in me fuit, feci funda-*
« *menta pacis, Atheniensiumque renovavi vetus*
« *exemplum. Græcum etiam verbum usurpavi, quo*
« *tam in sedandis discordiis erat usa civitas illa,*
« *atque omnem memoriam discordiarum oblivione*
« *sempiterna delendam censui.* »

La loi romaine admettait diverses espèces d'amnistie pour éteindre, suivant les circonstances, les accusations ou les condamnations (3) : la plus importante était « l'abolition publique, qui intervenait « *ob*

(1) Voir dans le *Dictionnaire des Antiquités Grecques et Romaines*, au mot *Amnestia*, le savant article de M. le Doyen de la Faculté de Droit de Lyon.

(2) Cicéron, première philippique.

(3) *Pauli sententie*, lib., 5, titre 7. — Code. Livre 9, titre 42 *de abolitionibus*, lois 2 et 3. — Code. Livre 9, titre 43 *de generali abolitione*, loi 3.

« *diem insignem, aut publicam gratulationem vel ob rem prospere gestam* » ; elle se décrétait par un sénatus-consulte, effaçait entièrement le crime, mais n'enlevait pas toujours la tache d'infamie.

En France, à la suite des guerres civiles qui troublèrent plusieurs fois le Royaume, on accorda aussi de véritables amnisties sous le nom de lettres d'abolition générale, mais l'amnistie, telle que les jurisconsultes l'entendent aujourd'hui, avec les caractères qui la distinguent si nettement de la grâce, est une forme juridique toute moderne. On la plaçait autrefois dans la catégorie des grâces « en usant de ce terme pour « général (1) » et on professait que ce n'était pas le nom donné à un acte de clémence qui en déterminait les effets, mais la teneur de la lettre qui le publiait. Aussi rencontre-t-on dans l'ancien droit certaines mesures (lettres d'abolition, lettres de rémission, lettres de pardon) qui participaient à la fois de la grâce et de l'amnistie. Ce n'est qu'à partir du ^{xvii}^e siècle que l'abolition générale tend à sortir de la classe des lettres de grâce ordinaires, et à revêtir le caractère d'une mesure toute politique ; elle prend alors le nom d'amnistie. L'ordonnance de 1670, qui réglemente avec soin toutes les lettres de grâce, garde le silence sur l'amnistie et la dégage ainsi du droit pénal pour la faire entrer dans le droit purement constitutionnel. « L'amnistie, dit Muyart de Vouglans, est un « pardon général que le roi accorde par un traité ou

(1) BRISSON, Code Henry VII, titre 13.

« un édit particulier à tout un peuple ou à des soldats
« déserteurs, par lequel il déclare qu'il oublie le passé
« et promet qu'ils ne seront plus recherchés à l'avenir
« pour ce sujet (1). »

L'Assemblée constituante supprima les lettres de grâce reconnues et réglementées en 1670, mais elle laissa subsister l'amnistie générale (2) qui fut, à partir de cette époque, exercée par le pouvoir législatif. Il faut reconnaître qu'elle ne fut pas accordée toujours avec discernement; elle profita plus aux oppresseurs qu'aux opprimés, et intervint trop souvent pour excuser d'horribles attentats qualifiés « d'actions patriotiques ».

Les divers pouvoirs qui se sont succédés en France ont tous exercé le droit d'amnistie sans que cette institution ait été réglementée jamais par aucun texte. La constitution du 4 novembre 1848 en parle la première, et dit, dans son article 55, que l'amnistie, qu'elle ne définit du reste pas, ne sera désormais accordée que par une loi. Le sénatus-consulte constitutionnel des 25 et 30 décembre 1852 en attribue le droit à l'Empereur, et l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 reproduisant l'article 1^{er} de la loi du 17 juin 1871 sur l'exercice du droit de grâce, le restitue au pouvoir législatif qui l'a exercé à diverses reprises (3).

(1) MUYART DE VOUGLANS, *Inst. au droit crim.*, partie 3, chap. IV, p. 104.

(2) Code pénal du 25 septembre 1791, article 13.

(3) Lois des 2 avril 1878; 3 mars 1879; 16 mars 1880; 11 juillet 1880, 29 juillet 1881; 19 juillet 1889.

CHAPITRE II

Législation étrangère.

La législation étrangère est intéressante à étudier sur ce point.

En *Russie* et en *Espagne* (constitution du 30 juin 1876), le droit d'amnistie appartient au chef de l'Etat, sans aucune restriction.

En *Autriche*, l'amnistie, telle que la conçoit le droit français, appartient à l'Empereur (article 13 de la loi constitutionnelle sur le pouvoir judiciaire du 21 décembre 1867). En ce qui concerne les ministres condamnés par le Tribunal d'Etat sur l'accusation de l'une des deux Chambres du Reichsrath, l'Empereur ne peut user de ce droit que sur la proposition de la Chambre de qui l'accusation émane.

Dans la *Grande-Bretagne*, la prérogative royale comprend le droit de pardon ou d'amnistie; mais le roi ne peut, par un acte de cette nature, arrêter la mise en accusation (*impeachment*) d'un ministre ou autre haut fonctionnaire public. Lorsque Charles II voulut, par une grâce anticipée, sauver son ministre, le comte de Dauby, traduit devant la Chambre des communes, sous l'inculpation de haute trahison, les communes regardèrent ce procédé comme une insulte faite à leur autorité, et observèrent qu'il n'y avait pas d'exemple que le pardon eût été accordé à un membre du Parlement. Il fut résolu par la Chambre que le pardon octroyé était nul et illégal, et qu'il ne devait pas

être admis comme *barrant* l'accusation des communes. Après la chute des Stuarts, on prit soin d'insérer dans l'acte d'établissement du 12 juin 1781 (Chap. III), que « nul pardon sous le grand sceau d'Angleterre ne « serait reçu contre une accusation des communes en « Parlement. »

Aux *Etats-Unis*, le Président a le droit d'accorder des sursis (*reprieves*) et des grâces (*pardon*) pour crimes et délits commis envers les Etats-Unis, excepté dans le cas d'*impeachment* ou de mise en accusation par la Chambre des représentants (art. 2, section 2, § 1^{er} de la constitution du 17 septembre 1787). Le droit de pardon comprend celui d'amnistie; le seul remède contre les abus commis par le Président consisterait dans le droit d'*impeachment*. Pour les crimes et les délits qui n'ont pas été commis contre les Etats-Unis, le droit de pardon s'exerce dans chaque Etat, suivant les règles constitutionnelles qui lui sont particulières.

En *Roumanie*, et en *Serbie*, le droit d'amnistie appartient au roi, mais il ne peut, en *Roumanie*, l'exercer au profit des ministres condamnés par la Haute-Cour de cassation et de justice que sur la demande de la Chambre qui les a accusés (art. 93 et 103 de la Constitution du 30 juin 1866); et en *Serbie*, il lui faut, pour amnistier le ministre condamné par le Tribunal d'Etat, le consentement de la Skoupchtina nationale qui l'a mis en accusation (art. 104 de la Constitution du 29 juin-11 juillet 1869).

Dans ces divers Etats, l'exercice du droit d'amnistie n'est soumis à aucun contrôle. Dans d'autres, au contraire, en *Italie*, par exemple, l'amnistie est concédée

par décret royal, sur la proposition du ministre de grâce et de justice, le Conseil des ministres entendu (Code de procédure pénale de 1865, titre XII, art. 826 à 833).

En *Suède*, les décisions gracieuses du roi doivent être prises en Conseil d'Etat (Constitution du 6 juin 1809).

En *Grèce*, les amnisties sont prononcées par le Roi sous la responsabilité du ministère (art. 39, Constitution des 16-28 novembre 1864).

Dans quelques Etats, l'exercice du droit d'amnistie appartient au pouvoir législatif. Ces Etats sont la *Belgique*, qui a accordé des amnisties par les lois des 27 juin 1840 et 31 mai 1866; la *Confédération argentine* (art. 86 de la Constitution du 25 septembre 1860 *a contrario*); les *Pays-Bas* (art. 66 de la Constitution du 14 octobre 1841), et les *cantons de Berne* (art. 27 de la Constitution du 31 juillet 1846) et de *Genève* (art. 58 de la Constitution du 24 mai 1847) où le droit d'amnistie est attribué au Grand Conseil.

Enfin, en *Danemark* (Constitution du 5 juin 1849 révisée en 1866) le Roi a le droit de prononcer des amnisties, mais en matière politique seulement. Il en est de même en *Roumanie* et en *Grèce*.

On connaissait autrefois en *Allemagne*, le droit d'abolition qui appartenait au souverain, et se rapprochait de notre droit d'amnistie, bien que ses effets fussent moins étendus. Ce droit a été restreint par les Constitutions modernes des Etats allemands et n'est guère plus aujourd'hui qu'un droit de grâce.

C'est donc au chef du Gouvernement. agissant pres-

que toujours seul, quelquefois sous la responsabilité de ses ministres, qu'est généralement attribué à l'étranger, le droit d'accorder des amnisties. Presque partout elles sont refusées aux ministres qui auraient été mis en état d'accusation par le pouvoir législatif et nous les voyons, dans quelques Etats, appliquées seulement aux crimes et aux délits politiques.

CHAPITRE III

Parallèle entre l'amnistie et la grâce.

Les traits caractéristiques de l'amnistie et de la grâce ont été tracés par Bertauld (1) comme il suit :
« Le pardon, dit-il, s'adresse à des délinquants vaincus, il implique la culpabilité, il fait seulement
« remise de tout ou partie du châtement. L'amnistie
« s'applique aux infractions, abstraction faite de ceux
« qui les ont commises; elle renonce au droit de découvrir ou de regarder pour avéré, quoique révélé
« par un jugement, non seulement le lien qui unit les
« infracteurs aux infractions, mais le fait même des
« infractions; elle promet aux actes plus que l'impunité, puisqu'elle leur promet la protection d'un voile
« à l'aide duquel ils échapperont à toute constatation. »

De son côté, M. de Peyronnet, dans ses *Pensées*

(1) BERTAULD. *Code pénal et législation criminelle*, p. 523.

d'un Prisonnier (1), s'exprime ainsi : « Amnistie, « c'est abolition et oubli ; grâce, ce n'est que pitié et « pardon. Quand Thrasybule eut chassé les trente « tyrans, il porta une loi que les Athéniens nommèrent d'oubli (*amnestia*) et qui défendait de troubler « qui que ce fût pour les actions passées. C'est de « là que nous est venu l'acte et même le nom. L'amnistie ne remet point, elle efface. La grâce n'efface « pas, elle abandonne et remet. L'amnistie retourne « vers le passé et y détruit jusqu'à la première trace « du mal. La grâce ne va que dans l'avenir, et conserve « dans le passé tout ce qu'il a souffert ou produit. La « grâce suppose le crime et la condamnation ; une « certaine régularité dans la condamnation et une « certaine justice. L'amnistie ne suppose rien, si ce « n'est pourtant l'accusation. On reçoit plus et on est « moins redevable dans une amnistie. Dans une grâce « on reçoit moins et on est plus redevable. La grâce « s'accorde à celui qui a été certainement coupable ; « l'amnistie à ceux qui ont pu l'être..... »

Ainsi, tandis que la grâce est individuelle, l'amnistie est plutôt collective et d'intérêt général ; elle indique les faits qui seront oubliés, elle s'adresse aux actes et n'atteint que médiatement et indirectement ceux qui les ont commis ; son caractère de généralité la fait qualifier de *réelle*. La grâce au contraire est *personnelle*, elle ne s'adresse qu'à un individu et désigne le coupable qui en bénéficie. L'amnistie éteint l'action publique, elle peut par conséquent précéder le jugement ;

(1) DE PEYRONNET. *Pensées d'un prisonnier*, Ch. 14.

la grâce n'intervient que lorsqu'il est devenu définitif.

Les effets de l'amnistie, dont l'intérêt public est la base, sont plus étendus que ceux de la grâce ; l'amnistie est l'oubli absolu du crime ; sauf l'action civile du tiers, elle efface tout ce qui s'est passé avant elle ; elle supprime l'infraction, la poursuite, le jugement, tout ce qui peut être détruit, et ne s'arrête que devant l'impossibilité du fait : « *quod factum est, infectum reddere non potest* ». Le fait amnistié est si bien effacé qu'il ne peut, à la différence de ce qui se passe pour les délits commis après la grâce, après la prescription de la condamnation, ou après la réhabilitation, être pris désormais en considération pour l'application des règles de la récidive ; la peine n'est pas exécutée, les amendes et les frais payés à l'Etat sont restitués et toutes les incapacités tombent de plein droit. La grâce ne porte que sur l'exécution de la peine ; la condamnation et le délit subsistent, et avec eux toutes les conséquences fâcheuses qui peuvent en résulter pour le condamné, tant au point de vue de la considération que des incapacités qu'il a pu encourir, et de l'aggravation qui pourra s'en suivre en cas de récidive. En un mot, l'amnistie suspend l'effet des lois à l'égard des infractions qu'elle efface, tandis que la grâce se borne à empêcher, au profit du particulier, l'exécution totale ou partielle d'une peine.

L'amnistie est provoquée par des considérations purement politiques : la grâce puise ses motifs dans la clémence du souverain ou dans le repentir du condamné. Enfin l'amnistie doit être votée par une loi ; la grâce est accordée par le Président de la République.

CHAPITRE IV

Caractères et Effets de l'Amnistie.

§ I. — *Caractère obligatoire de l'amnistie.*

Comme la grâce et avec plus de raison que la grâce, l'amnistie s'impose. Son effet est *obligatoire* et absolu ; elle ne peut être refusée par ceux qui doivent en profiter, alors même qu'ils offriraient la preuve de leur non culpabilité ; car c'est une mesure d'ordre public, et on ne comprendrait pas l'intérêt qu'ils auraient à se purger d'un fait auquel la loi ôte toute idée de délit. En supposant même que cet intérêt existât, cela ne suffirait pas pour leur permettre de réveiller des débats irritants, que le pouvoir a voulu éteindre dans leur source (1). Il y a peut-être bien, comme le fait remarquer M. Faustin Hélie (2), quelque chose d'injuste à ravir à un prévenu qui se croit innocent le droit de faire proclamer cette innocence ; mais l'amnistie est un acte politique, elle n'apparaît que lorsque de graves considérations sociales la réclament, et les intérêts privés doivent fléchir devant elle. D'ailleurs l'amnistie est accordée par une loi, et une loi doit être obéie.

(1) RAUTER. *Dr. crim.*, n° 868. — CHAUVEAU et HÉLIE. *Journ. de Dr. crim.*, IX, p. 136. — MANGIN, n° 448 et note. — BERTAULD. *Dr. pén.*, leçon 24.

(2) FAUSTIN HÉLIE. *Inst. crim.*, t. III., p. 754.

§ II. — *De l'irrévocabilité de l'amnistie.*

Elle est en outre *irrévocable*. Il paraît inadmissible que l'autorité qui l'a accordée puisse la rapporter, autrement la sécurité qu'il est dans son rôle de donner aux délinquants amnistiés serait illusoire. Nous admettons volontiers la révocabilité de la grâce, mais la grâce ne dérive pas, comme l'amnistie, d'une nécessité politique, et n'a pas pour but de rétablir la paix sociale. C'est une faveur provoquée par des considérations personnelles à ceux qui en sont l'objet, qui ne touche en rien à la condamnation, et ne se rapporte qu'à l'exécution de la peine ; on comprend dès lors qu'elle puisse être retirée à ceux qui s'en rendent indignes. L'amnistie, au contraire, est une mesure d'ordre public ; ce qu'elle veut, c'est l'oubli du passé, l'apaisement, et la seule possibilité de sa révocation risquerait de compromettre la sécurité publique en tenant en éveil des passions dangereuses, des sentiments de haine qui n'attendent le plus souvent qu'un prétexte pour éclater.

§ III. *Amnisties entières et partielles.*

Elle est *entière* ou générale lorsqu'elle comprend un genre tout entier de délits et qu'elle ne renferme aucune exception, et *partielle* lorsqu'elle exclut toute une classe d'individus, comme, par exemple, les repris de justice ou certaines infractions ; ainsi la loi du 2 avril 1878, amnistiant toutes les infractions aux

lois sur la Presse et sur les réunions publiques, en excepte les délits d'outrage aux bonnes mœurs et de diffamation.

Sous l'empire des Chartes de 1814 et de 1830, où le droit illimité d'amnistie était exercé par le Roi, une exception aurait dû être expressément admise pour le cas où un ministre aurait été mis en accusation par la Chambre des Députés et traduit devant la Chambre des Pairs. M. Bérenger, qui soutint cette théorie à la Chambre des Pairs en 1834, s'appuya sur l'exemple de l'Angleterre, où il n'est pas admis que le pardon octroyé par le souverain puisse, suivant l'expression des publicistes anglais, *barrer* l'accusation des communes. Cette limitation aux prérogatives royales était, dit-il, implicitement contenue dans la Charte, car ce serait en vain que, par son article 47, elle aurait donné à la Chambre des Députés le droit d'accuser les ministres et de les traduire devant la Chambre de Paris, s'il était permis à la couronne de paralyser l'accusation par un pardon avant jugement. La même restriction s'imposait sous la Constitution du 14 janvier 1852, qui faisait de l'amnistie un attribut du pouvoir exécutif, et qui accordait à la Chambre des Députés le droit de mettre les ministres en accusation pour être jugés par la Haute Cour de justice. Cette question ne se pose pas aujourd'hui, puisque le droit d'amnistie appartient au pouvoir législatif, à qui est réservé également le droit de mettre les ministres en accusation et de les juger ; mais il faudrait logiquement la résoudre dans le sens de l'exception si le droit d'amnistie rentrait un jour dans les attributions du chef de l'Etat.

§ IV. *Amnisties absolues et conditionnelles.*

L'amnistie est *absolue* ou *conditionnelle*, selon qu'elle n'impose aux amnistiés aucune condition, ou qu'elle les soumet à l'accomplissement de quelques charges. Si des conditions ou des restrictions, telles que la réserve de l'interdiction de séjour, sont imposées, les autorités administrative et judiciaire, qui ont pour mission, chacune dans sa sphère, de procurer l'application des lois, doivent les respecter. Vainement dirait-on que la condition ou la restriction, quelle qu'elle soit, conserve les traces de l'accusation et du jugement, et qu'il est illogique de faire produire un effet quelconque à une condamnation qui est radicalement abolie. Il ne faut jamais perdre de vue que l'amnistie est un acte politique bien plus que judiciaire, que son étendue n'a été déterminée par aucun texte, et que l'intérêt de l'Etat, qui exige l'amnistie, peut exiger aussi des conditions de sécurité dont l'omission serait dangereuse. Le pouvoir a le droit de proclamer l'amnistie, il a aussi celui d'imposer des conditions sans l'admission desquelles il serait obligé de renoncer à la clémence. « Le souverain, dit Mangin (1), peut mettre
« aux amnisties qu'il accorde les restrictions qu'il
« croit être dans l'intérêt de l'Etat et de la justice ; il
« peut excepter ceux qui ne rempliront pas dans tel
« délai telles ou telles conditions ».

(1) MANGIN. *Act. civ. et act. publ.*, n° 445,

§ V. — *Effets de l'amnistie à l'égard des tiers.*

Disons enfin que l'amnistie laisse intacts les droits des tiers. C'est là un vieux principe reconnu par le droit Romain et par notre ancienne législation (1). L'amnistie a pour but unique d'enlever au fait son caractère délictueux ; elle ne peut lui enlever son caractère dommageable ; elle laisse donc subsister les actions en réparation du dommage causé par les infractions amnistiées, et les tiers lésés conservent tous leurs droits. Il peut arriver cependant que l'intérêt général exige une dérogation à cette règle ; la loi d'amnistie déclarera alors que les actions privées seront éteintes, mais à la charge, par l'Etat, d'indemniser les personnes lésées ; ce sera une sorte d'expropriation pour cause d'utilité publique. Mais, dans aucun cas, une loi de pardon pour les uns ne devra être une cause de spoliation pour les autres.

CHAPITRE V

Légitimité de l'amnistie.

Critiques auxquelles l'amnistie a donné lieu.

§ I. — *Légitimité de l'amnistie.*

Les circonstances et les nécessités politiques établissent seules la légitimité de l'amnistie. L'histoire de tous les peuples offre de nombreux exemples d'amnis-

(1) L. 9. Code *ad legem corn. de falsis*.

ties générales accordées après de graves dissensions pour ramener la concorde ; il est des temps en effet où l'intérêt social, ordinairement inflexible, exige lui-même que la justice fasse place à l'oubli. Provoquée par des considérations purement politiques, l'amnistie rappelle ces moments de discordes civiles durant lesquelles les partis se forment, s'arment pour le triomphe de leurs passions, se combattent et se proscrivent les uns les autres, jusqu'à l'instant où le vainqueur cherche à consolider sa puissance par un acte de pardon.

L'importance d'une amnistie est facile à comprendre. Si le Souverain, et par ce mot nous entendons le pouvoir social, l'accorde avec précipitation, il ranime ses adversaires et leur rend l'espérance ; s'il la refuse avec obstination, ses ennemis trouvent dans ce refus le moyen d'ébranler l'affection et la fidélité de ses sujets, car il leur est alors facile de le représenter comme un chef implacable qui sacrifie le repos de l'Etat au plaisir de se venger. C'est donc à bien distinguer les circonstances dans lesquelles une amnistie peut être utile de celles dans lesquelles elle peut être dangereuse, que les souverains et leurs conseillers doivent s'appliquer.

La société a-t-elle plus d'intérêt à ce que les rebelles soient punis qu'à ce qu'ils soient pardonnés ? Suivant la réponse, le Gouvernement, son mandataire, agira ou s'abstiendra, mais il ne consultera ni la générosité, ni la clémence, et ne devra pas se laisser guider par un sentiment purement désintéressé. Une amnistie, quelles que soient les circonstances au milieu desquelles elle est proclamée, doit toujours être considérée comme une infraction à ce principe, éternel

fondement des sociétés, qui veut que toute attaque contre les lois soit réprimée et punie; or, une infraction aussi grave ne trouverait pas son excuse dans la sensibilité du souverain; l'intérêt public, l'utilité générale, voilà son véritable motif, sa seule cause.

L'amnistie a une puissance bien plus absolue qu'une loi ordinaire puisqu'elle anéantit les condamnations passées en force de chose jugée, et nous savons que la force d'abrogation d'une loi nouvelle ne peut aller jusque là (1). Mais, nous le répétons, c'est une mesure essentiellement politique, qui rentre dans les attributions du pouvoir social comme le droit de faire des lois, de signer des traités, de déclarer la guerre, etc. La nécessité est sa raison d'être; il y a en effet des époques, et notre histoire contemporaine n'en offre que trop d'exemples, où les passions sont si vives, les luttes des partis si prolongées, leurs victoires si multipliées, qu'à moins d'éterniser les haines et les dissensions civiles, il faut que le pouvoir social arrête, à un moment donné, l'action de la justice. Il faut que, profitant du moment opportun, il jette un voile sur toutes les erreurs du passé, et, par un acte de clémence habile, calme les passions irritées et concilie les esprits. Il en a parfaitement le droit. La peine n'est légitime que parce qu'elle est utile comme sanction du commandement fait pour le bon ordre social, et elle est établie uniquement dans l'intérêt de la société; si, loin d'exiger la répression de certains faits, cet intérêt

(1) DEMOLOMBE. Tom. I, n° 65. — DURANTON. Tom. I, page 48.
— MERLIN. *Répertoire*, tome XVI, page 287.

commande de les laisser dans l'oubli, si la répression de ces faits doit causer une agitation profonde et devenir un sujet de trouble, le pouvoir social doit fermer les yeux. Il ne doit pas user d'une rigueur inflexible, puisqu'au lieu d'être une protection, cette rigueur deviendrait un danger pour la société qu'il a mission de diriger et de protéger.

§ II. — *Critiques auxquelles l'amnistie a donné lieu.*

Les lois d'amnistie ont, comme toutes les lois humaines, donné lieu à de vives critiques et soulevé des protestations souvent injustes. Pour ne citer qu'un fait qui remonte à moins d'un demi-siècle, nous rappellerons le refus, motivé sur la situation politique de la France, par lequel des exilés illustres ou obscurs, répondirent en 1859, à l'amnistie générale (1) qui suivit la guerre d'Italie. Les proscrits qu'elle visait se demandèrent « s'il fallait l'accepter au risque de donner
« à l'homme du 2 Décembre le droit de dire qu'il avait
« pardonné à ses ennemis et que ceux-ci, convaincus
« de leur impuissance, étaient rentrés comme des
« brebis égarées au bercail, ou bien la repousser au
« nom de la justice (2) ». Tandis que Ledru-Rollin conseillait à son parti de l'accepter et de rentrer en France pour mieux servir la cause républicaine, Madier de Montjau écrivait : « Ce serait faire amende

(1) Amnistie du 15 août 1859 « accordée à tous les individus condamnés pour crimes ou délits politiques ».

(2) Taxile DELORD. *Histoire du second Empire*, tom. II, page 580.

« honorable que d'accepter un pardon pour le devoir
« accompli, la liberté et le droit de la patrie défendus »
et Victor Hugo ajoutait : « Quand la liberté rentrera,
« je rentrerai. »

Mais, à part les jugements portés par des cœurs aigris, les amnisties, prises de haut, sont des actes qui marquent dans la vie des gouvernements et des peuples. L'impartialité de l'histoire, la vérité et la justice exigent qu'on ne voie en elles, abstraction faite du système politique sur lequel il est permis de différer d'opinion, que des actes de clémence et d'oubli et, dût un gouvernement être certain d'avance qu'il ne s'assurera pas la gratitude de ceux-là mêmes qui bénéficieront d'une amnistie, ce serait encore pour lui un beau rôle de se montrer généreux et de pratiquer le pardon des injures.

CHAPITRE VI

Modifications à apporter au régime actuel de l'amnistie.

Nous avons dit que l'amnistie est un acte politique et qu'il appartient au pouvoir législatif d'en exercer le droit. D'autres faits que les faits politiques peuvent-ils être l'objet d'une amnistie ? Y a-t-il lieu d'en maintenir l'attribution aux Chambres ? Telles sont les deux questions que nous allons étudier ; nous examinerons par là même les modifications dont le système actuellement en vigueur peut paraître susceptible.

§ I. — *A quels faits doit-on appliquer l'amnistie ?*

Si nous passons en revue les nombreuses amnisties qui ont été accordées depuis un siècle, nous constatons qu'elles ont compris des délits de toute nature, depuis le crime qui met la société en péril jusqu'aux simples contraventions, et même jusqu'aux décisions disciplinaires de la garde nationale. Il est certain que le domaine de l'amnistie s'étend partout où la clémence, l'oubli ou le pardon peuvent produire d'heureux effets, et c'est pénétré de cette idée que M. Carnot (1) dit que : « le pouvoir d'amnistier, qui appartient au Roi, ne peut-être limité à aucune espèce de crime en particulier, mais est et doit être général. »

Cette théorie, inattaquable au point de vue des principes, doit-elle être dans la pratique, appliquée d'une manière aussi étendue ? L'amnistie, nous sommes obligé de le redire, est une mesure toute politique ; dans les troubles civils, beaucoup d'hommes ne sont qu'égarés et méritent de l'indulgence ; on ne peut, dans aucun cas, les confondre avec les auteurs des crimes de droit commun contre lesquels toute société est en droit de se défendre. Cela est si vrai que les délits politiques et les délits de droit commun entraînent des peines différentes qui ont leurs carac-

(1) CARNOT. *Instr. crim.*, tome III, page 615. — Voyez aussi MERLIN. *Répert.* V. abolitions générales et LE SELLYER, n° 2154.

tères propres. Le déshonneur qui s'attache à la peine des travaux forcés n'existe pas au même degré pour la déportation simple, car ainsi que l'a dit fort justement M. Guizot (1) « l'immoralité des infractions politiques
« est d'un genre tout spécial ; elle n'est ni aussi claire,
« ni aussi immuable que celle des crimes privés ; elle
« varie selon le temps, les événements, les droits et
« les mérites du pouvoir. ... La criminalité des crimes
« politiques expire aux frontières d'un Etat.... La
« légitimité de la loi politique est purement conven-
« tionnelle et n'est point immuable comme les lois de
« la conscience. »

Aucun des motifs qui justifient l'amnistie en matière politique ne saurait être invoqué en faveur des auteurs des délits de droit commun que la grâce et la réhabilitation peuvent d'ailleurs toujours atteindre.

« Rien de plus étrange, fait observer M. Garofalo,
« que l'amnistie pour les délits communs, c'est-à-dire
« la grâce faite en masse à toute une classe de délin-
« quants auxquels on dit : « Ce qui était hier un délit,
« et ce qui le sera demain, ne l'est pas pour aujourd'hui
« seulement ». Car l'amnistie abolit le délit lui-même,
« c'est une formule assez humoristique, mais qui sert
« cependant à détruire dans les casiers judiciaires
« toute trace de méfait, de sorte que le récidiviste n'en
« est plus un parce que le gouvernement l'a décidé
« ainsi ! Fort heureusement de nos jours, dans les
« Etats les plus éclairés, on abuse très peu de ce droit

(1) GUIZOT. *La peine de mort en matière politique.*

« d'amnistie, et il faut espérer que dans quelque temps
« il n'en sera plus question » (1).

Je sais bien que certains délits ou contraventions d'une nature toute spéciale tels que les délits forestiers, les faits de presse, de pêche, de chasse, de voirie, d'octroi et quelques infractions militaires ne présentent pas toujours le caractère odieux des délits ordinaires de droit commun. Quelques-uns cependant dénotent chez leurs auteurs un degré de culpabilité assez grave pour les rendre passibles d'un emprisonnement qui peut aller jusqu'à deux et même quatre ans (2).

Dira-t-on que les lois d'amnistie ne seront pas appliquées à ces derniers faits ? mais alors il faudra établir des distinctions, poser des limites, et décider en matière de chasse, par exemple, que l'amnistie comprendra tel fait particulier et excluera tel autre. En vertu de quel principe se livrera-t-on à ces opérations purement arbitraires ? Ne vaut-il pas mieux, n'est-il pas plus logique de décider que, si les auteurs de quelques délits peu graves, paraissent à un moment donné mériter une mesure de clémence, les Parquets les signaleront, sur sa demande, au ministre de la justice qui fera rendre en leur faveur un décret de grâces collectives ?

Nous pensons donc que l'amnistie ne doit pas comprendre les délits de droit commun.

(1) GAROFALO. *La criminologie*, pag. 400.

(2) Voir notamment les lois du 3 mai 1844 sur la chasse, art. 12 et 14 (2 et 4 mois), 13 et 14 (2 et 4 ans); la loi du 15 avril 1829 sur la pêche, art. 25, 69, et 70 (3 et 6 mois); le code forestier, art. 56, 76 et 78 (15 jours), art. 194 et 195 (1 mois).

§ II. — *A qui l'exercice du droit d'amnistie doit-il appartenir ?*

Le droit d'amnistie, attribué à l'Empereur par le Sénatus-Consulte des 25 et 30 décembre 1852, a été, ainsi que nous l'avons dit, restitué au pouvoir législatif par la loi constitutionnelle du 25 février 1875, et cette attribution, il faut bien le reconnaître, est conforme aux principes du droit : « L'amnistie » disait M. Dupin à propos de l'article 55 de la constitution de 1848, « doit être un acte législatif parce qu'au lieu de
« venir simplement après justice faite, comme la
« grâce, elle peut être demandée quelquefois, et elle
« l'est le plus souvent, avant que des poursuites aient
« été faites, et en vue de les arrêter, en vue par consé-
« quent d'empêcher l'exécution des lois, et il n'y a
« qu'une loi qui puisse accorder cette dispense » (1).

Mais les inconvénients pratiques de ce système sautent aux yeux. Le plus grand mérite de l'amnistie est son opportunité ; c'est une mesure qui, pour être utile, ne doit être ni devancée, ni ajournée : or, le pouvoir exécutif, vers lequel tous les pouvoirs convergent, peut, mieux que tout autre, préciser le moment opportun. Il y a un à-propos qu'une politique habile ne doit pas laisser échapper ; or, si les Chambres sont séparées, si des circonstances impérieuses ne permettent pas de les réunir, il faudra qu'en présence d'un besoin peut-être universellement reconnu, d'une

(1) *Moniteur* de 1848.

nécessité qui domine tout, la société demeure spectatrice impuissante d'un mal auquel il lui est impossible de porter remède. Cela ne paraît pas admissible.

Ne sait-on pas d'ailleurs combien les questions d'amnistie sont délicates et susceptibles de soulever des débats irritants ? On voit, par ce qui se passe chaque jour, dans nos assemblées législatives, à quelles discussions violentes peuvent donner lieu les questions les plus simples en apparence. Que sera-ce pour une mesure de cette importance où il faudra peser les faits, les erreurs, les crimes de chacun, et où beaucoup viendront, dans un amendement, déposer leurs haines privées ? Précédée de débats publics, souvent longs, toujours passionnés, l'amnistie risquera de ne plus produire les effets salutaires qu'on en attend.

L'initiative parlementaire ne présente en cette matière, aucun avantage : elle offre, au contraire, de très sérieux dangers. Une opposition malveillante peut, à tout instant, déposer des propositions d'amnistie inopportunes, réveiller les passions et faire encourir au Gouvernement, dont le devoir sera de les repousser, la défaveur du rejet d'une mesure presque toujours populaire, parce qu'elle répond à des sentiments généreux.

L'amnistie tient intimement à la politique ; la question de savoir à qui appartient le droit de la prononcer ne doit donc pas se décider uniquement par la déduction des principes du droit. Ne peut-on pas d'ailleurs admettre l'idée d'une délégation du droit d'amnistie faite au chef de l'Etat par le pouvoir législatif ? surtout sous une forme de gouvernement où le chef du

pouvoir exécutif, loin d'avoir une situation qui lui est propre comme aux Etats-Unis où le Président est choisi par des électeurs spéciaux, et même en France, en 1848, où il émanait du suffrage universel direct, est l'élu du pouvoir législatif lui-même (1).

Mais cette délégation, elle lui a été faite expressément par les lois des 3 mars 1879, 11 juillet 1880 et 19 juillet 1889, en tant qu'elles ont accordé l'amnistie aux condamnés qui seraient graciés, dans un certain délai, par le Président de la République. En fait, dans ces trois lois, n'est-ce pas le chef de l'Etat seul qui a accordé l'amnistie, puisque la manifestation de sa volonté en a été la condition indispensable, et qu'elle a pu s'exercer sans contrôle ? Les lois de 1879 et de 1880 avaient pour objet principal les individus condamnés pour avoir pris part aux événements insurrectionnels de 1871. La complexité des faits visés par ces lois, les termes larges dont on avait été obligé de se servir, rendaient nécessaire un choix à faire parmi les coupables afin d'écarter ceux qui s'étaient signalés par l'atrocité de leurs crimes ou proclamés les ennemis d'une société qu'ils voulaient détruire. Cette classification exigeait l'étude du dossier de chaque condamné, et le Gouvernement seul, par l'intermédiaire de ses fonctionnaires, pouvait se livrer à ce travail que le parlement était dans l'impossibilité absolue d'aborder. Quant aux déserteurs et aux insoumis des armées de terre et de mer amnistiés par la loi du

(1) Loi du 25-28 février 1875, art. 2.

19 juillet 1889, il fallait aussi, pour ne pas affaiblir l'idée du devoir militaire, qu'un choix fût fait par les ministres chargés de la direction et de la responsabilité de la défense nationale, et c'est pour cela que, par son article 3, elle déclare amnistiés ceux-là seuls qui seront, avant le 1^{er} janvier 1890, l'objet d'une décision gracieuse du Président de la République. Telle a été la raison d'être de ces mesures de clémence mixtes, collectives et personnelles à la fois, œuvre tout ensemble du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif.

Ce n'est donc pas, nous le répétons, par les déductions rigoureuses des principes du droit que la question, toute politique, de savoir à qui il appartient de prononcer des amnisties doit se décider. Ce qu'il faut avant-tout, c'est éviter que l'amnistie, qui est une mesure de clémence, devienne une arme de guerre entre les mains d'adversaires politiques et un sujet d'excitation pour des passions dangereuses, et ce n'est certainement pas en la soumettant à la discussion publique des Chambres qu'on obtiendra ce résultat.

CONCLUSION

Nous avons exprimé la pensée que l'amnistie doit être réservée aux seuls faits politiques. Nous sommes également d'avis que son exercice doit être attribué au chef de l'Etat, mais avec cette restriction, adoptée par plusieurs puissances étrangères, que l'amnistie ne sera jamais accordée aux ministres qui auraient été mis en accusation par les Chambres.

Peut-être est-il utile de faire remarquer que chacun

des actes du Président de la République devant être contresigné par un ministre (art. 3, loi constitutionnelle du 25 février 1875), nous trouvons dans la responsabilité ministérielle le remède à l'abus que le chef de l'Etat serait tenté de faire de sa prérogative.

Si le changement d'attribution que nous proposons ne paraissait pas opportun, nous voudrions au moins que le droit d'initiative en cette matière fût refusé aux Chambres et qu'elles n'eussent à délibérer que sur les projets de loi d'amnistie présentés par le gouvernement.

Ces modifications, en excluant de l'amnistie les délits et les crimes de droit commun et en élargissant les pouvoirs et la responsabilité du Président de la République, auraient incontestablement pour effet de fortifier la répression. C'est à ce point de vue plus spécial que nous nous plaçons pour émettre le vœu qu'elles soient adoptées.

TITRE V

DU DROIT DE GRACE

Nous arrivons aux immunités individuelles ou personnelles qui sont postérieures aux décisions judiciaires (1). Elles aboutissent toutes au droit de grâce qui, dans son sens grammatical, comprend tous les actes de clémence exercés en faveur de ceux qui ont été condamnés pour avoir violé les lois pénales. Ces actes revêtent différentes formes : la grâce proprement dite, la libération conditionnelle, le sursis et la réhabilitation, auxquels il faudra sans doute ajouter bientôt les circonstances très atténuantes, les lois de pardon, d'avertissement et de réprimande. Le droit d'asile lui-même touchait de très près au droit de grâce ; il changeait en effet en asile temporaire avec assignation de résidence, la peine de mort que le

(1) La prescription de la peine a fait l'objet du Titre 1, chapitre 3, 2^e section.

meurtrier involontaire aurait encourue si l'on se fût tenu strictement à la loi, et cette sorte de commutation de peine offrait ce caractère particulier qu'elle était soumise à une condition potestative de la part de son auteur.

Nous avons parlé de l'amnistie qui supprime l'infraction, la poursuite, le jugement, en un mot tout ce qui peut être détruit. Nous allons nous occuper de la grâce, de la libération conditionnelle, du sursis et de la réhabilitation par lesquels se manifeste la clémence à l'égard de ceux que la justice a frappés. Dans son sens juridique, la grâce désigne plus spécialement la remise de la peine, par opposition à la libération conditionnelle qui en modifie la durée, à la loi de sursis qui en suspend l'exécution, et à la réhabilitation qui fait cesser les incapacités et efface la condamnation elle-même. Nous les examinerons successivement.

CHAPITRE PREMIER

Définition et historique du droit de grâce.

La grâce est un acte de clémence qui intervient après la constatation et l'appréciation de l'infraction pour faire au condamné remise de sa peine ou pour en atténuer la rigueur ; dans ce dernier cas, la grâce prend le nom de commutation. Victor Hugo l'a définie : « La rectification sublime que fait à la justice d'en bas la justice d'en haut » (1).

(1) Citation de M. THURIET, avocat général à Besançon, discours de rentrée du 16 octobre 1902.

Elle était, à Athènes, accordée par l'assemblée du peuple; c'est ainsi que furent graciés Aristide, Alcibiade et Démosthènes. On l'appelait abolition à Rome et elle comprenait : l'abolition privée, *abolitio privata*, qui faisait remise à l'accusateur de bonne foi de la peine qu'il avait encourue pour accusation fausse, elle était accordée par le juge *actore postulante*; la *Deprecatio* qui était accordée au coupable, aussi sur sa demande, et l'affranchissait de la peine sans effacer le fait, ni le stigmate de l'infamie; et l'abolition légale, *abolitio ex lege* qu'entraînait la mort de l'accusateur, ou toute autre cause venant mettre obstacle au jugement de l'accusation : *accusatore mortuo, vel ex justà causâ impedimento quominus accusare possit*. C'était une sorte d'excuse justificative, analogue à celle de l'article 64 de notre Code pénal; elle détruisait la culpabilité et entraînait l'absolution. Cette dernière abolition n'a aucun rapport avec la grâce (1).

Notre ancienne jurisprudence distinguait trois espèces de lettres de grâce : les lettres d'*abolition*, les lettres de *rémission*, et les lettres de *pardon* (2). Les lettres d'*abolition* étaient accordées par le roi pour un crime capital; elles pouvaient être obtenues même avant la sentence et avaient l'effet d'une amnistie individuelle, au moins très fréquemment. L'usage de

(1) *Pauli sententiæ*, lib. 5, tit. 7. — Code, livre 9, titre 42, de *abolitionibus*, lois 2 et 3. — Code, livre 9, titre 43, de *generali abolitione*, loi 3.

(2) POTHIER. *De la Procédure criminelle*, sect. VII, art 238 § 8.

ces lettres devint tellement abusif que Louis XIV, par son ordonnance de 1670, déclara qu'il n'en serait plus accordé pour certains crimes spécifiés; tels que le duel, l'assassinat, etc. Les lettres de *rémission* étaient accordées pour les homicides commis involontairement, ou dans la nécessité d'une légitime défense de la vie. Quant aux lettres de *pardon* « elles étaient « scellées pour les cas esquels il n'écheoit peine de « mort, et qui néanmoins ne peuvent être excusez(1) ». On connaissait aussi les lettres de *rappel de ban* ou de *galères* et les lettres de *commutation* en général (2). Ces différentes lettres tenaient à la fois de l'amnistie et de la grâce. Le titre XVI de l'ordonnance de 1670 est tout entier consacré à l'organisation de la Procédure en cette matière.

Le Code pénal de 1791, dans son article 13, supprima le droit de grâce. L'Assemblée constituante, dans son enthousiasme pour l'institution nouvelle du jury et son amour ardent de l'égalité civile, n'en concevait ni la justice, ni l'utilité. Cédant à la crainte d'affaiblir la force de la loi, elle ne vit dans l'usage du droit de grâce que les abus qui pouvaient en être faits, et, au lieu d'en régulariser l'emploi, elle préféra l'anéantir. Rétabli par le sénatus-consulte du 16 thermidor au X, titre X, ce droit a été maintenu par les Chartes de 1814, article 67 et de 1830, article 58; par les constitutions de 1848, article 55 et de 1852, article 9; par le sénatus-consulte constitutionnel des 25 et 30 décembre 1852,

(1) Ordonnance de 1670, tit. XVI, art. 4, 2, 3.

(2) Ordonnance de 1670, tit. XVI art. 5 et suiv.

article premier, et enfin par la loi constitutionnelle du 28 février 1875, article 3, aux termes duquel le droit de grâce est exercé par le Président de la République.

La grâce est le suprême recours du condamné ; elle est en tout pays, l'attribut de la souveraineté. Le droit de faire grâce se rattache au droit de rendre la justice, et plus spécialement au droit de punir. « C'est, « dit M. Guizot, un débris du droit de justice, un « reste du temps où les princes, jugeant eux-mêmes, « pouvaient, suivant l'occasion, condamner ou « absoudre » (1).

Sous le régime du droit divin, les Rois exercent seuls ce droit qui semble en effet, par son élévation, ne pouvoir appartenir qu'à la divinité. Les hommes condamnent, Dieu absout ; la grâce n'est qu'un reflet de Dieu ; elle exprime à la fois la bonté qui pardonne et la puissance qui peut tout.

Dans les monarchies constitutionnelles, le droit personnel de grâce appartient aussi au Roi, et le droit général d'amnistie est quelquefois attribué aux Chambres législatives, sur la proposition du gouvernement.

Sous les Républiques, où le souverain est le peuple, il semble qu'il ne puisse y avoir que le peuple qui ait à exercer ce droit régalien. Mais comme cet exercice est impossible à cause de la grande multitude des citoyens, quelques publicistes ont émis l'avis que le principe et la forme de ce gouvernement abolissaient

(1) GUIZOT. *De la peine de mort*. — Ch. X, *du droit de grâce*, page 166.

implicitement le droit de grâce. D'un autre côté, on s'est dit que, la vie et la liberté de l'homme devant être sauvegardées plus précieusement encore sous la République que sous une Monarchie, il fallait ouvrir ou plutôt entr'ouvrir une porte par où pourraient s'échapper, après une condamnation, soit injuste, soit trop rigoureuse, l'innocence et le repentir, et l'on a imaginé cette fiction légale suivant laquelle le peuple délègue le droit de grâce qui lui appartient, au chef du gouvernement qui lui-même est son élu, soit pour l'exercer tout seul, soit pour l'exercer après avoir pris l'avis préalable du conseil d'Etat.

Sous la constitution de 1848, le Président de la République ne pouvait faire grâce sans l'avoir d'abord consulté, mais il n'était pas lié par son avis qui énervait plutôt qu'il ne soulageait la responsabilité du chef de l'Etat. Comme il s'agit, dans ces sortes d'affaires, d'appréciations personnelles, de renseignements secrets et de circonstances fugitives, un Conseil d'Etat, quelle que soit son habileté, est peu propre à donner son opinion. Il gêne le Gouvernement par ses hésitations et par ses lenteurs plus qu'il ne l'éclaire par ses lumières, et cela dans une matière où le chef de l'Etat a besoin de toute la liberté de sa conscience et de ses mouvements. Aussi n'est-ce pas sans raison que la Constitution de 1852 et la loi de 1875 l'ont dégagé de cette entrave.

La loi du 17 juin 1871 sur l'exercice du droit de grâce, après avoir délégué ce droit au président de la République (art. 2) ajoutait : « Néanmoins la grâce
« ne peut être accordée que par une loi aux minis-

« tres et autres fonctionnaires ou dignitaires dont la
« mise en accusation a été ordonnée par l'Assemblée
« nationale. » (art. 3). Cette disposition n'a pas été
reproduite par la loi constitutionnelle de 1875, et le
Président de la République exerce aujourd'hui le droit
de grâce dans toute sa plénitude.

On l'avait vu cependant en 1871, à l'occasion des
faits se rattachant à la dernière insurrection, à Paris
et dans les départements, demander lui-même la par-
ticipation du pouvoir législatif à l'exercice de ce droit.
Ce fut, dit M. Batbie, dans son rapport à la Chambre,
« sur le désir témoigné par le chef du pouvoir exé-
« cutif d'associer l'Assemblée nationale à sa respon-
« sabilité » que l'Assemblée intervint dans l'exercice
du droit de grâce; elle l'abandonna pleinement à
M. Thiers pour les crimes de droit commun, mais le
subordonna à un accord avec elle pour les crimes de
la Commune (1) En vertu de cet accord, 2.649 grâces
furent accordées aux insurgés arrêtés à Paris, et sur
110 condamnés à mort, 84 eurent la vie sauve (2).

(1) Voir le rapport fait au nom de la Commission chargée
d'examiner le projet de loi sur l'exercice du droit de grâce, par
BATBIE (14 juin 1871) et la loi du 17 juin 1871.

(2) Pendant la dernière semaine de la guerre civile, tandis
que nos troupes reprenaient Paris pied à pied, et que, dans
les convulsions de son agonie, la Commune y mettait tout à
feu et à sang, les représailles avaient été terribles, mais
aussitôt l'action terminée : « Il faut, avait dit le chef du pou-
voir exécutif avec l'assentiment unanime de l'Assemblée, il
« faut que l'expiation ait lieu au nom de la loi et par la loi ». C'était imposer aux Tribunaux militaires, seuls compétents en
vertu de l'état de siège, une tâche immense et sans exemple.
Ils la remplirent en assurant aux insurgés les garanties d'une

CHAPITRE II

Législation étrangère.

Presque dans tous les pays, le droit de grâce appartient au chef de l'Etat. Il en est ainsi dans les Empires et Royaumes d'*Allemagne*, d'*Angleterre*, d'*Autriche*, de *Russie*, de *Belgique*, d'*Italie*, d'*Espagne*, de *Portugal*, de *Grèce*, de *Dannemark*, de *Suède*, de *Norvège*, de *Serbie* et des *Pays-Bas*. Le Président des *Etats-Unis* exerce aussi ce droit, mais seulement à l'égard des infractions commises contre les Etats-Unis. Seule la *Suisse* fait exception à cette règle; les grâces y sont accordées par les Conseils cantonaux, sur avis du pouvoir exécutif, toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'infractions intéressant la Confédération tout entière; au cas contraire, ce sont les Chambres fédérales qui statuent.

De toutes les Constitutions monarchiques d'Europe, c'est celle des *Pays-Bas* qui apporte le plus de restrictions au pouvoir du Roi de faire grâce. Il doit, suivant

bonne justice. La Commission paracheva leur œuvre : sur 38.000 insurgés arrêtés à Paris, 9.576 ayant été condamnés, et 6.536 s'étant pourvus en grâce, la peine de 2.649 fut remise ou commuée; sur 110 condamnés à mort, 84 eurent la vie sauve; 26 seulement furent exécutés, savoir : un provocateur à la révolte ayant embauché des soldats, cinq soldats ayant déserté et tourné leurs armes contre leurs camarades et leurs chefs, vingt assassins et incendiaires (a).

a) Rapport sur les travaux de la Commission des grâces présenté par MM. MARTEL et Félix VOISIN, le 20 décembre 1875, et rapport supplémentaire de M. MARTEL (8 mars 1876).

la gravité des cas, demander l'avis préalable de la Cour suprême ou des juges qui ont connu de l'affaire (1). Dans les autres Etats, la seule restriction ordinairement apportée au droit de grâce vise les grâces dont pourraient bénéficier des ministres ou de hauts fonctionnaires jugés par des Tribunaux spéciaux correspondant à notre Haute-Cour de justice. En *Belgique*, le Roi ne peut gracier les ministres mis en accusation que sur la demande de l'une des deux Chambres (2). Nous trouvons des règles analogues en *Angleterre*, en *Autriche* et dans les royaumes de *Bavière*, de *Roumanie*, de *Serbie*, de *Grèce* et de *Danemark*. En outre la prérogative royale en Angleterre est, dans une certaine mesure, paralysée, en cas de meurtre, lorsque le coupable est poursuivi par la veuve ou les proches héritiers de la victime.

Quant à l'application du droit de grâce, elle est limitée dans le *canton du Tessin*, où elle ne peut remettre ni la pure détention, ni l'amende simple, ni l'amende avec réprimande. et dans le *canton de Thurgovie*, où elle ne s'applique, en matière de condamnations de droit commun, qu'à des peines dépassant trois ans de bague ou de réclusion (3).

En *Suède* et en *Norwège*, la grâce, au lieu d'être imposée au condamné, est facultative pour lui; il peut, à son gré, l'accepter ou la refuser (4); la constitution

(1) Constitution du 11 octobre 1841. Art. 66.

(2) Constitution du 7 février 1831. BARD et ROBIQUET. *La Constitution de 1875*, 2^{me} édition, p. 352.

(3) Carl STROOS. *Les Codes pénaux suisses*, 1890.

(4) SURINGER. *Quatenus delinquenti liceat gratiam recusare*, 1845.

norvégienne lui donne expressément ce droit. Dans les *cantons de Berne* et de *Zug*, la possibilité du refus est restreinte au seul cas de commutation de peine. Enfin, la grâce est révocable en *Belgique* où les réductions de peine ne sont jamais que conditionnelles, de telle sorte que les détenus qui n'ont pas continué à se bien conduire peuvent être privés *de tout ou partie des réductions à eux accordées* (1).

CHAPITRE III

La grâce et la libération conditionnelles.

L'application de la loi de sursis et l'usage de plus en plus large de la libération conditionnelle créée par la loi du 14 août 1885 ont progressivement diminué le chiffre des grâces, tant collectives qu'individuelles, accordées chaque année : de 1884 à 1898 le nombre en est tombé de 6.213 à 2.225, tandis que le nombre des libérations conditionnelles, de 147 en 1886, s'élevait à 1.585 en 1898 (2). Il faut reconnaître aussi, bien que la grâce ait toujours son utilité et sa sphère d'action propre, que la libération conditionnelle est un procédé bien préférable et qui offre à la société plus de garanties. Mais les cas auxquels elle s'applique sont limités aux peines temporaires privatives de la liberté, subies

(1) Arrêté du Gouvernement belge (Juillet 1831).

(2) Georges VIDAL, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 2^e édition, 3^e fascicule.

en France ou en Algérie, et supérieures à trois mois de prison, c'est-à-dire aux travaux forcés à temps (6), à la détention, à la réclusion, à l'emprisonnement et à la peine militaire des travaux publics ; encore faut-il que les détenus aient subi la moitié ou, s'ils sont récidivistes, les deux tiers de leur peine. Elle n'est par conséquent pas applicable à la peine de mort, ni aux peines perpétuelles, pas plus qu'au bannissement, à l'interdiction de séjour et aux peines pécuniaires (1). Pour ces diverses peines, la grâce est donc nécessaire aujourd'hui comme autrefois ; elle reste pleine et entière, et seule elle peut légitimer le maintien de la peine capitale dans notre code.

Remarquons, en outre, que la libération conditionnelle ne peut agir que par voie de réduction de peine et non de commutation, et qu'elle n'accorde jamais la remise totale de la peine, puisque les condamnés ne peuvent être libérés conditionnellement avant d'en avoir subi la moitié ou même les deux tiers, s'ils sont récidivistes. Il y a évidemment là des situations auxquelles la grâce seule peut s'appliquer.

Enfin, si large que soit le texte de la loi du 8 juin 1895 sur la révision des procès criminels, il se présentera encore des cas où la révision, bien que réclamée par l'équité, ne sera pas possible en droit ; la grâce interviendra alors et suppléera à l'insuffisance de la loi.

(1) Les condamnés aux travaux forcés qui subissent leur peine dans les colonies pénitenciaires ont leur situation réglée par le décret du 18 juin 1880 qui, par application de la loi du 30 mai 1854, a institué une sorte de libération conditionnelle spéciale pour la transportation.

(2) La relégation fait exception à cette règle (loi du 14 août 1885, art. 2, § 5).

CHAPITRE IV

Quelques caractères de la grâce.

La grâce se distingue de l'amnistie en ce que, loin d'effacer l'infraction, la grâce la suppose nécessairement ; loin d'infirmer la sentence, elle la confirme en modifiant seulement quelques-uns de ses effets : *nec infamiam criminis tollit, sed pœnæ gratiam facit* (1).

La grâce est personnelle et ne s'applique qu'à des personnes déterminées par la condamnation qu'elles ont encourue ; elle ne peut intervenir qu'après le jugement, jamais avant. Enfin elle affranchit pour l'avenir des effets de la peine, sans cependant porter atteinte aux faits accomplis, et elle n'efface ni la faute, ni la sentence, ce qui a fait dire à Ovide exilé : *Pœna potest tolli, culpa perennis erit*.

§ I. — Elle s'applique à toutes les peines.

Toutes les peines sans exception, depuis la peine capitale jusqu'à la peine la plus infime, peuvent être remises par voie de grâce ; il n'y a plus, comme sous l'ancien régime, de crimes irrémissibles que le pardon ne pouvait atteindre parce qu'ils avaient été commis contre le Roi ou contre la Religion. Cela ne veut pourtant pas dire que le Président de la République puisse, sur ce point, suivre son bon plaisir ; il

(1) L. 3. *Cod. de generali abolitione*.

ne faut pas perdre de vue que le droit de grâce n'est pas un attribut, un privilège qu'il possède en propre et sans contrôle comme autrefois les Rois et dont il soit le maître de disposer à sa guise ; le chef du pouvoir exécutif n'est qu'un mandataire, aussi ne peut-il, à son tour, déléguer l'exercice de ce droit, et doit-il se soumettre à la réglementation administrative prescrite par l'usage pour l'instruction des recours. Cette réglementation, que la constitution ne rend pas obligatoire, mais que la tradition impose et à laquelle les Présidents de la République se sont toujours conformés, a pour but de les éclairer sur le bien fondé des demandes en grâce ; l'instruction en est faite, dans des conditions que nous n'avons pas à examiner ici, par les ministres de la justice, de la guerre ou de la marine, suivant que la condamnation émane des tribunaux de droit commun ou des juridictions militaires, et sur l'avis des ministres de l'intérieur, de la marine, des finances, de l'agriculture et des travaux publics, lorsqu'il s'agit de délits de presse ou d'association, de pêche maritime, de contrebande, de délits forestiers et de contraventions sur la police des chemins de fer (1).

Enfin le Président de la République doit faire countersigner les décrets de grâce par un ministre responsable devant les Chambres. Cette garantie d'une sage et judicieuse distribution des grâces résulte de l'article 3 *in fine* de la loi constitutionnelle du 25 février

(1) BREUILLAC, Des Recours en grâce, *La France Judiciaire*, 1884-1885, p. 199.

1875 ainsi conçue : « Chacun des actes du Président « de la République doit être contresigné par un « ministre. » Le droit de grâce ne fait pas exception à cette règle ; l'irresponsabilité politique du Président étant proclamée par notre constitution, le contreseing ministériel est nécessaire pour engager la responsabilité du gouvernement devant les Chambres. Il faut en conclure que le ministre ne signera pas à la légère des actes qui pourraient motiver un blâme et amener peut-être une crise ministérielle. Est-ce un bien ou un mal ? Il est difficile de se prononcer, car ce contrôle, qui a des avantages incontestables, peut devenir parfois une véritable mise en demeure, une injonction subordonnée à des considérations de partis et mêler ainsi la politique à des questions qui devraient y rester tout à fait étrangères.

§ II. — *Elle est obligatoire.*

La théorie, acceptée en Norvège, qui autorise l'acceptation ou le refus de la grâce par le condamné, est contraire aux vrais principes sur le droit de punir ; ce droit n'étant en effet qu'un moyen de sanction dont le pouvoir social dispose pour assurer l'exécution de son commandement, c'est à lui d'apprécier s'il est convenable ou non d'en user dans toute sa rigueur, et le coupable n'a aucun droit à la peine. De même qu'il ne peut forcer le ministère public à le poursuivre, de même aussi il ne peut le contraindre à une répression qu'il juge contraire à l'utilité sociale. Basée, comme le droit de punir, sur l'intérêt général, elle ne peut,

comme celui-ci, dépendre d'un intérêt particulier. Comment au surplus le condamné pourrait-il contraindre l'administration à exécuter contre lui la peine que celle-ci refuse de lui faire subir ? La grâce, qui est une faveur pour le condamné, intéresse aussi la société parce qu'elle importe à la moralité de la peine et à la dignité de la justice.

On comprend à la rigueur que des adversaires politiques, qui mettent un point d'honneur à ne rien devoir à leurs ennemis, s'élèvent contre le caractère obligatoire de la grâce qu'ils considèrent comme la reconnaissance du bien fondé de la condamnation ; mais ces raisons ne sauraient s'appliquer aux délits de droit commun, et d'ailleurs en quoi la grâce confirme-t-elle la culpabilité ? Celle-ci tient au jugement de condamnation, or la grâce n'exerce sur lui aucun effet, elle ne l'infirme ni ne le confirme ; son acceptation n'implique donc pas la reconnaissance du bien fondé de ce jugement. On protestera, si l'on veut, contre la grâce, mais on la subira (1). Si cependant un condamné gracié prétendait que, sous prétexte de commutation de peine ou de condition mise à la grâce, son sort a été en réalité aggravé, il pourrait attaquer le décret de grâce devant le Conseil d'Etat pour excès de pouvoir.

§ III. — *Elle est irrévocable.*

Enfin la grâce est irrévocable et, dans aucun cas, elle ne peut préjudicier aux droits des tiers. L'irrévo-

(1) BERTAULD, n° 549.

cabilité de la grâce repose sur cette idée qu'il est indigne du chef de l'Etat de retirer d'une main ce qu'il vient de donner de l'autre. Nous examinerons plus loin si ce caractère doit lui être conservé.

CHAPITRE V

Légitimité du droit de grâce.

Est-il bien nécessaire de faire la preuve de la légitimité du droit de grâce ? Ce droit a été reconnu et consacré par les législations positives de tous les peuples et de tous les temps ; leur accord sur ce point est une présomption de sa légitimité contre laquelle les raisonnements les plus spécieux ne sauraient prévaloir ; et si quelquefois il excite des murmures, c'est que l'on estime que son exercice aurait pu être plus judicieux, ce qui revient en définitive à en reconnaître l'utilité et à en proclamer la haute mission. Comme l'a dit Benjamin Constant, « la nécessité de la grâce » est si impérieuse que, dans tous les pays où elle est « rejetée, l'on y supplée par toutes sortes de ruses (1). »

Sa suppression, en 1791, fut une erreur qu'explique une réaction exagérée contre les abus auxquels son exercice avait donné lieu dans notre ancien droit, mais le sénatus-consulte de l'an X ne tarda pas à le rendre au pouvoir exécutif qui, chargé de l'exécution

(1) Benjamin CONSTANT. *Cours de politique constitutionnelle*. I. Esquisse de la Constitution, ch. II, p. 190.

des peines, doit avoir rationnellement le droit de les remettre, de les commuer ou de les réduire. Ce droit, nous l'avons dit, lui a été, depuis lors, conservé par toutes nos constitutions.

La beauté morale du droit de grâce a eu de nombreux panégyristes ; nous ne retiendrons que le nom du grand Corneille pour rappeler le chef-d'œuvre qu'il a légué à notre littérature en publiant *Cinna ou la clémence d'Auguste*, immortelle paraphrase du récit de Sénèque (1) et où nous lisons.

.... *La clémence est la plus belle marque
Qui fasse à l'univers connaître un vrai monarque* (2).

Mais le temps n'est plus où l'on disait que le droit de grâce était le plus beau fleuron de la couronne de France ; ses défenseurs ne s'appuient plus sur sa beauté intrinsèque ni sur les sentiments généreux que son exercice révèle ; les idées de justice et d'utilité sont aujourd'hui sa seule raison d'être et sa seule justification : C'est à ce double titre qu'il appartient au pouvoir social.

OBJECTIONS

§ I. — *La grâce est une atteinte à l'autorité des lois.*

L'utilité du droit de grâce a été contestée par plusieurs publicistes qui l'ont considérée comme une atteinte à l'autorité des lois et des jugements, comme

(1) SÉNÈQUE. *De Clementia*, I. 5-19.

(2) CORNEILLE, *Cinna ou la clémence d'Auguste*, IV, 3.

un danger pour la sécurité publique, enfin comme la violation du grand principe de l'égalité devant la loi et la justice du pays. Les lois pénales, disent-ils, sont bonnes ou mauvaises, l'exécution doit en être assurée dans tous les cas, et la grâce n'a d'autre conséquence que de nuire à la société en énervant le puissant ressort qui résulte de la répression. Si ces lois sont mauvaises, la grâce peut servir à les corriger, mais il vaut mieux alors les réformer.

Cette pensée est ainsi traduite par Bentham (1) :
« Si les lois, dit-il, sont trop dures, le pouvoir de faire
« grâce est un correctif nécessaire ; mais ce correctif
« est encore un mal. Faites de bonnes lois, et ne créez
« pas une baguette magique qui ait la puissance de les
« annuler. Si la peine est nécessaire, on ne doit pas la
« remettre ; si elle n'est pas nécessaire, on ne doit pas
« la prononcer. »

Filangieri ajoute (2) : « Si la grâce est juste, la loi
« est mauvaise ; si la loi est bonne, la grâce est une
« violation de la loi. Dans le premier cas, il faut abolir
« la loi ; dans le second, il faut rejeter la grâce. »

Enfin Garofalo, au sujet des lois qui tolèrent et protègent le crime, s'exprime ainsi (3) : « La grâce est un
« acte de générosité qui n'aurait de signification
« qu'autant qu'il s'agirait de tout ce qui est défendu
« par le gouvernement, et dont le gouvernement

(1) BENTHAM. *Traité de législation civile et pénale*, Paris 1802; *Du Pouvoir de pardonner*, tome III, p. 432 et suiv.

(2) FILANGIERI. *La Science de la Législation*, Paris 1840, tome II, p. 191 et suiv.

(3) GAROFALO. *La Criminologie*, p. 399 et suiv.

« même pourrait pardonner la transgression : ainsi
« des délits politiques, des contraventions aux lois de
« finances et aux règlements de l'administration. Mais
« comment concevoir que le gouvernement peut par-
« donner ce qu'il n'a pas défendu, mais ce qui est
« défendu par les lois naturelles de l'organisation
« sociale, dont il est appelé à être le défenseur ? »
Comme on le voit, Garofalo distingue entre les délits
qui constituent une infraction contre le gouvernement
ou ses ordonnances, et ceux qui constituent une in-
fraction contre les lois morales, qu'il appelle « les lois
naturelles de l'organisation sociale. » Mais il se déclare
très nettement l'ennemi de la grâce lorsqu'il dit plus
bas : « Le jugement pénal, c'est la désignation du type
« du délinquant qu'on examine. La peine, c'est le
« moyen de défense sociale exigé par le cas. Comment
« admettre que le chef de l'état ait le droit de priver
« la société de ses moyens de défense contre ses enne-
« mis naturels ? La grâce d'un grand criminel, c'est la
« violation du droit des citoyens d'en être délivrés
« pour toujours. Un individu a été reconnu insociable,
« et voilà que le gouvernement lui a fait cadeau de la
« sociabilité ! De pareils actes de générosité ne sont-
« ils pas quelque chose de pire que cette bienfaisance
« publique organisée par l'État, et qui, comme Spencer
« l'a si bien prouvé, n'aboutit qu'à encourager des
« vagabonds, en appauvrissant d'honnêtes travail-
« leurs ? »

Garofalo fait encore remarquer le danger que peut
présenter le droit de grâce pour la sécurité publique ;
il montre qu'il n'est pas rare que le gracié réponde à

la grâce par un nouveau méfait, tel que l'assassinat d'un co-détenu ou d'un gardien de prison, et il conclut que le Gouvernement en est responsable : « En bonne justice, affirme-t-il, le Gouvernement devrait être responsable des nouveaux délits commis par les malfaiteurs graciés par lui. Il devrait du moins réparer le dommage qui, sans cet acte de clémence mal placée, aurait été sans doute épargné. »

Le duc de Montausier s'inspirait de cette pensée, lorsque, à propos d'un bandit qui venait d'être roué et que Louis XIV avait une première fois gracié, il tenait au roi ce langage hardi : « Cet homme n'a commis qu'un seul assassinat : le premier, et c'est vous qui, le laissant vivre, avez commis les dix-neuf autres » (1).

§ II. — *Elle constitue un déni de justice au préjudice de la victime.*

L'exercice du droit de grâce constituerait-il, ainsi qu'on l'a prétendu, un déni de justice au préjudice de la victime du délit? évidemment non. Il n'est pas vrai de dire que la victime s'est dessaisie au profit de l'État du droit de se venger de celui qui l'a offensée. Ce droit, qu'elle a exercé jadis, lui a été peu à peu retiré, parce que la loi morale le réprouvait et parce que son exercice conduisait aux pires excès; mais il n'y a eu entre la victime et l'État aucun transfert de

(1) Discours de M. LE GALL, substitut du Procureur Général, à l'audience de rentrée de la Cour d'appel de Lyon, du 16 octobre 1885.

droit, aucune transaction. En punissant ceux qui ont enfreint les lois, l'État exerce un droit qui lui est propre, et il peut, sans commettre un déni de justice, renoncer à s'en prévaloir. Il n'exerce, nous le savons, le droit de punir qu'en vue de l'utilité générale, et pour se prémunir par l'exemple contre le retour des délits qui le mettent en danger. A lui de juger s'il n'y a pas des cas où l'on arrive plus sûrement à ses fins par des moyens contraires, et si le pardon n'est pas quelquefois plus avantageux qu'une application inexorable et inflexible de la loi.

RÉPONSE

Telles sont les critiques auxquelles a donné lieu le droit de grâce. Si on les examine de près, on s'aperçoit bien vite qu'elles n'ont pour base qu'une pétition de principe qui consiste à dire que la grâce est une négation de la loi, et que le pardon prouve l'inutilité de la peine : or, c'est justement ce qu'il faudrait démontrer et il ne suffit pas de dire après Pétion : « Ou l'accusé « est innocent, ou il est coupable ; s'il est innocent, il « n'a pas besoin de lettres de grâce ; s'il est coupable, « c'est une grande injustice de lui en accorder. » Au moment du jugement, cela est très vrai, il faut alors condamner ou acquitter suivant la culpabilité ou l'innocence de l'accusé ; mais plus tard, les circonstances peuvent se modifier, de nouvelles considérations peuvent surgir qui rendent désirable et parfois nécessaire l'emploi de la grâce. Nous en avons suffisamment démontré la légitimité ; les effets du droit de grâce en feront saisir l'utilité.

CHAPITRE VI

Effets de la grâce et son utilité.

La grâce a pour effet de permettre l'application des peines perpétuelles, de rétablir, dans certains cas, l'équilibre entre la justice et l'humanité, de corriger les suites des erreurs judiciaires, et surtout d'appeler et d'encourager le repentir; elle est enfin, en matière politique, un moyen puissant de gouvernement.

Quelquefois aussi elle est accordée comme récompense d'actes de courage et de dévouement; c'est ce qui ressort de l'article 4 du décret du 4 septembre 1891, relatif au régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies; « des propositions « exceptionnelles (de remise ou de réduction de peine) « peuvent être faites en faveur des condamnés qui « auraient accompli des actes de courage et de « dévouement. » .

§I. — Elle permet l'application des peines perpétuelles.

La grâce, disons-nous, permet l'emploi des peines perpétuelles; ces peines, pour être légitimes, doivent être moralisantes, et elles ne peuvent l'être qu'à la condition de laisser au condamné l'espérance, cette bonne conseillère des malheureux, de voir sa bonne conduite récompensée par une commutation ou une réduction de peine. Si tout espoir de racheter sa faute lui est enlevé, si ses efforts n'ont pas de but, s'il n'a

pas d'intérêt à devenir meilleur ; c'est un hommie perdu, capable de tout, sauf de son amendement. Le législateur de 1791 l'avait bien compris lorsque, comme conséquence de l'abolition du droit de grâce, il supprima les peines perpétuelles ; on les rétablit en même temps en l'an X. C'est dans ce même esprit d'encouragement et d'espoir à l'adresse des condamnés à perpétuité que sont conçues les lois des 30 mai 1854, art. 11 à 14 ; 31 mai 1854, art. 4 ; 23 mars 1873, art. 7 à 17, et 27 mai 1885, art. 17 sur la remise des incapacités aux condamnés dans les colonies.

§ II. — *Elle concilie la justice et l'humanité.*

L'exercice du droit de grâce a encore pour effet de mettre d'accord l'observation exacte de la loi positive et celle des principes de l'éternelle équité. Selon la belle expression de Legoux : « Faire grâce, c'est quelquefois faire justice », et l'on peut dire, dans ce sens, à l'inverse de Beccaria, que la clémence doit être non dans les lois, mais dans leur exécution. Les lois, en effet, ne font que prévoir, dans leur ensemble, des faits ayant des caractères communs, mais n'envisagent pas les faits particuliers qui varient à l'infini. « Si juste, si « prévoyante, si modérée que soit une loi pénale, elle « finit toujours par se trouver en défaut sur un fait « exceptionnel, sur une espèce placée en dehors du « cours ordinaire des choses » (1). Le juge cependant doit condamner ; *dura sed scripta lex*. Il en résulte

(1) MONTESQUIEU. *Esprit des lois*. VI. 16.

que la loi ne peut jamais être juste d'une façon absolue ; aussi faut-il concilier toujours ses dispositions générales avec l'équité particulière. Il arrivera aussi que des événements postérieurs à la condamnation feront paraître trop rigoureuse une peine qui n'était tout d'abord que strictement mesurée sur la culpabilité du délinquant ; la maladie du condamné ou des membres de sa famille, la ruine de ses affaires, la mort de ceux qui le suppléaient pour soutenir les siens, sont autant de circonstances qui justifient le droit de grâce, puisque son exercice lui permet de rétablir l'équilibre entre la peine méritée et la peine subie.

§ III. — *Elle corrige les suites des erreurs judiciaires.*

Mais la grâce ne rend pas seulement l'application de la peine acceptable et moralisante pour le condamné, elle en est encore le correctif nécessaire. Ne voit-on pas quelquefois des doutes sérieux sur la culpabilité du condamné surgir de faits inconnus au moment du jugement ? Il n'y a cependant pas lieu à révision, on ne se trouve dans aucune des hypothèses où la loi l'autorise ; il se peut aussi que le fait nouveau conduise seulement au doute. La grâce pourra suppléer alors à la révision, dans une certaine mesure tout au moins, en faisant cesser l'exécution de la peine imméritée, et une première satisfaction sera ainsi accordée au condamné en attendant sa réhabilitation complète, si toutefois elle est possible (1). N'y a-t-il pas d'ailleurs un immense

(1) A) Le soldat Voisin, condamné à mort pour assassinat par la Cour d'assises de la Manche, le 19 novembre 1892, et dont la peine avait été commuée en celle des travaux forcés à perpé-

intérêt à user de clémence plutôt que d'affaiblir par des révisions trop fréquentes le respect dû à l'autorité de la chose jugée? Le droit de grâce est donc à ce point de vue le complément nécessaire de l'idée de justice.

§ IV. — *Elle facilite l'amendement des condamnés.*

Mais son plus beau rôle est assurément celui qui consiste à encourager le repentir et à faciliter l'amendement. Ce but est sans contredit le plus élevé que la grâce ait à poursuivre et à réaliser; elle est un des mobiles les plus précieux de la régénération pénitentiaire, on peut même affirmer que, sans la grâce, aucun système pénitentiaire ne peut être efficacement réformateur. Il ne faut pas, dit-on, que la porte d'une prison soit comme celle de l'enfer du Dante, et qu'on doive laisser toute espérance en franchissant le seuil.

tuité, a été gracié le 27 mars 1900 et acquitté le 2 septembre 1902, par le Conseil de guerre du Mans.

B) Le pharmacien Danval, condamné, il y a environ 25 ans aux travaux forcés à perpétuité, pour avoir assassiné sa femme a été gracié en 1902, en attendant qu'il soit statué sur sa demande en revision.

A l'occasion de l'affaire Voisin, on s'est demandé si la grâce qui lui avait été accordée en 1900 lui était acquise, quelle que fût la décision du Conseil de guerre appelé à statuer sur son sort, ou si elle s'appliquait uniquement à la condamnation de 1892. Cette dernière opinion est seule soutenable; il faut reconnaître, en effet, que la décision de 1892 ayant été annulée, ses suites l'ont été aussi et, par conséquent, la grâce qui en est une; le procès de 1902 était donc un procès nouveau qui devait se dérouler régulièrement et avoir ses conséquences normales. Les arguments de sentiments, quelle que soit l'habileté avec laquelle ils ont été présentés, ne peuvent rien contre la loi et la logique.

L'espérance de la grâce doit subsister dans l'âme du condamné pour l'inciter à se bien conduire pendant la durée de sa peine; sa bonne conduite persistera sans doute après sa libération, et ainsi on aura obtenu ce résultat éminemment moral, d'amener dans sa manière de vivre un changement complet et durable.

Cette idée d'amendement et de reclassement du condamné est relativement récente et ne remonte guère à plus de cinquante ans; la première loi qui s'y rattache est celle du 5 août 1850, sur l'éducation et le patronage des détenus. Depuis cette époque, la préoccupation des criminalistes a toujours été de voir dans la peine, non pas seulement un châtimement, mais aussi un moyen de régénération du condamné. La loi qui a institué la libération conditionnelle, et celle du 25 mars 1891 que, par un légitime hommage, le public a qualifiée du nom de son promoteur, la loi Béranger, se sont inspirées de l'idée que ces deux mesures de faveur pouvaient influencer sur la conduite future des délinquants. Comme la grâce dont elles ne sont que des dérivés, le sursis à l'exécution de la peine et la libération conditionnelle sont évidemment utiles à l'amendement des condamnés et cela suffit pour les justifier.

§ V. — *Elle est, en matière politique, un puissant moyen de gouvernement.*

La grâce est enfin un puissant moyen de gouvernement : « L'utilité de l'Etat, dit Puffendorff (1) est la

(1) PUFFENDORFF. *De jure naturali et gentium*. VIII, 3, § 15.

« vraie mesure des peines » et M. Gobron ajoute :
« La grâce sert à suspendre l'exécution des lois, dans
« tous les cas où l'intérêt social l'exige. La nécessité
« du maintien de l'ordre public commande le plus
« souvent la rigueur. Dans certains cas, au contraire,
« elle impose le pardon (1) ». L'importance politique
de la grâce a été souvent mise en relief par les
auteurs et les hommes d'Etat, mais nulle part elle n'a
été mieux dépeinte que dans la lettre que Napoléon I^{er}
adressait, le 3 avril 1808, à son frère le roi de
Hollande :

« Pour ne pas discréditer le droit de grâce, il faut,
« disait-il, ne l'exercer que dans le cas où la clémence
« royale ne peut déconsidérer l'œuvre de la justice,
« dans le cas où elle doit laisser, après les actes qui
« émanent d'elle, l'idée de sentiments généreux...
« C'est plus particulièrement dans les condamnations
« pour délits politiques que la clémence est bien
« placée. En ces matières, il est de principe que si c'est
« le souverain qui est attaqué, il y a de la grandeur
« dans le pardon. Au premier bruit d'un délit de ce
« genre, l'intérêt public se range du côté du coupable.
« Si le prince fait la remise de la peine, les peuples se
« placent au-dessus de l'offense, et la clameur s'élève
« contre ceux qui l'ont offensé. S'il suit le système
« opposé, on le répute haineux et tyran. S'il fait grâce
« à des crimes horribles, on le répute faible ou mal
« intentionné. La société le blâme lorsqu'il pardonne

(1) GOBRON. *Le droit de grâce sous la constitution de 1875*.
Thèse de doctorat, Paris, 1893. p. 3.

« à des scélérats, à des meurtriers, parce que ce droit
« devient nuisible à la famille sociale. »

Mais la grâce, lorsqu'elle est envisagée comme un moyen de gouvernement, s'écarte de son rôle, et perd son caractère élevé et désintéressé. C'est une première critique que nous adressons à l'institution de la grâce telle qu'elle fonctionne en France. Celui qui l'accorde a moins en vue l'intérêt de la société que son propre avantage; la décision est rarement dictée par les mérites personnels du condamné, mais plutôt par la raison d'Etat; elle est inspirée par la politique et l'esprit de parti qui, sont bien souvent là négation de la justice et de l'équité. N'est-il pas alors permis de craindre que la politique s'introduise dans toutes les questions gracieuses, et que la grâce, détournée de son véritable but, dépende de considérations et d'influences auxquelles elle devrait demeurer absolument étrangère? Ne faut-il pas d'ailleurs, éviter que le Président de la République, dont l'irresponsabilité est proclamée par la constitution, qui est le représentant de la France tout entière et non d'un parti, sorte de son rôle éminemment élevé et se mêle même indirectement à nos querelles intestines en appréciant l'opportunité politique d'une grâce individuelle?

Aussi, sommes-nous disposé à refuser la grâce aux délits politiques et à leur réserver l'amnistie, avec d'autant plus de raison que les effets de l'amnistie sont plus étendus que ceux de la grâce, et que ce qu'il faut à ce genre d'infraction, c'est le pardon complet et l'oubli. L'amnistie s'adresse aux faits, la grâce aux

auteurs de ces faits ; or dans les délits politiques que voit-on ? le fait en lui-même, abstraction faite des auteurs. Ceux-ci sont souvent des hommes honnêtes, qui se sont laissé entraîner à des actes qu'ils croyaient louables, et dont le caractère était d'ailleurs subordonné au succès ou à la non réussite de l'entreprise ; la grâce, qui est individuelle et ne porte que sur l'exécution de la peine ne leur convient donc pas, mais plutôt l'amnistie qui s'adressant à l'acte coupable, l'efface avec toutes ses conséquences et en fait bénéficier indirectement les auteurs.

CONCLUSION

Le droit de grâce doit donc être conservé, car l'immunité qu'il accorde aux coupables repose, ainsi que nous l'avons dit, sur les deux idées d'utilité et de justice. On ne l'envisage plus, en effet, au point de vue des avantages personnels que le chef de l'Etat peut retirer de son exercice ; ce que l'on recherche avant tout, ce sont les effets utiles et moraux, que son application est susceptible de produire tant au profit du condamné qui en bénéficie, que de la société qui l'accorde.

1^o Restriction de la grâce aux délits de droit commun.

Nous avons indiqué les inconvénients que la grâce présente en matière politique. Nous pensons qu'elle doit être réservée aux délits de droit commun, et en

cela nous sommes loin de favoriser les délinquants ordinaires au préjudice des auteurs de délits politiques, puisque, nous le répétons, nous affectons à ces derniers l'amnistie dont les effets, plus étendus que ceux de la grâce, conviennent mieux à ce genre d'infraction.

2º La grâce doit être révocable.

Le caractère irrévocable de la grâce doit-il être maintenu ? En Belgique, les grâces sont toujours révocables. Pourquoi n'en serait-il pas de même en France ? L'individu qui sait que la faveur dont il a été gratifié dépend de sa bonne conduite, a intérêt à suivre la voie droite et à combattre ses mauvais instincts ; c'est le meilleur stimulant qu'on puisse lui donner parce que l'intérêt est le principal mobile de ses actions. L'irrévocabilité de la grâce est donc un danger pour la société, qui perd vis-à-vis du gracié toute garantie effective de son amendement, et qui se trouve désarmée devant l'ingratitude assez fréquente de celui qui a bénéficié d'une mesure gracieuse. Pourquoi d'ailleurs le chef de l'Etat, qui fait à un condamné la remise de sa peine, renoncerait-il à la principale garantie qu'il ait de son amendement en rendant sa décision irrévocable ? et de quoi le condamné pourrait-il se plaindre puisque cette remise dépendrait uniquement de sa conduite ?

Nous connaissons les heureux effets de la libération conditionnelle et du sursis qui tiennent le condamné en haleine, en lui faisant craindre, comme punition d'une rechute, la révocation de la faveur accordée.

Sous ce rapport ces deux institutions sont préférables à l'exercice du droit de grâce, aussi pensons-nous qu'il y aurait de grands avantages pratiques à admettre la révocabilité des décisions gracieuses, avec cette réserve qu'elle ne s'appliquerait pas aux condamnés à mort; il serait inhumain de prolonger pour ces criminels l'incertitude et le doute: « *Morsque minus pœna quam mora mortis habet* ».

3^o Elle ne doit être accordée qu'après avis conforme.

a) Des magistrats du Parquet.

b) Des directeurs de prison.

Nous émettons enfin le vœu que les recours en grâce ne soient admis qu'après enquête et avis conformes des magistrats du parquet et des directeurs de prison. Leur légitime et impartiale influence fera taire les considérations de personnes ou de partis qui tendent aujourd'hui à se mêler de tout, et contrebalancera les recommandations plus ou moins intéressées qui accompagnent tous les recours. La grâce conservera ainsi son prestige, et aucune voix ne s'élèvera plus pour en discuter les mérites et en réclamer la suppression.

La réforme que nous proposons, si elle était acceptée, aurait pour effet immédiat de fortifier la répression; elle rentre par conséquent dans le cadre de notre étude.

TITRE VI

DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE ET DU SURSIS

PREMIÈRE PARTIE

DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

CHAPITRE PREMIER

Origine, Définition et Parallèle entre la libération conditionnelle, la grâce et le sursis.

§ I. — *Origine.*

L'idée de la libération conditionnelle est née en France où elle a été appliquée, en 1832, à Paris, aux mineurs de 16 ans détenus dans la maison cellulaire de la Roquette. Pour tempérer d'une part la rigueur de ce nouveau système d'emprisonnement, et, d'autre part, pour apprécier l'action que pourrait avoir sur la moralisation des jeunes détenus l'espoir de la liberté, une circulaire ministérielle du 3 décembre 1832 prescrivit de mettre les enfants les mieux notés en apprentissage avant l'expiration de leur peine. « Les enfants, » disait la circulaire, seront dispersés de manière que

« les mauvais penchants des uns ne se transmettent
« pas aux autres; l'éducation de la famille sera meilleur
« leur sous tous les rapports que celle de la maison
« de correction; l'aptitude au travail s'acquerra plus
« sûrement sous la direction d'un maître intéressé au
« progrès de l'apprenti; enfin les élèves dont la conduite
« aura été satisfaisante, trouveront dans leurs
« parents adoptifs des guides et des appuis. » (1).

Cet essai fut tenté non seulement à Paris, mais aussi dans les pénitenciers de Lyon, de Rouen, de Strasbourg, et l'effet fut tel que le chiffre annuel des récidivistes mineurs de 16 ans qui, avant 1833, était de 75 pour 100, descendit brusquement et parut se maintenir à 7 pour 100 (2).

Ces résultats suggérèrent à l'Angleterre, imitée bientôt par l'Italie, l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche et les Pays-Bas, son application aux détenus adultes, et la France qui, de 1854 à 1880, avait établi une sorte de libération conditionnelle en faveur des condamnés aux travaux forcés subissant leur peine dans les colonies, se décida enfin à entrer dans le mouvement auquel elle avait donné la première impulsion, et à la consacrer par la loi du 14 août 1885 qui lui a donné son nom, l'a organisée et appliquée à toutes les peines privatives de la liberté (3).

(1) Recueil des circulaires et instructions émanées des ministères de l'intérieur, du commerce et des travaux publics, I, 1831 et 1832, page 408.

(2) M. BÉRENGER, premier rapport au Sénat. *Journal officiel*. Sénat. Documents parlementaires 1883, page 1187.

(3) Loi du 14 août 1885, titre I, régime disciplinaire des établissements pénitenciers et libération conditionnelle.

Disons seulement que, entre le système anglo-saxon et le système latin, il y a cette différence que, dans le premier on prononce le sursis à la *condamnation*, sous promesse de bonne conduite (Angleterre) ou avec surveillance officiellement organisée (Massachusetts, Nouvelle-Zélande). Dans le second, on prononce le sursis à l'*exécution de la peine* (France, Belgique, Portugal, Vaud, Genève). Les avantages du second système paraissent évidents (1).

§ II. — *Définition et parallèle entre la libération conditionnelle, la grâce et le sursis.*

La libération conditionnelle a été ainsi définie par M. Béranger dans son premier rapport présenté au Sénat le 22 décembre 1883 (2) : « L'acte par lequel on
« accorde au condamné, qui a mérité cette récompense
« par son application au travail et sa bonne conduite,
« sa mise en liberté anticipée, à charge de continuer
« à se conduire honnêtement et sous la condition qu'il
« sera réintégré pour achever sa peine, s'il donne de
« nouveaux sujets de plaintes. » La révocation fait partie du principe même de la libération conditionnelle ; elle en est le trait caractéristique.

Au contraire de la grâce qui supprime la peine et met le condamné en liberté d'une façon définitive et

(1) Rapport de M. BÉRANGER au congrès de l'Union internationale de droit pénal, tenu à St-Petersbourg en septembre 1902 (*Revue pénitentiaire* 1902, page 1140).

(2) *Journal officiel*, 1883, Sénat, Documents parlementaires, p. 1189.

absolue, la libération conditionnelle, qui est aussi une faveur, ne fait que suspendre l'exécution de la peine. Et cette faveur n'est point absolue, puisque le permis de libération soumet le libéré à des restrictions qui donnent à l'administration le moyen de le surveiller. Elle n'est surtout pas définitive, car il suffit, sans qu'il commette une nouvelle infraction, que l'administration estime que sa mauvaise conduite constitue pour la société et pour lui un danger, pour qu'il soit sans aucun jugement, remis en prison. « La dette contractée par le condamné n'est pas soldée d'une manière définitive par la libération anticipée. Le lien de surveillance se relâche, mais il n'est pas brisé » (1).

La libération conditionnelle diffère encore de la grâce en ce que, ayant pour but unique l'amendement du condamné, elle ne peut être accordée que quand une partie de la peine a été subie ; un certain temps est en effet nécessaire pour se rendre compte du moral du détenu et de la véracité de ses bonnes dispositions. La grâce au contraire est accordée toutes les fois qu'il paraît utile que, pour une raison quelconque, la peine du détenu soit diminuée ou même supprimée.

Enfin la grâce est une sorte de dérogation aux lois judiciaires établies, tandis que la mise en liberté sous condition, non seulement n'annule pas la sentence, mais elle en est « la confirmation et concilie les inté-

(1) Premier rapport de M. GOMOT, à la Chambre des Députés, *Journal officiel*, 1885, Chambre, Documents parlementaires, p. 210.

« rêts d'un bon régime pénitentiaire avec les encouragements dus à un prisonnier méritant » (1).

La libération conditionnelle et la loi de sursis dont nous parlerons bientôt sont nées du même principe et tendent au même but : le relèvement du condamné et la diminution de la récidive. L'une et l'autre sont des faveurs ; elles suspendent l'exécution de la peine et ne la suppriment pas ; mais il y a entre ces deux institutions de grandes différences d'application.

L'administration, qui a la surveillance des prisons et qui par conséquent connaît la conduite des détenus et leurs bonnes résolutions, prononce la libération conditionnelle ; au contraire la condamnation conditionnelle, qui se rapporte seulement à la vie du prévenu avant qu'il ait été traduit en justice, est prononcée par les juges. La libération conditionnelle, accordée à un détenu, même récidiviste, que l'on a surveillé pendant un certain temps, dont on a pu apprécier l'état moral, s'applique à toutes les peines privatives de la liberté même aux travaux forcés s'exécutant dans les maisons centrales de la métropole (2) ; le bénéfice de la loi de sursis, accordé au condamné dont on ne connaît que les antécédents et dont l'amendement est simplement présumé, vise seulement l'amende et l'emprisonnement correctionnel ; l'application du sursis à des peines plus graves risquerait d'affaiblir la répression.

(1) M. SARRIEN. Circulaire du Garde des Sceaux, *Journal officiel*, 1890, p. 280.

(2) *Journal officiel*, 1885, Chambre, Débats parlementaires, p. 843. — Discours de M. HERBETTE, commissaire du gouvernement.

CHAPITRE II

Critiques auxquelles l'application de la libération conditionnelle peut donner lieu.

Outre l'amendement du détenu et la diminution de la récidive, la libération conditionnelle devait avoir encore pour effet de fortifier « la répression éternelle » par l'application trop fréquente des courtes peines, « car le jury et les tribunaux se montreraient plus « sévères en pensant qu'il dépend du condamné lui-même d'abréger la durée effective de sa détention » (1). Or les courtes peines, dont les inconvénients, connus de tous, dureront tant que la loi du 5 juin 1875 sur l'emprisonnement individuel n'aura pas fait définitivement cesser la promiscuité corruptrice des prisons, sont plus que jamais appliquées par les tribunaux. A ce point de vue, la libération conditionnelle n'a pas produit les effets que l'on avait le droit d'en attendre ; d'un autre côté cette mesure, pleinement justifiée, et dont les bienfaits sont attestés par l'expérience en ce qui concerne les jeunes détenus, est au contraire fort discutable à l'égard des adultes.

Enfin, bien qu'elle tende à se substituer aux faveurs gracieuses, la libération conditionnelle fait souvent double emploi avec elles, et, venant ainsi s'ajouter aux commutations et aux remises partielles de peines,

(1) GARRAUD. *Précis de Droit criminel*, 1885, p. 249 et note.

elle contribue à exagérer le relâchement déjà excessif de la répression. En tout cas, faite pour prévenir et diminuer la récidive, il n'est que trop démontré qu'elle n'a pas encore atteint son but.

Voici d'ailleurs, pour corroborer cette opinion, comment s'exprime à ce sujet un homme dont les paroles empruntent à sa haute situation et à sa grande expérience une autorité particulière: « Si, dit M. Puy-
« baraud, inspecteur général des prisons, vous combi-
« nez la réduction du quart cellulaire avec la libération
« conditionnelle à moitié peine et avec l'imputation de
« la détention préventive, vous arrivez à la réduction
« des trois quarts de la condamnation prononcée.
« N'allez pas chercher plus loin la raison de la dépres-
« sion de l'effet social des arrêts de justice. Tout arrêt
« de justice perd aujourd'hui 50 à 75 % de son effica-
« cité sociale. C'est un compte mathématique que
« les malfaiteurs, petits et grands, connaissent à
« merveille. »

Il ne suffit donc pas qu'une loi soit bonne dans son principe, elle vaut surtout par la manière dont elle est appliquée, et il faut reconnaître que la mise en pratique de la libération conditionnelle a laissé beaucoup à désirer, au moins jusqu'à ces derniers temps. Les hommes qui ont commis une faute par manque de volonté plutôt que par malice, et c'est le plus grand nombre, acceptent la prison avec une sorte d'insouciance qui tient à leur faiblesse de caractère, et ne font aucune démarche pour en abrégier la durée. Les autres, plus énergiques, supportent difficilement cette vie de discipline, de privation et de travail, et, pour en être

délivrés au plus tôt, cherchent à s'attirer, par une bonne conduite extérieure, l'attention bienveillante de leurs chefs et obtiennent leur mise en liberté conditionnelle. Mais les mauvais instincts, reprennent vite le dessus ; ils n'entrent souvent pas dans les maisons de patronage où ils ont pris l'engagement d'aller, et préfèrent perdre la somme d'argent qu'ils ont versée comme caution de leur engagement (1), ou, s'ils s'y rendent, ils les quittent au bout de quelques jours, sans autre motif que celui de dépenser leur pécule en débauche et de se soustraire à toute surveillance.

L'article 10 de l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1899 dit bien que le bénéfice de la libération conditionnelle sera retiré « dans les cas où la société à laquelle il est « confié déclarerait renoncer à veiller sur sa conduite », mais d'une part, les sociétés de patronage ignorent la plupart du temps ce que ces libérés sont devenus, et d'autre part, l'Administration pénitentiaire ne les recherche quelquefois pas ou ferme les yeux (2). C'est

(1) A l'asile St-Léonard, à Couzon (Rhône), le cautionnement qui était de 50 fr. a été élevé depuis peu de temps à 100 fr.; mais, en présence d'un nouvel insuccès, on se verra sans doute dans l'obligation de confisquer la totalité du pécule du libéré ; on suivrait en cela l'exemple de la société de patronage des libérés de la Seine.

2 (A) Le nommé Mouly, libéré conditionnel de la maison centrale de Nîmes, au lieu de se rendre à l'asile St-Léonard Couzon (Rhône) à qui il avait été confié, s'est fixé le 15 septembre 1900 à Marguerittes (Gard). Signalé à l'Administration pénitentiaire, il n'a pas été inquiété.

(B) De trois libérés conditionnels confiés le 31 décembre 1900 par l'Administration pénitentiaire à cet asile, le premier,

à ces causes qu'il faut attribuer en partie l'abaissement progressif du chiffre des révocations qui a été de 71 en 1900, de 66,46 en 1901, de 46,32 en 1902 (1).

Ces infractions au règlement qui régit les libérés conditionnels sont un mauvais exemple pour les patronnés qui en sont témoins, et décourageraient ceux qui s'adonnent à la belle œuvre du patronage des libérés adultes, si l'on ne connaissait pas le dévouement infatigable qui les anime. Une circulaire (2) émanée le 14 août 1902 de la direction de l'Administration pénitentiaire a prescrit des mesures qui ont pour objet de remédier et qui remédieront, il faut l'espérer, à cet état de choses.

Guigoins, de la maison centrale de Nîmes, n'y a jamais paru ; les deux autres, Virot, de la maison centrale de Clairvaux et Benin, de la maison centrale de Melun, l'ont quitté les 12 et 15 janvier suivant ; on ignore ce qu'ils sont devenus.

(C) Charvet Joseph, confié le 14 juillet 1902 au même asile, et son frère Prosper, qui s'y trouvait avec lui, tous deux libérés conditionnellement de la maison centrale de Riom, se sont embauchés, dans le courant du mois d'août suivant, dans les chantiers de construction des nouvelles voies du P. L. M. en face de l'asile. Signalés à l'Administration, ils n'ont pas été inquiétés.

(1) Statistiques annexées au rapport du ministre de l'Intérieur sur l'application de la libération conditionnelle en 1901 et 1902. *Journal Officiel* du 7 avril 1903.

(2) Les présidents des sociétés de patronage sont invités par cette circulaire à adresser au Préfet, « dans les huit jours qui « suivront la notification de l'arrêté de mise en liberté conditionnelle, un certificat faisant connaître si l'individu qui en « fait l'objet s'est présenté ou non au siège de la société à « laquelle il a été confié ». Ils doivent en outre lui adresser, le 1^{er} de chaque mois, un état « indiquant le nombre exact des « libérés conditionnels présents sur lesquels les sociétés « auraient exercé leur surveillance dans le courant du mois ».

CONCLUSION

Nous émettons le vœu que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1899, soient rigoureusement observées, et que le bénéfice de la libération conditionnelle soit retiré aux libérés qui voudraient s'y soustraire. A cette condition, seulement, la loi du 14 août 1885 produira les meilleurs résultats, sous le double rapport du relèvement des condamnés et de la diminution de la récidive.

DEUXIÈME PARTIE

DU SURSIS

L'idée de la condamnation conditionnelle avait peut-être quelque hardiesse en 1884; elle se produisait, en effet, pour la première fois, et il semble « que la proposition de M. Bérenger, véritable « trouvaille juridique, aurait dû être adoptée par « les pouvoirs publics au lendemain de sa présentation (1) ». Elle ne fut cependant votée que sept ans après, et peut-être cette période d'incubation eût-elle été plus longue encore si la Belgique n'avait pas introduit, le 31 mai 1888, la condamnation conditionnelle dans son système pénal.

(1) La loi de sursis : Discours prononcé par M. BOURDON, avocat général, à l'audience de la rentrée de la cour d'appel de Lyon, le 17 octobre 1898, p. 14.

CHAPITRE PREMIER

Le premier projet de M. Bérenger.

La loi Bérenger, si l'esprit et les intentions de son auteur avaient été compris, était sans contredit une des plus belles conceptions juridiques du siècle et suffisait à tout. Que comportait le premier projet ? Qu'on épargnât l'exécution de la peine à celui qui a commis un premier délit dans des circonstances de nature à faire espérer qu'il n'a pas l'intention d'en commettre un second ; mais ensuite que, si le bénéficiaire de cette mesure prouvait par un nouveau délit qu'il ne la méritait pas, la justice non seulement révoquât le sursis, mais *augmentât la peine* (1).

Cette simple combinaison était la logique et la

(1) Proposition de la loi présentée par M. BÉRENGER, au Sénat, le 26 mai 1884 (*Journal officiel* du 2 juillet 1884, annexes, p. 226, n° 159). Art. 1^{er} « Tout individu, déjà condamné
« à une peine d'emprisonnement, qui est reconnu coupable
« d'un délit de même nature ou d'un fait emportant une peine
« plus grave, ne peut, même en cas de circonstances atté-
« nuantes, être condamné à une peine inférieure à six mois
« d'emprisonnement pour la première récidive, à un an et un
« jour pour la seconde, et au minimum des peines aggravées
« prévues par l'art. 58 du code pénal pour les autres, si la
« condamnation précédemment prononcée a été inférieure à
« trois mois.

« Dans le cas où la condamnation antérieure a été de trois
« mois au plus, le minimum de la peine ne peut descendre pour
« la première fois au-dessous de la moitié du maximum de la
« peine applicable au fait imputé, et pour les autres, au-des-
« sous du minimum des peines aggravées prévues par l'art. 58
« du code pénal ».

sagesse même ; elle formait un bloc dont les deux parties étaient solidaires, et il fallait, sous peine de sacrifier les intérêts supérieurs de la société, n'adopter le titre relatif à la douceur que simultanément avec celui de la sévérité. La partie des propositions de l'honorable Sénateur relative à l'aggravation des peines ne fût cependant pas admise par la Chambre des Députés ; c'est ce que rappelait tout récemment, avec un juste regret, un des professeurs de droit criminel de l'Université de Paris (1).

« Lorsque, disait-il, M. Bérenger a proposé sa loi
« sur l'atténuation des peines et la condamnation
« conditionnelle, il avait pensé que cette mesure de
« clémence devait avoir pour contre-partie une aggra-
« vation en cas de récidive. Son projet restreignait
« dans une large mesure le pouvoir du juge correc-
« tionnel, lorsqu'il s'agissait du délit commis par le
« délinquant d'habitude. Cette réforme n'a pas abouti
« devant le Parlement, mais je puis bien affirmer
« qu'elle avait été approuvée par tous ceux qui
« étudient scientifiquement le droit criminel. »

Malgré cette grave lacune, le principe de la loi de sursis constitue un progrès et, s'il est permis d'en souhaiter l'amélioration conformément aux sages intentions de son auteur, on n'a cependant qu'à se féliciter de l'avoir introduite dans nos codes. Elle contient, en effet, une sanction qui est double : d'abord la condamnation, ensuite la menace pendant plusieurs

(1) M. GARÇON, séance du 19 février 1902, de la société générale des prisons (*Revue pénitentiaire*, 1902, p. 387).

années, de la révocation du sursis; et néanmoins le condamné n'a aucune peine à subir, et il ne tient qu'à lui, s'il veut rester honnête, d'en être exonéré définitivement.

CHAPITRE II

Effets de la loi de sursis.

Ses heureux effets ne se sont pas fait attendre. Le lendemain même de son application, le chiffre des prévenus antérieurement condamnés fléchissait pour la première fois. Ce résultat n'est peut-être pas la conséquence unique des dispositions de la loi de sursis; il y a lieu de croire cependant que, par l'avertissement et la menace qu'elle contient, la condamnation conditionnelle a prévenu bien des rechutes, et cette action salutaire s'est directement traduite par une diminution du nombre des individus qui comparaissent pour la seconde fois en justice (1).

Mais une observation doit être faite au sujet de la façon dont la loi de sursis est appliquée. On a constaté que le nombre des sursis s'abaisse à mesure que la pénalité s'élève. Il y aurait peut-être lieu de critiquer cette tendance des tribunaux; plus en effet, la pénalité est forte, plus grande est la menace et plus dur est le châtiment en cas de récidive, par conséquent moins probable est la rechute.

(1) Statistique criminelle de la France de 1881 à 1900 (*Journal officiel*, du 20 septembre 1902).

CONCLUSION

La loi de 1891, bien quelle ait été mutilée, tronquée et faussée dans son principe, a produit d'heureux résultats; elle serait plus efficace encore si, d'une part, la partie du premier projet de M. Bérenger relative à l'aggravation des peines en cas de récidive y était insérée, et d'autre part, s'il était possible de mettre à l'indulgence des tribunaux un frein d'autant plus nécessaire qu'ils trouvent trop d'encouragements et d'excuses à leur faiblesse, aussi bien dans l'esprit général de notre législation pénale que dans les défaillances et la fragilité, si souvent manifestées, de la justice humaine.

TITRE VII

DE LA RÉHABILITATION

CHAPITRE PREMIER

Définition et Historique.

Nous avons vu le pouvoir social renoncer par l'amnistie au droit de poursuite et de répression, et faire, par la grâce, par la libération conditionnelle et par le sursis, remise, totale ou partielle, au condamné, de la peine prononcée contre lui. Par la réhabilitation, il le relève des incapacités et des déchéances qui résultent de sa condamnation et efface la condamnation elle-même.

« La réhabilitation », disait M. Georges Vidal (1) avant les lois du 5 août 1899 et 11 juillet 1900 qui ont créé la réhabilitation de plein droit, « est aujourd'hui « un acte judiciaire effaçant pour l'avenir, avec tous

(1) *Cours résumé de Droit pénal*, page 221.

« ses effets, la condamnation subie ou remise par
« voie de grâce; elle a pour but de récompenser et de
« constater officiellement la bonne conduite et l'amén-
« dement du condamné libéré; elle constitue le com-
« plément du système pénitentiaire et de la grâce
« destinée à faciliter la rentrée et le reclassement du
« condamné dans la société ».

La réhabilitation prend le condamné au moment où, rentré dans la société, il a reconquis par sa bonne conduite et son repentir l'estime de ses concitoyens, et s'est rendu digne d'exercer les droits qu'il avait perdus. En d'autres termes, la réhabilitation légale n'est que la constatation de la réhabilitation morale qui s'est opérée dans la conscience intime du condamné. Ce n'est plus une mesure politique comme l'amnistie, ni un acte de pure clémence comme la grâce; c'est une œuvre de justice, aussi est-elle soumise à des conditions de temps et de mérite, et à des formalités que la grâce et l'amnistie ne demandent pas.

Son existence nous est révélée par une loi de Solon qui déclarait réhabilités (επιτιμοι) tous ceux qui avaient été notés d'infamie (ατιμια) avant son archontat (1) et par une autre loi athénienne dont l'auteur et la date sont inconnus (2), aux termes de laquelle les personnes frappées d'infamie et débitrices d'amendes envers les Dieux ou le Trésor public, ne pouvaient être réhabilitées qu'après le paiement de l'amende.

(1) PLUTARQUE, *Vie de Solon*, 49. — SARRAUTE, *Traité théorique et pratique de la Réhabilitation*, p. 13.

(2) Samuel PETIT, *Leges atticæ*.

A Rome, la réhabilitation était une mesure de clémence du pouvoir royal, consulaire ou impérial suivant les époques : à côté de l'*indulgentia* qui n'était qu'une forme de la grâce, il existait, dans la législation romaine, une disposition se rapprochant, à certains points de vue, de la réhabilitation, nous voulons parler de la *restitutio*, qui avait pour effet de rétablir le condamné dans certaines prérogatives que lui avait enlevées la sentence de justice (1).

Notre ancien droit ne connût pas plus la réhabilitation, au sens propre du mot, que les législations grecque et romaine, et c'est l'ordonnance de 1670 qui, pour la première fois, sépara les lettres de grâce des lettres de réhabilitation ; elle en fit une institution spéciale, et exigea l'accomplissement de certaines conditions, notamment le désintéressement de la partie lésée. Les lettres de réhabilitation rentraient dans la catégorie des lettres de *justice* et avaient pour effet : « la réhabilitation du condamné *en ses biens et bonne renommée*, lorsqu'il a satisfait à la peine, amende et intérêts civils, et que la tache et note d'infamie et l'incapacité qui lui reste d'agir civilement, lui ôtent les moyens d'exister » (2).

La Constituante admit la réhabilitation, après un temps d'épreuve de dix années, du condamné qui avait

(1) DIGESTE, Livre 48, titre 23, *De Sententiam Passis et Restitutis*. — Code, Livre 9, titre 51, *De Sententiam Passis et Restitutis*.

(2) BORNIER, sur le titre 16 de l'Ordonnance de 1670. — JOUSSE, t. II, p. 442 et suivantes. — ROUSSEAUD DE LA COMBE, p. 479.

subi sa peine et donné des preuves d'amélioration morale ; mais les hommes de la Révolution, dans leur fougueuse passion de réformes, dépassèrent le but ; ils imposèrent à la réhabilitation des formes solennelles et en firent un « baptême civique » qui, en donnant trop de publicité à la décision de justice, faisait en quelque sorte revivre la faute oubliée. Les condamnés, effrayés par cette exhumation publique des hontes éteintes, préférèrent à cet appareil théâtral l'action lente et insensible du temps ; et le peu d'application pratique de la réhabilitation faillit être cause de sa perte.

Lors de la discussion du Code d'instruction criminelle, en 1808, il fut, en effet, sérieusement question de l'abolir, mais les règles en furent seulement modifiées. Le Code de 1808 rendit au chef de l'Etat le pouvoir de statuer souverainement et sans appel, mais confia l'instruction de la demande à l'autorité judiciaire qui, comme aujourd'hui, se renseigna auprès du maire de la commune habitée par le condamné, et demanda en outre l'attestation du conseil municipal. La publicité de cette mesure et l'obligation d'en insérer l'avis dans un journal judiciaire, entravèrent encore les effets bienfaisants de la réhabilitation, en écartant les candidats que retenait la crainte du scandale. Les condamnés correctionnels n'étaient d'ailleurs pas compris dans son application, de même que ceux ayant bénéficié d'une commutation de peine ; la loi de 1832 et le décret du 18 août 1848 les y admirèrent successivement.

Vint ensuite la loi du 6 juillet 1852 qui supprima la

publicité par la voie des journaux, mais elle exigea toujours l'avis des conseils municipaux dont les séances devenues publiques (1) apprenaient à ceux qui l'ignoraient la condamnation du libéré; celui-ci devait en outre justifier du paiement intégral du montant des condamnations pécuniaires et des dommages-intérêts à la partie lésée, même lorsque le jugement était muet à cet égard; c'était exclure les indigents et les déshérités de la fortune, et laisser à l'esprit de lucre de la victime une latitude qui exposait les candidats à la plus indigne exploitation.

La loi du 14 août 1885, qui régit aujourd'hui la matière, a fait disparaître ces imperfections diverses, et substitué au droit du chef de l'État, une décision judiciaire de juridiction gracieuse à rendre par la Chambre des mises en accusation. Les condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de leur peine au lieu de la subir, étaient seuls exclus du bénéfice de la réhabilitation. La loi du 10 mars 1898 a comblé cette lacune, et les lois des 26 mars 1891, 5 août 1899 et 11 juillet 1900 ont couronné l'édifice en créant la réhabilitation de plein droit.

C'est à la loi du 26 mars 1891 que remonte l'origine de la réhabilitation de droit. La loi de sursis a pour but de prévenir la récidive en donnant une sorte d'avertissement au coupable qui, pour la première fois, comparait devant la justice. Si, regrettant sa faute, il se corrige et ne commet pas d'autre délit dans un délai

(1) Loi du 5 avril 1884, art. 54.

de cinq ans, la condamnation dont on lui fait remise est effacée et disparaît de son casier : « La condamnation sera comme « non avenue » (art. 1^{er} § 2, loi du 26 mars 1891), c'est-à dire *effacée* (art. 634 C. Instr. crim. modifié par la loi du 10 mars 1898). Il s'agit donc bien d'une réhabilitation de plein droit, et les paroles de M. Béranger lui-même dissiperaient le doute s'il pouvait exister.

« Quelle sera, dit-il, la conséquence de la bonne
« conduite continuée jusqu'à l'expiration du sursis ?..
« La loi belge déclare la condamnation non avenue,
« c'est là réhabilitation de plein droit. Votre commis-
« sion y a également adhéré. Sans doute le condamné
« bénéficiera ainsi d'une faveur exceptionnelle, car il
« ne sera pas astreint aux conditions de séjour prolongé dans un même lieu, d'enquête spéciale sur sa
« conduite et d'appréciation par la justice, imposées
« par le code d'instruction criminelle, au demandeur
« ordinaire en réhabilitation. Mais l'épreuve sera de
« cinq années au lieu de trois, et cette nouvelle faveur
« rachètera ce que la longueur du sursis pourrait
« avoir d'excessif pour les petites condamnations (1).

« Si, pendant cinq ans, l'inculpé, justifiant par sa
« conduite la mesure de bienveillance dont il a été
« l'objet, n'est plus traduit devant les tribunaux,
« non seulement la peine sera purgée, mais la
« condamnation sera effacée. La récompense de cinq
« ans de bonne conduite sera donc non seulement de

(1) Premier rapport au Sénat du 6 mars 1890 (D. P. 91. 4. 25. col 2, n° 9).

« ne pas exécuter sa peine, mais de s'affranchir de
« l'obligation si douloureuse, si pénible et souvent si
« fatale d'avoir un casier judiciaire; ce sera en un
« mot la réhabilitation de droit (1).

CHAPITRE II

Législation étrangère.

Il faut dire à l'honneur de la France qu'elle a été un des premiers Etats de l'Europe qui aient connu la réhabilitation judiciaire des condamnés. Encore aujourd'hui dans beaucoup de législations étrangères, notamment en *Angleterre*, en *Allemagne*, en *Autriche* et en *Hongrie*, la réhabilitation n'existe pas, ou n'est qu'une variété de revision ou de grâce, émanant du pouvoir exécutif, sans forme judiciaire. Depuis ces dernières années cependant un mouvement se produit dans les lois pénales: quelques-unes même, parmi lesquelles les lois, *belge*, *norvégienne* et *suisse*, ont adopté une réhabilitation judiciaire presque entièrement semblable à la nôtre; le *Danemark*, s'inspirant de notre loi de sursis, a même établi la réhabilitation de plein droit.

L'article unique de la loi danoise du 13 avril 1894, dit: « Quiconque aura été puni à raison d'un acte
« déshonorant recouvrera, lorsque la condamnation

(1) Discours de M. Bérenger du 28 mars 1890 (D. P. 91. 4. 26. col 3, n° 2).

« aura été prononcée pour la première fois à raison
« d'un acte de cette nature et que la peine ne sera pas
« supérieure à celle de la prison au pain et à l'eau, la
« pleine possession de tous les droits résultant de la
« réhabilitation, aux termes de la loi du 13 avril 1868,
« lorsque dix ans au moins se seront écoulés après le
« prononcé du jugement et que l'intéressé aura cons-
« tamment demeuré en Danemark pendant cette
« période, sans avoir été accusé ni condamné pour un
« fait de ce genre. L'intéressé aura le droit de deman-
« der au commissaire de police du lieu (à Copenhague,
« au directeur de la police) un certificat écrit de la
« réhabilitation obtenue d'après la présente loi. Ce
« certificat sera délivré gratuitement (1). »

Comme on le voit, la réhabilitation, en Danemark, ne s'étend qu'à certaines condamnations d'un ordre inférieur dans l'échelle des peines et ne comprend qu'un délai unique de dix ans. Mais ne faut-il pas féliciter le législateur danois d'avoir restreint le plus possible l'application de cette mesure de faveur, et d'avoir, en exigeant du condamné la condition de résidence, augmenté la difficulté de l'obtenir en même temps qu'il permet de mieux connaître ceux qui doivent en bénéficier ?

En *Belgique*, la loi du 25 avril 1896 (2), à peu près calquée sur notre loi du 14 août 1885, n'en diffère que par deux côtés : un délai unique de cinq ans, depuis la

(1) Traduction de M. DARESTE, avocat à la Cour de cassation (*Annuaire de législation étrangère*, 1895, p. 708).

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1897, p. 168.

condamnation exécutée, est exigé de ceux qui n'ont comparu qu'une seule fois devant les tribunaux; d'autre part, celui qui a déjà été réhabilité et qui commet une nouvelle infraction n'est plus susceptible de l'être. La réhabilitation belge, qui n'est qu'une sorte de grâce, est d'ailleurs facultative et le souverain a seul le droit de la prononcer.

Une loi du 6 avril 1897 a définitivement réglé le fonctionnement de la réhabilitation en *Norwège*; elle ressemble à la nôtre; deux différences cependant méritent d'être signalées : 1^o au point de vue de la durée du délai, une idée nouvelle a trouvé place; dans certains cas on exige du condamné un délai égal à la durée de la peine subie; 2^o tandis que le Procureur de la République en France a pour mission de faire une enquête et de prendre, s'il y a lieu, des conclusions favorables au demandeur que la Cour peut rejeter, le Ministère public en *Norwège* (art. 4) prononce sur-le-champ la réhabilitation lorsqu'il reconnaît, après enquête, que le condamné remplit bien toutes les conditions voulues. Il est nécessaire d'ajouter que la législation en *Norwège* ne fait pas de l'exécution effective de la peine une condition *sine qua non* de la réhabilitation judiciaire et que la loi du 6 avril 1897, de même que notre loi du 10 mars 1898, admet au bénéfice de la réhabilitation les condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de leur peine.

Les législations des autres Etats ne donnent lieu à aucune observation intéressante.

CHAPITRE III

Critiques auxquelles le système de la réhabilitation en France peut donner lieu. Loi du 11 juillet 1900.

La réhabilitation, telle qu'elle est organisée en France, a été l'objet de diverses critiques. Et d'abord le législateur du 10 mars 1898 a-t-il eu raison d'admettre au bénéfice de la réhabilitation judiciaire les condamnés, qui se rébellant en quelque sorte contre la loi, ont prescrit contre l'exécution de leur peine ? « Ils sont tenus, il est vrai, de justifier qu'ils n'ont « encouru, pendant les délais de la prescription, aucune « condamnation pour faits qualifiés crimes ou délits, « et qu'ils ont eu une conduite irréprochable (art. 2 « § 6) », mais quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent ils auront vécu à l'étranger ; comment alors connaîtra-t-on leur conduite ? ne sera-t-on pas exposé à admettre souvent au délai d'épreuve de dix et six ans (art. 2, § 3, 4, 5) des condamnés qui, pendant le temps de la prescription, auront mené une vie scandaleuse ? Je sais bien que, sous l'empire de la loi de 1898, l'appréciation du juge est souveraine, mais le législateur de 1885 n'était-il pas mieux inspiré lorsqu'il exigeait que le demandeur en réhabilitation se fût d'abord conformé aux lois et eût subi sa peine ?

Mais il ne s'agit plus aujourd'hui d'étudier et d'apprécier la conduite des candidats ; en transformant en un droit acquis la mesure de faveur sur laquelle les

Chambres d'accusation étaient appelées à se prononcer, les lois de 1899 et de 1900 ont créé une véritable immunité en faveur du coupable en lui accordant une réhabilitation en quelque sorte automatique, instantanée, et, contrairement aux exigences de la loi de 1898, en acceptant comme justifiés son repentir et sa bonne conduite. Par ce seul fait qu'un temps suffisamment long se sera écoulé depuis l'exécution ou la prescription de leur peine, les condamnés seront désormais réhabilités de plein droit ; la condamnation disparaîtra du casier judiciaire et avec elle toutes les incapacités qu'elle entraînait.

L'article 10 de la loi du 11 juillet 1900 dit en effet :

« Lorsqu'il se sera écoulé dix ans dans les cas prévus par l'article 8, § I et II, sans que le condamné ait subi de nouvelles condamnations à une peine autre que l'amende, la réhabilitation lui sera acquise de plein droit.

« Le délai sera de quinze ans dans les cas prévus par l'article 8, § III, et de vingt ans dans le cas prévu par l'article 8, § IV ».

Et l'article 8 auquel l'article 10 se lie intimement, après avoir indiqué les délais divers imposés pour la radiation des mentions du casier, ajoute :

« En cas de prescription de la peine corporelle, les délais commenceront à courir du jour où elle sera acquise ».

Cette disposition est-elle heureuse ? Nous ne le pensons pas. La réhabilitation de droit, qui offre l'avantage de produire ses effets sans formalités, sans publicité, ni enquêtes, qui n'expose, par conséquent,

pas le condamné à réveiller* le souvenir d'une faute depuis longtemps oubliée, était déjà une faveur bien grande, et c'est aller trop loin que de l'appliquer à des condamnés en état de rébellion contre la justice de leur pays. Déjà en 1898, (et il ne s'agissait alors que de la réhabilitation judiciaire), d'excellents esprits pensaient que ceux qui n'ont pas comparu devant leurs juges, ceux qui n'ont pas payé leur dette envers la société en subissant le châtiment de leur faute, ne méritaient pas cette faveur ; et M. Tillaye, dans son rapport fait au Sénat, le 18 janvier de la même année, leur répondait, en observant que la réhabilitation était toujours facultative, que les juges ne manqueraient pas de la refuser à ceux qui ne leur en paraîtraient pas dignes, et que jamais on n'accorderait une *prime* aux fuyards de la prison ou du bagne. « Mais, à côté de ces condamnés
« peu intéressants, il en est, disait-il, d'autres qui
« méritent bien quelque indulgence... n'y eût-il, à notre
« avis, qu'un seul condamné intéressant parmi ceux
« qui attendent anxieusement le bénéfice de la propo-
« sition de loi, qu'il faudrait en accepter le principe.
« Contre l'abus possible, le remède existe, puisque la
« réhabilitation est entourée de formalités qui garan-
« tissent que le condamné a mené une vie régulière,
« puisque la justice n'est liée dans son appréciation
« souveraine par aucune règle, puisque la réhabilita-
« tion peut être refusée même si les formalités sont
« toutes remplies, l'impétrant pouvant, dans ce cas,
« ne point paraître aux juges digne d'être réha-
« bilité (1). »

(1) *Collection complète des lois et décrets*, par DUVERGIER, ann. 1898, p. 62-63, note I.

Mais il s'agit ici de la réhabilitation de droit, sans formalités, sans enquêtes, par le seul effet du temps ! La situation est-elle la même ? On dit que le but de cette mesure est l'unification de la législation, et que, puisque la loi de 1898 a admis ceux qui ont prescrit au bénéfice de la réhabilitation judiciaire, ce principe doit s'appliquer à toutes les variétés de la matière. C'est là un argument de droit qui peut avoir sa valeur, mais prévaudra-t-il contre ceux tirés de la portée morale d'une loi et des inconvénients qu'elle peut présenter dans son application ? Quand un principe de droit est posé, il ne suffit pas de savoir en tirer des conséquences logiques ; la logique poussée à l'extrême peut créer des situations injustes ; il faut viser aussi à l'équité et adapter le principe aux exigences du milieu ; ce sont les mœurs qui font les lois et non les lois qui font les mœurs.

M. de Forcrand, dans son *Commentaire de la loi du 11 juillet 1900* (1), en a fort bien apprécié la portée, et nous ne pouvons mieux faire que de le citer textuellement : « On a donné, dit-il, pour motif à cette nouveauté « très discutable que la prescription avait toujours été « considérée comme un mode d'exécution des con- « damnations, et que la loi récente sur la réhabilita- « tion judiciaire des contumaces venait de faire une « fois de plus, l'application de cet axiome (2). Il faut

(1) H. DE FORCRAND. *Commentaire de la loi du 11 juillet 1900*, p. 23 (Paris, 1901. Marchal et Billard, éd.).

(2) Discours de M. Bérenger à la séance du Sénat du 15 juin 1900.

« se méfier des axiomes de droit, absolus par essence,
« dans l'élaboration de lois visant surtout aux résul-
« tats pratiques. Pourquoi ce bienfait au fugitif qui a
« méprisé le châtement ? que la prescription libère de
« la peine, c'est fort bien ; mais qu'elle suffise, par sa
« seule vertu, au reclassement du condamné, non pas !
« La loi du 12 mars 1898 est invoquée en vain : loin
« de voir dans l'inexécution de la peine un titre sans
« réplique, elle impose au demandeur la preuve d'une
« bonne conduite, et défère son passé tout entier à
« l'application souveraine de la justice. Sous le régime
« de la prescription du casier et de la réhabilitation
« de droit, au contraire, rien à examiner, rien à
« prouver ».

Disons enfin que le silence de la nouvelle loi dispense le condamné de l'obligation d'apporter la preuve que sa victime a été désintéressée ou renonce à toute demande de dommages-intérêts. Celle-ci n'est d'ailleurs pas lésée ; elle conserve toujours une action civile qui n'est pas atteinte par la réhabilitation, car elle est sa propriété. Cette action civile subsistera jusqu'à ce qu'elle soit atteinte elle-même par la prescription, c'est-à-dire pendant trente ans à partir du jour de la condamnation. Il y a ici analogie avec ce qui se passe en matière d'amnistie. L'amnistie dont les effets sont plus énergiques et font considérer comme n'ayant jamais existé le crime ou le délit commis, n'éteint pas l'action civile (1). Les intérêts de tous sont ainsi sauvegardés.

(1) BRASSEUR. *De la réhabilitation*, p. 489. — FAUSTIN-HÉLIE. *Prat. crim.*, t. I, p. 48.

CONCLUSION

On jugera de la loi du 11 juillet 1900 par ses résultats ; l'avenir, mieux que toute dissertation, nous en dira la valeur, mais on peut, dès maintenant, trouver déplorable celle de ses dispositions relative aux condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de leur peine. Les admettre au même privilège que ceux qui se sont inclinés devant la loi et qui ont payé leur dette, c'est créer en leur faveur une immunité contre laquelle protestent la justice et l'équité.

APPENDICE

L'accroissement continu de la criminalité en France est un fait attesté par toutes les statistiques (1) ; ce qui est non moins certain, c'est qu'il est dû, pour une large part, au relâchement de la répression, à l'indulgence sans cesse croissante de nos lois, et aussi à la façon dont elles sont appliquées (2). Le moment paraît

(1) SOCQUET. *Contribution à l'étude de la criminalité en France*, page 17.

(2) La loi de sursis qui, au lieu d'être appliquée exceptionnellement, est presque devenue la règle pour les délinquants primaires, l'interdiction de séjour substituée à la surveillance de la haute police, la libération conditionnelle, la réduction du quart de la peine lorsqu'elle est subie en cellule, l'imputation de la détention préventive, et la loi du 8 décembre 1897, sur l'instruction criminelle, ont toutes plus ou moins contribué à l'énervement de la répression. La loi de 1897, très humaine et très sage dans son principe, donne à l'inculpé des garanties sérieuses en le mettant à même de réclamer à chaque instant telle ou telle mesure d'instruction, audition de témoins, expertises, constats, etc., qui peuvent être utiles à la défense et dont l'opportunité a pu échapper à la sagacité du meilleur juge, mais elle a l'inconvénient grave, par les nullités qu'elle pro-

donc ~~venu de~~ rétablir l'équilibre entre les droits incontestés de la défense, ~~et les garanties~~ non moins indispensables, mais peut-être trop négligées ~~de la sécurité~~ publique.

L'étude à laquelle nous nous sommes livré des immunités accordées aux coupables et des modifications dont elles sont susceptibles n'a pas d'autre but et, s'il nous était permis d'élargir la question, nous voudrions voir se dessiner contre cet état de choses une réaction éclairée, prudente, mais résolue. Depuis vingt cinq ans, le droit pénal évolue de plus en plus vers l'indulgence, pour ne pas dire la faiblesse; les tribunaux accentuent chaque jour cet éternement de la défense sociale, et il est à craindre que les changements projetés dans la législation pénale n'aggravent le mal au lieu de l'atténuer. Cédant aux entraînements d'une philanthropie assurément exagérée, on ne se contente plus aujourd'hui de l'indulgence, c'est à l'impunité que l'on semble viser. Les lois nouvelles, inspirées d'ailleurs par les sentiments les plus généreux, ne s'occupent plus que des coupables, et paraissent oublier les honnêtes gens, qui ne se sentent pas suffisamment protégés. Il semble que ceux qui commettent des délits soient l'objet unique des préoccupations de certains esprits, et la loi de *pardon*, dont la proposition a été dernièrement présentée à la

nonce pour l'irrégularité la plus légère, d'entraver parfois la découverte de la vérité, en rendant impossible, après un intervalle de plusieurs semaines, le constat ou l'expertise annulés, dont les éléments ont disparu.

Chambre (1), tend à accélérer, s'il est possible, le courant d'opinion qui menace d'emporter toute idée de répression.

Est-il véritablement admissible qu'un individu, déclaré coupable, soit par le même jugement renvoyé impuni ? Comment un magistrat, chargé de la préservation sociale, pourra-t-il, dans une même sentence, proclamer la culpabilité et l'impunité ? Comment surtout a-t-on pu avoir la pensée de donner ce pouvoir à un juge d'instruction qui n'est pas juge de jugement, qui agit seul, sans publicité, et qui, n'étant que partiellement inamovible, est exposé à se voir enlever du jour au lendemain cette fonction même de l'instruction à laquelle on voudrait attacher ce pouvoir exorbitant ? La loi de pardon se comprenait sous l'ancien régime, lorsque le Roi, au moyen de la justice retenue, pouvait, soit arrêter la poursuite, soit, avec la lettre de cachet, soustraire un accusé à ses juges naturels ; elle était du moins en harmonie avec les institutions de l'époque, mais elle consacrait l'injustice et elle fut abolie en 1720. Et c'est lorsque, pendant plus d'un siècle, on a lutté contre l'arbitraire de l'ancien pouvoir royal, pour faire prévaloir le principe de la loi et de la justice égale pour tous, que l'on songerait à conférer à un juge le pouvoir de pardonner, c'est-à-dire le droit de déclarer que la loi s'appliquera à l'un et épargnera l'autre ! Quel présent plus funeste pourrait être fait à de jeunes magistrats qui, au début de leur carrière,

(1) Projet de loi présenté par M. MORLOT, député de l'Aisne, à la suite d'une pétition de M. le président MAGNAUD, de Château-Thierry.

sont chargés du lourd et délicat service de l'instruction ? Ils auraient beau s'efforcer d'appliquer consciencieusement la loi, on les soupçonnerait toujours, et l'on n'admettrait pas qu'ils fussent capables de résister aux influences locales, à la pression de l'opinion publique, aux campagnes de la presse, et à l'intervention des hommes politiques qui sont trop souvent les dispensateurs des avancements et des disgrâces.

Au fond, la loi de pardon, comme beaucoup d'autres, se rattache à l'idée de l'individualisation qu'on cherche à introduire dans notre droit criminel. Il est bien certain qu'une ligne de démarcation précise doit être tracée entre le point de vue civil qui doit être matérialiste, c'est-à-dire envisager, pour la réparation, l'étendue du dommage causé par l'acte contraire au droit d'autrui plutôt que la volonté de l'agent, et le point de vue pénal qui doit être psychologique, c'est-à-dire envisager la volonté de mal faire plutôt que le mal lui-même.

C'est ce que, par une heureuse et très compréhensive expression, M. Garraud, au IX^e Congrès de l'Union internationale de droit pénal à Saint-Petersbourg, a appelé « objectiver la réparation et subjectiver la répression. De ce principe, qui n'a pas rencontré de contradicteurs au sein du Congrès, M. Garraud a tiré cette conséquence que, dans tout procès pénal, il fallait juger non une espèce, eu égard à la gravité du mal accompli, mais un individu, d'après la perversité de sa volonté (1) ».

(1) Compte rendu par M. FEUILLOLEY, avocat général à la Cour de cassation, à la Société générale des prisons, du IX^e Congrès de l'Union internationale de droit pénal. *Revue Pénitentiaire*, 1902, p. 1417, 1418.

Que l'individualisation de la peine soit « une nécessité qui s'impose dans les Codes scientifiques de l'avenir (1) », on ne saurait le contester. Les considérations tirées de l'acte incriminé, c'est-à-dire de l'élément objectif du délit ne suffisent évidemment pas à motiver une condamnation. « C'est le caractère, la nature, les instincts de l'inculpé, en un mot, c'est le rôle subjectif qu'il faut envisager, parce que la peine devra être profondément dissemblable suivant que l'auteur de l'infraction sera susceptible d'amendement ou irrémédiablement dévoyé (2) ». Depuis longtemps déjà on étudie de plus près, et avec raison, le caractère du criminel, et, le jour où on a mis le jugement des crimes entre les mains d'un jury et où on a institué les circonstances atténuantes, on a créé un instrument extrêmement souple pour adapter la peine à toutes les particularités que peuvent présenter les individus. Mais si la peine doit nécessairement être adaptée à la nature, aux antécédents du délinquant, à toutes les circonstances particulières qui ont accompagné le crime, il n'en n'est pas moins vrai qu'elle a aussi et nécessairement un caractère objectif, qu'elle est faite non pas principalement pour celui qui la subit, mais pour les autres à qui elle doit servir d'exemple. Il ne faudrait donc pas se laisser impressionner par le seul élément subjectif, on risquerait d'aboutir souvent

(1) GARRAUD. *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. I, p. 70.

(2) *La loi de sursis*. Discours prononcé par M. BOURDON, avocat général, à l'audience de rentrée de la Cour d'appel de Lyon, le 17 octobre 1898, page 32.

à l'impunité, et l'intérêt social, auquel il est bien permis de penser, pourrait être gravement compromis. Or, que demandent certains partisans excessifs de l'individualisation pénale ? Ils ne s'inquiètent ni du fait coupable en soi, ni de la peine dont l'exemplarité intéresse pourtant l'ordre public : ils ne voient que l'homme : ils l'analysent au point de vue psychologique et même physiologique : il étudient ses tendances héréditaires ou acquises sous l'influence des milieux où il s'est développé, et ils arrivent à faire retomber sur d'autres que sur lui la responsabilité de ses actes. La société, disent-ils, est seule coupable, et l'individualisation poussée à ce point va jusqu'à supprimer la peine elle-même (1).

Que la justice divine puisse être absolument miséricordieuse, on le comprend, mais nous avons, nous, à sauvegarder la sécurité sociale, et les principes sur lesquels repose notre droit pénal nous semblent, du moins encore, indispensables à sa conservation. C'est par application de ces principes que les anarchistes, à l'égard desquels on n'a pas eu de ces attendrissements qu'inspirent les délinquants de droit commun, ont été traités avec une certaine rigueur par la loi du 28 juillet 1894 qu'on a qualifiée de *loi sévère*. Qu'est-il résulté de ce procédé classique de répression ? C'est que, effrayée à bon droit par l'attitude comminatoire

(1) Tribunal de Château-Thierry, jugement du 6 mars 1902, *Rev. Pén.* 1902, p. 558, 559. — La même manière de raisonner conduit l'école positiviste italienne à l'aggravation de la peine, et l'on saisit difficilement la déduction de ce système aussi exagéré que celui que nous critiquons.

des pouvoirs publics, la propagande par le fait, en France du moins, a rapidement pris fin. N'est-ce pas la preuve que la crainte du châtiment est restée une bonne conseillère et que la peine bien comprise et sérieusement appliquée n'a rien perdu de son efficacité ? Avouons que les ménagements de toutes sortes auxquels on a habitué les malfaiteurs vulgaires n'ont pas produit les mêmes résultats.

Mais voici qu'on propose une autre forme de clémence : on demande que, à côté des circonstances atténuantes, le jury, seul ou délibérant avec la Cour, puisse admettre des circonstances *très atténuantes*, et faire ainsi baisser la peine d'un ou de deux degrés de plus. Déjà cette idée avait été présentée au Sénat en 1886 ; elle avait échoué devant l'opposition d'un homme bien compétent, M. Grandperret, dont il est intéressant de rappeler les termes (1) :

« Pouvez-vous, disait-il, approuver le but qu'on se
« propose par cette innovation dangereuse ! Le but,
« c'est d'entrer en accommodement avec les faiblesses
« du jury pour obtenir au moins de menues condam-
« nations, lorsqu'il repousse la peine régulière même
« abaissée de deux degrés par l'admission des circons-
« tances atténuantes. Voilà le calcul. Mais est-il de la
« dignité du législateur de faire une sorte de spécula-
« tion sur de prétendues circonstances atténuantes
« pour obtenir une apparence, un simulacre de répres-
« sion ? Est-ce que la loi peut consacrer la réduction
« éventuelle de la peine de mort à trois mois d'empri-

(1) Séance du Sénat du 6 avril 1886 (*Rev. pén.* 1902, p. 358.)

« sonnement ? Si elle faisait cela, elle serait bien près
« de reconnaître qu'on peut se faire justice à soi-
« même. » Ces observations, dictées par le simple
bon sens, conservent aujourd'hui toute leur force.

Nous ne parlerons pas des lois de *réprimande* et
d'*avertissement* qui, elles aussi, trop peu soucieuses
du point de vue social, de l'intérêt commun, se placent
seulement au point de vue subjectif et ne songent qu'à
la moralisation du coupable. Evidemment le coupable
doit être moralisé, mais là n'est pas l'objet essentiel de
la législation pénale ; c'est même une déviation de l'es-
prit législatif que de s'en occuper à ce point. M. Maxime
Leroy (1) fait remarquer à ce sujet que « l'Eglise dis-
« paraissant comme pouvoir moral souverain, la
« magistrature s'essaie à ce rôle qui n'a plus de chef
« d'emploi », et il paraît s'en féliciter. Nous craignons
au contraire que si la législation et la magistrature,
son organe, ne s'occupent des coupables que comme la
religion et l'Eglise, son organe, n'ont jamais cessé de
s'en occuper, c'est-à-dire pour les consoler, les ensei-
gner et les convertir, elles n'abandonnent les intérêts
de la sécurité sociale qu'elles sont plus spécialement
chargées de défendre ; elles feront sans doute une chose
excellente, elles assumeront une très belle mission,
mais elles négligeront celle qui leur incombe.

M. Raoul de la Grasserie (2) est allé plus loin : il
propose d'ajouter au droit pénal le droit prémial,

(1) Le droit français contemporain. *Revue bleue*, tome 17,
p. 196, n° du 15 février 1902.

(2) *Des principes sociologiques de la criminologie*. p. 28,
31, 32.

c'est-à-dire un droit engendré par « un acte méritoire, « dépassant de beaucoup l'accomplissement d'une « obligation générale ou particulière, primaire ou ci- « vile, correspondant à un droit et préexistante » ; il s'agit, à ses yeux, de l'homme vertueux, charitable, héroïque même, du « contre-criminel », d'un *code des récompenses*, par opposition au *code des peines*, et l'auteur se plaît à penser que ce droit sera « dominant dans l'avenir. »

Nous ne savons si le moment approche où l'on parviendra « presque au même résultat en récompensant qu'en punissant », ce qui est absolument certain, c'est que « les sociétés ne se maintiennent que par une « lutte incessante et énergique contre l'activité mal- « faisante » (1) ; elles font appel au dévouement des personnes qui corrigent, qui consolent, qui protègent même les coupables, mais elles ont surtout besoin d'hommes qui rassurent les honnêtes gens, et c'est aux magistrats qu'est imposé le devoir rigoureux de les protéger et de les défendre ; encore faut-il que les lois qu'ils sont chargés d'appliquer n'empirent pas le mal au lieu de l'enrayer. Nous croyons que la loi de sursis suffit à tout, et qu'aller au-delà, c'est dépasser la mesure. Cette admirable loi Béranger, dont on ne saurait trop faire l'éloge, contient en effet, ce qui manque à la loi de pardon : elle permet d'appliquer

(1) Les tendances nouvelles du droit pénal. Discours prononcé par M. GARRAUD à la séance d'ouverture du IX^e Congrès de l'Union internationale de Droit pénal, à Saint-Petersbourg, le 4/17 septembre 1902.

une peine, puis, la peine prononcée, elle en suspend l'exécution. Voilà ce qu'elle donne à l'idée de justice, à la pensée de pardon ; mais elle accorde aussi une large part à la sécurité et à l'ordre public en laissant suspendue sur la tête du condamné la menace de l'exécution.

Ne nous laissons pas séduire par les attrait de cette religion de la souffrance humaine qu'un romancier célèbre (1) a poussée jusqu'à paraître se ranger du parti des assassins et des voleurs contre les représentants autorisés de l'ordre social. Soyons bons, éléments, sensibles à la pitié, mais n'exagérons pas les choses les meilleures, et gardons-nous des entraînements d'une philanthropie sans bornes. Ne pensons pas qu'une revision de nos codes soit nécessaire seulement pour adoucir les peines ; s'il est des articles que l'on estime trop durs, qu'on les revise comme on a révisé celui qui concerne l'infanticide, comme on pourrait réviser ceux qui punissent la fausse monnaie, mais en même temps qu'on recherche si, à côté de ces dispositions peut-être trop rigoureuses, il n'en est pas de trop indulgentes. Est-ce que certaines escroqueries modernes de haut vol, certaines filouteries grandioses et scandaleuses ne devraient pas être frappées de peines plus sévères que celles qui sont appliquées aujourd'hui ? N'oublions pas que l'idée d'exemplarité est indissolublement attachée à la répression, qu'elle est nécessaire pour la sauvegarde de l'ordre public et que les intérêts supérieurs de la société ne doivent à aucun

(1) TOLSTOI. *Résurrection*, trad. de T. de Wyzewa, 1899.

prix être négligés. Le délit ou le crime est plus qu'un acte individuel, c'est un désordre social qui doit être réprimé et réparé. « Ne continuons donc pas à dénaturer et à énerver la répression par une fausse philanthropie ; réservons notre humanité, elle ne manquera certes pas d'emploi, pour ceux qui la méritent vraiment, et profitant des leçons de l'expérience, revenons à des pénalités suffisamment sérieuses pour être exemplaires et efficaces (1). »

VU :

Lyon, le 15 juin 1903.

Le Président de la Thèse,

R. GARRAUD.

VU :

Lyon, le 20 juin 1903.

Le Doyen de la Faculté,

E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 20 juin 1903.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

G. COMPAYRÉ.

(1) *La crise du droit pénal.* Discours prononcé par M. LEFAVERAIS, avocat général, à l'audience de rentrée de la Cour d'appel d'Amiens, le 16 octobre 1902, page 43.



BIBLIOGRAPHIE

	Pages de la thèse
BÉRENGER. — Rapport au Sénat. <i>Journal officiel</i> .	
Sénat. Documents parlementaires, 1883.....	176
Rapport au Sénat, 6 mars 1890.....	194
Discours au Sénat, 28 mars 1890.....	195
Discours au Sénat, 15 juin 1900.....	201
Rapport au Congrès de l'Union internationale de Droit pénal à Saint-Petersbourg, septembre 1902.....	177
BOURDON, avocat général à la Cour d'appel de Lyon. —	
La loi de sursis. Discours prononcé à l'au- dience de rentrée du 17 octobre 1898 ... 184 et	209
BREUILLAC, conseiller à la Cour d'appel de Lyon. —	
Des recours en grâce. <i>La France judiciaire</i> , 1884-1885.....	155
BRUN DE VILLERET. — Traité théorique et pratique de la prescription en matière criminelle. Paris, 1863.....	54 et suiv.
CAILLEMER, doyen de la Faculté de droit de Lyon. —	
Dictionnaire des antiquités grecques et romai- nes, v ^o amnestia.....	116

	Pages de la Thèse
DARESTE, conseiller à la Cour de cassation.— Mémoire lu en 1894, à l'Académie des Sciences morales	53
FERRI ENRICO. — La sociologie criminelle. Trad. de l'auteur sur la 3 ^e édition italienne, 1893, un vol. in-8°	84, 93, 94 et 111
Diritto di punire.....	13
FORCGRAND (H. de), avocat général à la Cour d'appel de Limoges.— Commentaire de la loi du 11 juillet 1900. Paris, 1901, Marchal et Billard, édit....	201
GARÇON, professeur à la Faculté de droit de Paris. — Communication à la Société générale des pri- sons. Séance du 19 février 1902.....	186
GAROFALO. — La criminologie, 4 ^e édition, Paris, 1895.....	84, 136 et 160
GARRAUD, professeur de Droit criminel à l'Université de Lyon.— Le problème moderne de la péna- lité. Paris, Larose et Foriel, 1888, in-8° (épuisé)	15
Précis de Droit criminel. Paris, Larose, 6 ^e édi- tion, 1898.....	180
Traité théorique et pratique du Droit pénal fran- çais. Paris, Larose, 2 ^e éd., 1898, 6 vol..	115 et 209
Les tendances nouvelles du Droit pénal. Discours prononcé à la séance d'ouverture du IX ^e Con- grès de l'Union internationale de Droit pénal, à Saint-Pétersbourg, le 4/17 septembre 1902.	213
GLASER. — Sulla correzione dei verdetti <i>in</i> Revista penale. Juin 1885.....	94
GRASSERIE (Raoul de la), juge au Tribunal civil de Rennes. — Des principes sociologiques de la criminologie. Paris, 1901.....	212
JOLY (H.). — Le combat contre le crime. Paris, Cerf, 1891.....	8

	Pages de la Thèse
LACOINTA. — Introduction à l'ouvrage de Lucchini : le Droit pénal et les nouvelles théories.	43 et 14
LEFAVERAIS, avocat général à la Cour d'appel d'Amiens. — La crise du Droit pénal. Discours prononcé à l'audience de rentrée du 16 octobre 1902.	215
LE GALL, substitut du Procureur général à la Cour d'appel de Lyon. — Le droit de punir d'après la science positive. Discours prononcé à l'au- dience de rentrée du 16 octobre 1885.	162
LUCCHINI (Luighi). — Le Droit pénal et les nouvelles théories. Trad. par Prud'homme, avec une introduction de Lacointa. Paris, 1892, un vol. in-8°.	14
MAJNO. — Rettifica dei verdetti <i>in</i> Monitore dei Tri- bunali. Milano, 1891.	94
Revisione dei processi penali, <i>in</i> Arch. di psych., 1884.	107
MORLOT, député de l'Aisne. — Projet de loi déposé à la suite d'une pétition de M. le président Magnaud, de Château-Thierry.	207
MUTEAU, De la prescription de l'action publique et civile en matière pénale. Paris, 1895	55 et 71
PRADIER-FODÉRÉ, conseiller honoraire à la Cour d'appel de Lyon. — Cours de Droit diplomati- que, 1881.	33
PROAL. — Le crime et la peine. Paris, 1892, un vol. Rapport de M. Martha dans le concours pour le prix du budget de 1888.	13
THURIET, avocat général à la Cour d'appel de Besan- çon. — Discours prononcé à l'audience de rentrée du 16 octobre 1902.	144

	Pages de la Thèse
VIDAL (Georges), professeur à la Faculté de droit de Toulouse. — Cours résumé de Droit pénal, Paris, 1894.....	189
Cours de Droit criminel et de Science péniten- tiaire, 2 ^e édition, 3 ^e fascicule.....	152

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

TITRE PRÉLIMINAIRE

De l'Asile.

CHAPITRE I. — Le droit d'asile proprement dit.....	19
§ I. Temps anciens.....	20
§ II. Temps modernes	22
CHAPITRE II. — Les survivances du droit d'asile.....	28
§ I. Immunité dont jouissent à l'étranger les délinquants politiques et de droit commun : extradition	28
§ II. Exterritorialité	31
§ III. Immunité parlementaire.....	34
CONCLUSION	35

TITRE I

Des prescriptions pénales.

CHAPITRE I. — Définition et historique	37
CHAPITRE II. — Légitimité et fondement des prescriptions pénales.....	39
CHAPITRE III. — Modifications dont les prescriptions pénales sont susceptibles	40

	Pages
PREMIÈRE SECTION. — Prescription de l'action.....	41
§ I. Modifications relatives aux délais	42
a) Identité des divers délais	43
b) Durée des délais	46
c) Législation étrangère	46
Conclusion : 1° <i>Substitution d'un délai gradué au</i> <i>délai uniforme</i> ; 2° <i>Elévation de la durée des</i> <i>délais</i>	50
§ II. Modifications relatives à la solidarisation des actions publique et civile	51
a) Critique du système de la solidarisation	52
b) Objections et réfutation.....	59
c) Législation étrangère	65
Conclusion : <i>Indépendance des deux actions et sub-</i> <i>stitution au délai de 30 ans d'un délai de 20 ans</i>	66
DEUXIÈME SECTION. — Prescription de la peine.....	68
Législation étrangère	68
CONCLUSION : 1° <i>Substitution d'un délai gradué au</i> <i>délai uniforme</i> ; 2° <i>Elévation de la durée des</i> <i>délais</i>	70

TITRE II

Du vol entre parents.

Immunité de l'art. 380 du Code pénal.

CHAPITRE I. — Sa source.....	74
§ I. Sous la loi romaine.....	74
§ II. Sous la loi française	76
CHAPITRE II. — Son caractère et ses effets	77
§ I. Elle constitue une exception péremptoire	77
§ II. Elle rend possible l'application des lois ordinaires de la complicité.....	78
CHAPITRE III. — L'immunité de l'article 380 du Code pénal doit-elle être maintenue?.....	79
CONCLUSION : <i>Subordination des poursuites à la plainte</i> <i>de la partie lésée</i>	81

TITRE III

Des voies de recours ouvertes aux condamnés.

PREMIÈRE PARTIE. — De l'Appel.

	Pages
CHAPITRE I — Matières correctionnelles	83
CHAPITRE II. — Matières criminelles	84
§ I. Utilité de l'appel	85
§ II. Pourquoi soustraire à l'appel les verdicts du jury ?	85
§ III. Appel extraordinaire de l'art. 352 C. Instr. crim.	86
§ IV. Législation étrangère	89
§ V. Objection	90

DEUXIÈME PARTIE. — Du pourvoi en cassation.

CHAPITRE I. — Matières correctionnelles	91
CHAPITRE II. — Matières criminelles. Art. 409 C. Instr. crim.	92

TROISIÈME PARTIE. — Du pourvoi en revision.

CHAPITRE I. — Définition. Parallèle entre la revision, l'appel, la cassation et la grâce	94
CHAPITRE II. — Légitimité de la revision	96
CHAPITRE III. — Historique de la revision	99
§ I. En droit romain	99
§ II. En droit français	100
CHAPITRE IV. — Législation étrangère	103
CHAPITRE V. — N'y a-t-il pas lieu d'admettre la revision en cas d'acquiescement aussi bien qu'en cas de condamnation injuste ?	107
OBJECTION : Irrévocabilité de la chose jugée	108
RÉPONSE : La chose jugée ne fait obstacle :	
a) Ni à la requête civile (art. 480 C. pr. c.)	109
b) Ni à la revision des jugements de condamnation (loi du 8 juin 1895)	109
CONCLUSION : <i>Extension au profit de la société du bénéfice : 1° De l'appel extraordinaire de l'art. 352 du C. Instr. Crim. ; 2° Du pourvoi en cassation de l'art. 409 Inst. c. ; 3° Du pourvoi en revision (loi du 8 juin 1895).</i>	111

	Pages
OBJECTIONS : § I. La grâce est une atteinte à l'autorité des lois	159
§ II. Elle constitue un déni de justice au préjudice de la victime	162
RÉPONSE	163
CHAPITRE VI. — Effets de la grâce et son utilité	164
§ I. Elle permet l'application des peines perpétuelles ..	164
§ II. Elle concilie la justice et l'humanité	165
§ III. Elle corrige les suites des erreurs judiciaires ..	166
§ IV. Elle facilite l'amendement des condamnés	167
§ V. Elle est, en matière politique, un puissant moyen de gouvernement	168
CONCLUSION : 1° <i>Restriction de la grâce aux délits de droit commun</i>	171
2° <i>La grâce doit être révoquée</i>	172
3° <i>Elle ne doit être accordée qu'après avis conforme : a) Des magistrats du parquet ; b) Des directeurs de prison</i>	173

TITRE VI

De la libération conditionnelle et du sursis.

PREMIÈRE PARTIE. — De la libération conditionnelle.

CHAPITRE I. — Origine. Définition. Parallèle entre la libération conditionnelle, la grâce et le sursis	175
CHAPITRE II. — Critiques auxquelles l'application de la libération conditionnelle peut donner lieu	180
CONCLUSION : <i>Application rigoureuse de l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1899</i>	184

DEUXIÈME PARTIE. — Du Sursis.

CHAPITRE I. — Le premier projet de M. Bérenger	185
CHAPITRE II. — Effets de la loi de sursis	187
CONCLUSION : <i>Rétablissement du premier projet de M. Bérenger sur l'aggravation des peines en cas de récidive</i>	188

TITRE VII

De la réhabilitation.

	Pages
CHAPITRE I. — Définition et historique	189
CHAPITRE II. — Législation étrangère	195
CHAPITRE III. — Critiques auxquelles le système de la réhabilitation en France peut donner lieu. Loi du 11 juillet 1900	198
CONCLUSION : <i>Refus du bénéfice de la réhabilitation de droit à celui qui a prescrit contre l'exécution de sa peine</i>	203
APPENDICE	205
BIBLIOGRAPHIE	217

